

ECHANGES
BP 241
75866 PARIS CEDEX 18
FRANCE

DESTINATAIRE



ÉCHANGES — N° 90 — Printemps-été 1999 — 15 FF — LA GUERRE DANS LES BALKANS — PANNEKOEK

ÉCHANGES

N° 90 — Printemps-été 1999 — 15 FF

bulletin du réseau

« Échanges et mouvement »

À PROPOS DE LA GUERRE DANS LES BALKANS. Notre ennemi c'est le capital, p. 3 ♦ Quelques données sur le Kosovo, p. 9 ♦ Sources documentaires, p. 20 ♦ Face à la guerre : leurs positions (anarchistes, trotskystes, marxistes-léninistes, etc.), p. 24

HONGRIE. Pourquoi « Letters from Hungary » a décidé de cesser de paraître, p. 29

VIETNAM. La Nomenklatura, p. 33

Documents, p. 38 (Sur les prisons américaines, p. 39 ♦ Travail, luttes et syndicats, p. 40 ♦ Enseignements, p. 41) ♦ Publications, p. 42

THÉORIE. Correspondance, positions et divergences (suite) : réactions, p. 45 ♦ A propos des « Hommes véritables », p. 52

♦ Publications, p. 53

Anton **PANNEKOEK** : L'acte personnel, p. 61 ♦ La destruction comme moyen de lutte, p. 63 (Réflexions après l'incendie du Reichstag par Marinus Van Lubbe)

Notes de **LECTURE** : « La République des conseils de Bavière » et « La Société libérée de l'Etat », d'Erich Mühsam, p. 57

♦ « Et si les insurrections ne mouraient pas ? », une réponse de Gilles Dauvé, p. 58

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
chaque numéro : 15 FF (2,29 euros)

pour abonnement, informations et correspondance :
BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Abonnement : 60 FF ou 10 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.
Les règlements effectués hors de France doivent l'être en euros

PRESENTATION

Ce numéro 90 d'Echanges est consacré pour une bonne part à la guerre dans les Balkans. Nous avons essayé d'en donner un autre aperçu en utilisant des documents peu connus et en même temps de signaler les prises de positions des uns et des autres. Comme nous le signalons dans ces textes nous avons bien conscience des limites de ce travail que nous espérons compléter dans les prochains numéros.

On y trouvera aussi des suites :

- des articles sur le Vietnam,
- de la discussion sur les positions d'Echanges, à ceci près que l'un des plus prolixes interlocuteurs critiques a renoncé dans une lettre lapidaire à continuer le débat qui, il est vrai, tournait au dialogue de sourds.
- une réponse de Dauvé à la critique de sa brochure « Quand meurent les insurrections ».

Certains trouveront peut être que nous délaissions les problèmes de la lutte de classe. Ils auront quelque peu raison bien que la guerre des Balkans ait un arrière plan d'une lutte de classe, mais pas celle que certains voudraient y voir. Le prochain numéro contiendra divers textes sur les autres luttes, royalement oubliées derrière le paravent de la médiatisation balkanique. Ce sera plus une plongée dans différentes luttes de 98/99 pour tenter d'en dégager les caractères spécifiques.

(suite page 71)

Un article sur les 35 heures en France était prêt et fera partie de ces textes retardés. IL est possible aussi que partant du rôle des syndicats en Russie, en Corée du Sud nous tentions un parallèle avec les transformations présentes en Europe : Souvent, les particularismes nationaux masquent des convergences dans lesquelles s'articulent le passage au niveau européen et l'adaptation aux évolutions présentes du capital et des méthodes de production.

Nous rappelons que le n° 89 contenait deux listes :

- celle des adresses de publications reçues à Echanges, que parfois nous citons sans donner les références ; tout intéressé par les articles mentionnés doit se reporter à cette liste. Nous ne pouvons adresser des copies d'articles que quand il n'est pas possible de se procurer les publications dont ils sont extraits ; dans ce cas figure la mention « copie à Echanges ».
- celle des publications que nous pouvons adresser à tous ceux qui en feraient la demande contre le remboursement des frais postaux. Cette liste diminuée des envois déjà faits et complétée de ce qui aura été reçu depuis paraîtra de nouveau vers la fin de l'année.

Aucune nouvelle brochure n'est paru mais nous en avons plusieurs en cours de réalisation qui pourraient paraître avant la fin de l'année. Comme nous en avons parlé à différentes reprises nous préférons ne pas répéter des promesses dont nous ne savons suivant quel ordre elles seront honorées. De toute façon, elles seront annoncées dans le bulletin lors de leur parution.



Brochures disponibles

**La Lutte de classes en France,
novembre-décembre 1995**

Témoignages et discussions
sur un mouvement social différent

(mars 1996)

Anton Pannekoek

**Pourquoi les mouvements révolutionnaires
du passé ont fait faillite — Grèves**

— Parti et classe

trois textes précédés de :

Cajo Brendel

Le Groupe des communistes
internationalistes de Hollande,
souvenirs personnels des années 1934-1939

(septembre 1998)

Claude Bitot

**Enquête sur le capitalisme
dit triomphant**

(janvier 1999)

Echanges et Mouvement
prix de vente : 10 F

À PROPOS DE LA GUERRE DANS LES BALKANS

NOTRE ENNEMI C'EST LE CAPITAL

partout où il nous exploite.

**Le troisième camp internationaliste : un autre
combat de classe**

Le texte qui suit n'a pas la prétention d'être exhaustif mais veut tracer des voies de réflexion sur des événements qui, comme tous les événements importants, ont révélé et révèlent encore des tendances jusque-là dissimulées, ou même ignorées, par les intéressés. Nombre de leurs choix sont particulièrement révélateurs d'arrière-plans fondamentaux, ou bien provoquent des explications embarrassées parce qu'ils sont en contradiction avec des positions affirmées sur d'autres questions. Bien des points évoqués dans cet article mériteraient de plus longs développements ; peut-être la discussion qu'il suscitera nous amènera-t-elle à envisager un travail plus conséquent dans une brochure.

Nous avons essayé de résumer des matériaux parfois épars dans de nombreuses notes. Nous citons également les sources. Une bonne partie de celles-ci sont en anglais ; des photocopies en sont disponibles, mais il est possible que des traductions voient le jour dans ce travail ultérieur que nous venons d'évoquer. De plus, un camarade a entrepris d'extraire des innombrables déclarations les phrases qui résument le mieux les prises de positions dont nous venons de parler : le début de ce travail figure en annexe. Nous avons parfaitement conscience que, face à l'énormité de ce travail et à nos faibles moyens, bien des imperfections peuvent être relevées. A chacun d'y apporter sa pierre, complémentaire ou critique.

**Aller au-delà des réactions
de révolte bien compréhensibles**

LE titre « Le troisième camp internationaliste » se réfère à un texte d'un camarade aujourd'hui décédé (1). Au cours de la seconde guerre mondiale, il s'est trouvé devant les mêmes choix, maintes fois répétés depuis, devant les engagements des uns et des autres dans les guerres qui secouent régulièrement l'inexorable marche du capital miné par l'inextinguible soif de profit et l'irrépressible

pression de sa contradiction intrinsèque congénitale : la lutte de classes. L'immense majorité, y compris la plupart des organisations (partis, syndicats, groupuscules, etc.) qui prétendait parler au nom des travailleurs, les guider, les organiser, se laissait emporter dans les tourmentes en ap-

(1) Pierre Lanneret : *Les Internationalistes en France pendant la seconde guerre mondiale* (Ed. Acratie) — *Internationalists in France during the Second World War* (Phoenix Press), précédé d'une biographie écrite par ceux qui furent ses camarades et partagèrent son combat.

puant l'un ou l'autre des camps belligérants (2). Alors, seule et isolée, une minorité voulait affirmer et affirme encore envers et contre tout, que le seul engagement conséquent était la lutte de classe dans leur propre pays contre leur propre exploiteur, sous n'importe quelle forme. Cette minorité clamait, à juste titre, que c'était la seule voie capable de rapprocher ceux qui, séparés par les frontières géographiques et les barrières idéologiques, étaient embrigadés, soit sous les armes, soit dans les appareils productifs, afin de concourir à la poursuite des objectifs du moment d'une classe dominante qui les revendiquait comme citoyens nationaux pour leur créer l'obligation de participer à ses aventures guerrières. Cette minorité se référait à ce qui devrait rester la ligne de force de toute action militante révolutionnaire et qui est le lien entre tous ceux qui luttent partout contre leur exploitation : l'internationalisme prolétarien (3).

Il ne fait aucun doute que la guerre est la plus grande dégueulasserie des sociétés humaines, encore plus de celles qui se prétendent « civilisées ». Elle libère chez l'homme les instincts les plus bestiaux sans même qu'il soit nécessaire de « démoniser » l'adversaire. Le meurtre, sévèrement condamné dans la vie civile, est récom-

pensé comme héroïsme, la cruauté et la torture couvertes comme nécessités du renseignement élément primordial de l'action, l'hécatombe des militaires le plus souvent contraints sous les plis du drapeau devient un sacrifice nécessaire, et celle des civils une froide tactique pour faire céder l'adversaire. Les viols, les pillages individuels ou organisés, les destructions de tous ordres, crimes ou délits d'une société civile qui se respecte, sont couverts comme la loi naturelle d'une armée en campagne. Les conquêtes territoriales, les exodes de populations, les déportations — y compris les tris ethniques, religieux ou tout simplement nationaux — au nom d'idéologies nationalistes et/ou patriotiques, camouflages d'intérêts de pouvoirs économiques ou stratégiques, aucune guerre n'y échappe. Aucun camp ne s'en affranchit, quelles que soient les idéologies et les propagandes par lesquelles chacun d'entre eux essaie de masquer ses propres exactions en affirmant qu'il est plus honnête, plus humain, plus propre que l'autre. La fin justifie les moyens, n'importe quels moyens. Et le pragmatisme est la règle, qui conduit un Etat ou un camp d'alliés à pratiquer, encenser et tolérer ailleurs ce qu'il condamne véhémentement ici. Les exemples sont légion bien avant la guerre inavouée Serbie-OTAN

Tony Blair — pour affirmer : « Nous ne nous battons pas pour des territoires mais pour des valeurs. Pour un nouvel internationalisme où la répression brutale de groupes ethniques ne sera pas tolérée. » Pour parodier Orwell, dans une foule de dictateurs il y en a qui sont plus dictateurs (les mauvais diaboliques) que d'autres (les bons) : les vieilles idéologies (comme l'antifascisme) deviennent obsolètes. Cette nouvelle mouture du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », instrument séculaire des capitalismes dominants pour pénétrer et disloquer les empires vacillants, peut ainsi se parer d'une nouvelle couverture idéologique dont le « droit d'ingérence » économique et/ou humanitaire n'est que l'aspect le plus sournois, sous ses apparences de compassion innocente.

tidienne" non médiatisée par l'argent et sa valorisation.

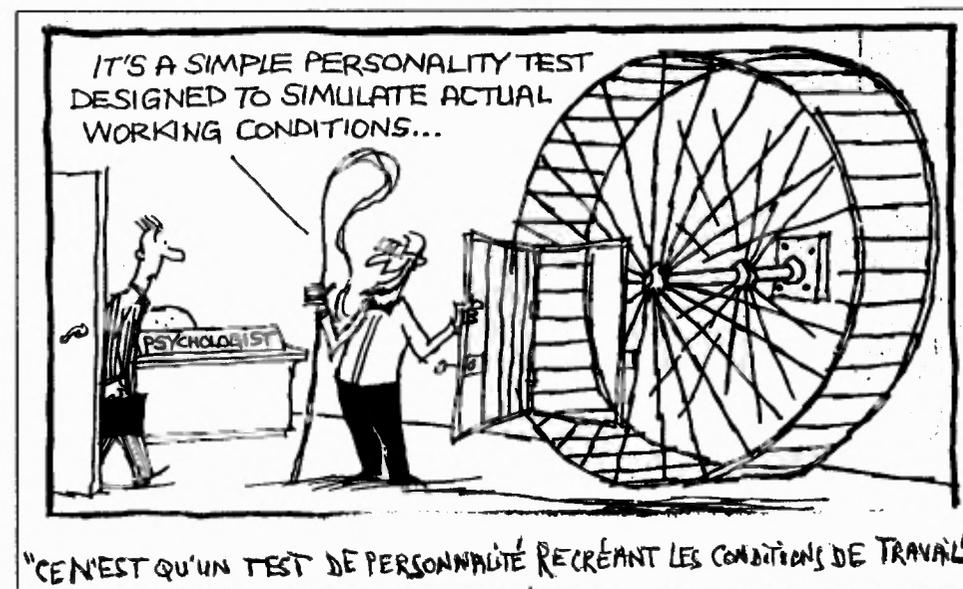
» L'Espagne montre comment l'action armée la plus résolue, si elle ne s'en prend pas à l'Etat, et la vie communautaire la plus fraternelle, si elle ne fait pas dépérir la circulation marchande, sont l'une et l'autre condamnées.

» La Révolution russe l'illustre aussi, à sa façon. Parler à son sujet de révolution "bourgeoise" est pour le moins inadapté, puisqu'elle a éliminé la bourgeoisie. Disons plutôt qu'elle a assez vite abouti à promouvoir une variante capitaliste, surtout en raison des échecs prolétariens répétés, de Budapest à Seattle.

» Une révolution communiste européenne aurait housculé (non sans heurts) les aspects incontestablement "bourgeois" (ou tout simplement capitalistes) du bolchevisme, et aidé le prolétariat russe à les dépasser. Sans doute, de nouvelles figures auraient surgi à la place de Lénine, Trotsky, etc. La révolution mondiale aurait

révolutionné le bolchevisme ! Au contraire, son échec a développé ce que les bolcheviks portaient de social-démocrate radicalisé : communisme conçu comme socialisation du capitalisme sous la direction d'une minorité éclairée. Pourtant, il n'y avait là rien de fatal : le destin du parti bolchevik n'était pas plus tracé dès 1903 que celui de la CNT en 1919. Parler de révolution bourgeoise, c'est oublier la dynamique et les contradictions des prolétaires, en Russie comme dans le reste du monde. Ces contradictions n'étaient certainement pas tranchées en 1917, mais l'ont été en 1919-20, par la faillite révolutionnaire mondiale, comme par l'absence de transformation communiste de la société russe. En Espagne aussi, vingt ans plus tard, "le mode d'activité est resté constamment intact" (Marx). Là est l'enjeu, qui dépasse Barcelone autant que Petrograd. »

Gilles Dauvé



» Il est paradoxal de trouver trop "politique" une analyse qui envisage les phénomènes politiques (l'Etat, les formes de domination, les partis) non en eux-mêmes, mais à partir des rapports entre classes. Le texte n'affirme pas que l'Etat conditionne le mode de production, expose même le contraire, notamment p. 30, et se veut critique du privilège accordé au "politique" sur le "social" : c'est d'ailleurs en cela que l'analyse diffère sensiblement de celle de la gauche "italienne".

» La plupart des radicaux, marxistes comme anarchistes, ont vu dans l'Espagne de 1936-37 une tentative révolutionnaire à soutenir, en appuyant, bien sûr, non le gouvernement républicain, mais l'action autonome des prolétaires, soit en combattant à leurs côtés dans les milices, soit en aidant à approfondir et étendre les socialisations. Cela, au moins jusqu'au renversement de situation en mai 1937. Telle est pas exemple la position de Chazé (dont ma bibliographie n'oublie pas de citer le recueil d'articles paru chez Spartacus).

» Par contre, pour la revue *Bilan* (1933-1938) et la gauche "italienne" (alors tout autant "belge"), il y a certes une action de classe en juillet 1936, mais qui, en quelques semaines, s'autodétruit en se plaçant sous la direction de la coalition gouvernementale anti-franquiste. Dès lors, malgré toute leur vitalité, les prolétaires (dans les milices comme par les collectives), cessant de s'affirmer antagoniques à l'Etat et au capital, perdent leur autonomie et se condamnent tôt ou tard à être défaits.

» Les tenants de la première position interprètent Mai 37 comme fin d'un processus révolutionnaire. *Bilan* y voit la confirmation du cours anti-révolutionnaire entamé à l'été 1936.

» Le débat dépasse la querelle de dates, du type : "En quel mois la révolution a-t-elle raté en Espagne ?" De l'expérience espagnole, *Bilan* concluait à la nécessité de détruire d'abord l'Etat. A la question posée par Bordiga en 1920 : "Prendre les usines ou prendre le pouvoir ?", la gauche italo-belge répondait comme lui : les prolétaires doivent prendre le pouvoir. Après, ils changeront les rapports sociaux.

» Or, c'est précisément sur ce point que *Quand meurent les insurrections* (comme en 1979 ma préface au recueil de textes de *Bilan* [2]) diverge de la gauche italienne :

« Pas de révolution sans destruction de l'Etat, telle est la "leçon" espagnole. Pour autant, la révolution n'est pas bouleversement politique, mais mouvement social où destruction de l'Etat et élaboration de nouveaux modes de débat et de décision vont de pair avec la communisation. Nous ne voulons pas "le pouvoir", mais le pouvoir de changer toute la vie.

» (...) Si la révolution devait être politique d'abord, sociale ensuite, elle créerait un appareil n'ayant pour fonction que la lutte contre les tenants du vieux monde, fonction négative, de répression, système de contrôle ne reposant sur d'autre contenu que son "programme", sa volonté de réaliser le communisme le jour où les conditions en seraient enfin réunies. » (p. 36)

» Comment lire dans ces lignes la preuve que je privilégie le « politique » ?

» L'idée que révolution = communisation, il est vrai, est difficilement acceptée. Là où j'écris "communisation", C.B. comprend "communication". Il s'agit de bien davantage : amorcer une "vie quo-



Dessin de George Grosz pour *Schweik* (Piscator, Théâtre politique, éd. L'Arche).

à propos du Kosovo où l'humanitaire sert de couverture idéologique (pas si nouveau que cela car la guerre s'est toujours parée de bons sentiments). Simplement, les médias modernes, les techniques de communication et de manipulation ont donné une dimension nouvelle à un conditionnement idéologique qui permet même aux camps belligérants et à leurs « collatéraux » de se parer d'une fausse objectivité en présentant les différentes versions de la pensée unique susceptibles d'amener des engagements dans un camp sous une bannière ou sous une autre et de récupérer même les affirmations d'hostilité cantonnées à des sentiments humains.

Tout cela est devenu un tissu de lieux communs dans le bouillonnement d'informations et de prises de positions. A cause précisément de l'intégration objective ou pas des réactions individualistes sentimentales ou humanistes dans les idéologies du conflit, il faut

aller au-delà. Au-delà de ce qui apparaît comme des réactions de révolte. Elles peuvent paraître saines sans aucun doute, mais relativement impuissantes devant la dimension des ravages matériels et humains — même si le peu qu'on peut apporter, virtuel ou réel peut satisfaire sa bonne conscience.

Finalement, tout cela va bien aujourd'hui dans le sens voulu de la couverture idéologique humanitaire à sens unique. Au mieux, si elle se veut objective, cette attitude morale ou éthique si l'on veut, ne peut sous-tendre qu'un pacifisme qui, même s'il se fédère dans des affirmations collectives de cette révolte, ne peut aller au-delà de distribution de tracts et de manifestations relativement impuissantes et pouvant tout autant être manipulées (4). On peut rattacher cette voie de protestation à un mouvement général qui a fait transférer toutes les luttes politiques, trop engagées de manière évidente dans la gestion du système capitaliste, vers des appels à des sentiments plutôt qu'à la raison. L'essor des « organisations non gouvernementales » (ONG) est là, tout comme le transfert de l'activité politique d'organisations préexistantes comme Greenpeace de luttes politiques (contre l'atome par exemple) vers des luttes humanitaires. Tout comme le colonialisme se parait des vertus d'une mission civilisatrice de la chrétienté, les interventions militaires impérialistes se parent de la défense des « droits humains »,

(4) Beaucoup ont fait l'expérience amère et un peu cruelle de se retrouver dans des manifestations pacifistes mêlés, à leur corps défendant, soit à des proserbes nationalistes (souvent les nostalgiques vivant encore sur des lambeaux de la défense de la " patrie du socialisme ", soit à des prokosovars tout autant nationalistes (souvent d'autres nostalgiques vivant sur des lambeaux de la défense d'une autre " patrie du socialisme " sino-albanaise) mêlés de kurdes léninistes ultra-nationalistes.

ceux-là mêmes qui sont la raison sociale des ONG. D'un autre point de vue, ces organisations sont des substituts aux organismes politiques obsolètes pour la récupération de tendances sociales qui leur échappaient.

Les révoltes et les « bonnes intentions » sont ainsi intégrées à des buts opposés à ceux pour lesquels les supporters humanitaires pensaient agir en échappant à la confusion du magma politique (5).

Aller plus loin, c'est d'abord tenter de voir clair dans l'imbroglio balkanique

Il faut donc aller plus loin. Aller plus loin, cela signifie tenter d'abord une analyse qui, par delà l'éclaircissement des intentions des belligérants, essaie de définir les tendances profondes du système capitaliste lui-même et tente d'identifier les ennemis de classe, quels que soient leur bord et

leur camp — car ce sont les seuls ennemis que nous sommes en droit de reconnaître comme tels et de combattre.

Les conflits locaux sont les produits indirects de la mondialisation du capital qui emprunte des voies spécifiques à chaque situation. Il ne fait aucun doute que, comme partout dans le monde capitaliste quelle qu'en soit la forme, la lutte de classe ait été un élément déterminant dans l'évolution du régime yougoslave dans les vingt dernières années. Simplement, elle n'est pas souvent là où les futurs généraux de la guerre de classe l'attendent (6). Bien avant la chute du mur de Berlin et la dislocation du bloc soviétique, la Yougoslavie s'était engagée, à travers un conflit propre aux régimes de dictature léniniste (y compris la Chine (7)) entre l'appareil du parti et la bureaucratie économique (bien qu'il n'y ait pas de frontière bien définie entre les

(suite page 8)

(7) Voir notamment l'ouvrage de Milovan Djilas, *La Nouvelle Classe dirigeante*. Plon, 1957, traduit par A. Prudhommeaux, et, sur la Chine, le même développement dans *Thèses sur la Révolution chinoise*, Cajo Brendel, Echanges et Mouvement, 1977. Le même Milovan Djilas, dans un article du *Monde* (30 décembre 1971) analysait avec lucidité « Les communistes et la question nationale », prophétisant ce qui allait se passer dans les années 90, analysant notamment le développement d'un « irrédentisme albanais » au Kosovo : « Elle (la classe moyenne) a cependant bien des points communs avec la bourgeoisie ne serait-ce que parce qu'elle a pour idéaux le progrès technique et un haut niveau de vie. Elle se recrute dans toutes les couches sociales : managers, professions libérales, bureaucratie pragmatique du parti, petite-bourgeoisie et même ouvriers et paysans. L'esprit et la mentalité de cette classe avec son mode de production du capitalisme moderne imprègne tous les pores de "sa" nation. Cette transformation de la société et du parti se fonde sur une base naturelle, la base nationale, qu'on retrouve d'abord dans les prétentions des bureaucraties des petits partis nationaux puis dans d'autres aspects des nationalismes bourgeois. Le parti communiste yougoslave s'est ramifié en autant de branches que de Républiques et la différence des orientations sociales

(suite ci-contre page 7)

par le SPD et des conseils d'entreprise constitués en organisations unitaires (6). Les conseils de soldats, quant à eux, étaient presque tous réactionnaires. Un demi-siècle de domestication de la classe ouvrière allemande par le parti social-démocrate expliquait que les délégués des conseils appartenaient dans leur majorité à ce parti ; le prolétariat allemand avait été dressé dans l'illusion que la liberté s'octroie au lieu de se conquérir.

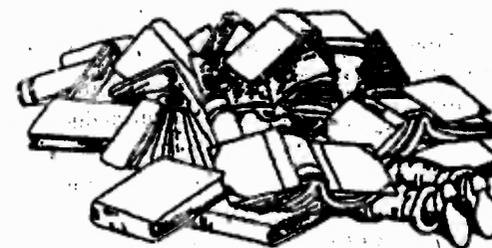
Il faisait aussi justice des reproches souvent adressés aux *conseillistes* d'être opposés à toute organisation, d'être — la laideur du mot qualifie l'offense — « spontanéistes », parce qu'ils soulignent le rôle néfaste que les partis ont toujours joué au cours des révolutions prolétariennes du passé. Dans la nuit de la rhétorique politique tous les mots sont gris, et en dépit du sens communément admis des mots « parti » et « organisation », les sectateurs du Parti les emploient indifféremment en fonction des besoins de leur cause. Mais pour les *conseillistes*, l'organisation en conseil exprime l'unité d'une classe contre les divisions des partis, l'unité d'action contre la division des interprétations. Car l'esprit de parti entretient le sectarisme, l'obéissance irrationnelle aux chefs, la passivité et la servilité, qui font le lit du capitalisme. Et « l'application de telle ou telle vérité d'école issue du monde irréel des concepts ne saurait aider le moins du monde les travailleurs dans leur combat. » (*La Société libérée de l'Etat*, p.151).

Le second texte : *La Société libérée de l'Etat*, complète par la théorie des conseils le précédent qui en était l'histoire appliquée. Il fait le constat de la part vivante des événements qui ont accompagné la défaite allemande dans la pre-



mière guerre mondiale. Les conseils n'y sont pas considérés comme une forme achevée d'organisation, concurrente des syndicats, mais comme le lieu où la volonté de chaque individu se réalise par la volonté de tous et la volonté générale par la volonté d'un seul.

J.-P. V.

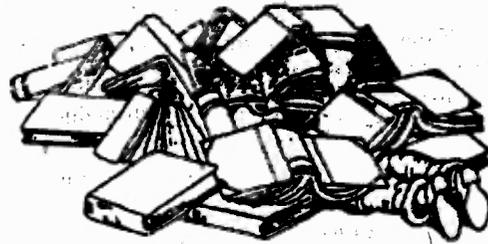


Et si les Insurrections ne mouraient pas ? (suite) Une réponse de Gilles Dauvé

Le n° 89 d'Echanges, p. 55, a publié sous ce titre une note de lecture dont le contenu a valu cette réponse de l'auteur de la brochure, ainsi critiquée :

« Le compte rendu de ma brochure *Quand meurent les insurrections* par C. B., dans le n° 89 d'Echanges, incite à ajouter quelques précisions.

Erich Mühsam :
La République des conseils de Bavière
 suivie de
La Société libérée de l'Etat
 Coédition La Digitale/Spartacus,
 2e trimestre 1999



EN 1929, Erich Mühsam publiait une brochure traduite ici sous le titre : *La République des conseils en Bavière* (1) dont le propos était de répondre à la (...) « méchante relation tendancieuse et partisane » (p.12) parue juste après l'écrasement de la Commune munichoise par les troupes de Noske : *La République des conseils de Bavière : Faits et critique* (2), par Paul Werner (pseudonyme de Paul Fröhlich). Ce dernier ouvrage initiait une série de textes qui allait considérablement s'allonger à un point tel que de nos jours la vérité semble une relique à la valeur purement sentimentale.

La calomnie valait argument pour le défenseur de l'action du KPD (Ligue Spartakus) (3) entre le 7 novembre 1918 et le 3 mai 1919. Dans sa réponse, Erich Mühsam rendait compte de ses propres actes et de ceux de ses camarades ; il rédigeait l'histoire non académique du mouvement révolutionnaire ; une des seules sur la République des conseils en Bavière qui puisse être d'un usage quelconque dans les révolutions à venir. Son propos n'envisageait pas ce qu'il aurait été souhaitable ou préférable de faire mais ce qui avait été fait.

Il rappelait nettement les moments où il avait fallu agir sans tarder, quand le SPD (4) et l'USPD (5) préparaient la

contre-révolution et que le KPD restait dans l'expectative au nom d'une pureté doctrinale hypothétique. Le KPD pouvait garder la raison en théorie, Erich Mühsam le lui accordait volontiers, mais il déraisonnait dans l'action. Et le 13 avril 1919, les communistes furent obligés, dans des conditions qu'ils n'avaient pas choisies, d'accorder ce qu'ils refusaient une semaine auparavant.

Cependant, Erich Mühsam ne se cachait pas les insuffisances des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Comme dans le reste de l'Allemagne, deux types de conseils cohabitaient : des organes para-syndicaux dominés en majorité

(1) Erich Mühsam, Von Eisner bis Leviné : *Die Entstehung der bayerischen Räterepublik*, Fanal-Verlag, 1929 [reprint : Verlag KlausGuhl Berlin/Karin Kramer Verlag, s.d.]. La bonne traduction qui a été faite de ce texte est malheureusement gâchée par un nombre important de coquilles dont j'ai dressé une liste que j'ai envoyée à un membre du collectif des Cahiers Spartacus.
 (2) Paul Werner (Paul Fröhlich), *Die Bayerische Räterepublik : Tatsachen und Kritik*, Franke Verlag, Leipzig, 1920 (seconde édition) [reprint : Archiv sozialistischer Literatur 22, Verlag Neue Kritik, Frankfurt, 1971].

(3) Kommunistische Partei Deutschlands (Parti communiste allemand).

(4) Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Parti social-démocrate allemand).

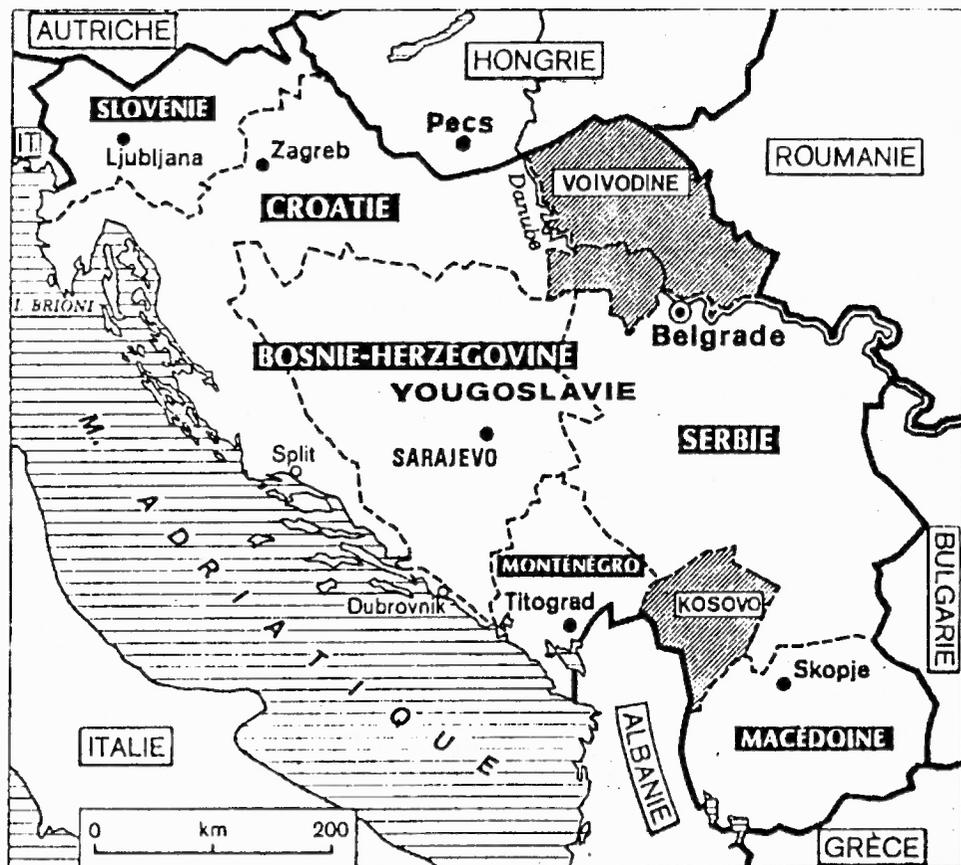
(5) Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne).

KOSOVO



ou autres de ses membres ajoute encore à sa désagrégation... En même temps que les bureaucraties nationales, c'est-à-dire les nationalismes bureaucratiques, montraient leurs prétentions, apparaissait une idéologie de supériorité et d'intolérance nationales ». François Fetjô dans *Le Monde diplomatique* (décembre 1972 :

« La Yougoslavie au tournant ») prédisait aussi une « fin de règne difficile ». Au cours de la même année 1972, le régime, le pouvoir politique du parti, lui-même engageait une « chasse aux millions abusifs » démontrant la pression des enrichis et le gaspillage du pouvoir économique particulièrement dans les entreprises.



(suite de la page 6)

deux). Dès 1965, les contraintes économique internes et externes poussaient le régime à emprunter à l'extérieur (l'incapacité à vaincre les résistances ouvrières à une exploitation plus grande entraînant une impossibilité de produire du capital, donc de se placer dans la concurrence internationale par un accroissement de productivité impliquant des investissements et une extorsion d'une part plus importante de plus-value).

Dans cette perspective, la crise pétrolière de 1979 accéléra la crise yougoslave. En

1992, le remboursement de la dette extérieure supposait que les travailleurs yougoslaves auraient dû travailler une année entière sans être payés, et celui de la dette intérieure, une demi-année dans les mêmes conditions (8). La situation économique internationale

(suite page 10)

(8) La dette extérieure de la Yougoslavie (Serbie, Voïvodine et Kosovo) est évaluée à 70 milliards de francs, somme comparable à celle de la Bulgarie (60 milliards) ou de la Hongrie (150 milliards) ou d'autres pays du tiers monde. L'action guerrière de l'OTAN n'est donc pas celle de créanciers exigeant le paiement de leur dette sur un pays en faillite depuis 1992 ; même l'ouverture

(suite page 10)

vient maître de son propre sort. Et dans chaque période de développement, le prolétariat trouve des caractéristiques qui sont liées à sa propre nature.

Dans la préhistoire barbare : les sentiments de fraternité et la morale de la solidarité du communisme primitif. Dans le travail manuel petit-bourgeois : l'amour du travail qui s'exprime dans la beauté des bâtiments et des ustensiles d'usage courant que les descendants considèrent comme d'incomparables chefs-d'œuvre. Dans la bourgeoisie montante : le fier sentiment de liberté qui proclama les droits de l'homme et s'exprima dans les plus grandes œuvres de la littérature mondiale. Dans le capitalisme : la connaissance de la nature, le développement inestimable des sciences naturelles qui permit à l'homme, par la technique, de dominer la nature et son propre sort.

Chez tous ceux-ci, ces traits de caractère grandioses s'alliaient d'une façon plus ou moins étroite à la cruauté, la superstition, l'égoïsme. Ce sont justement ces vices que

nous combattons, qui nous font obstacle et que nous haïssons donc. Notre conception de l'histoire nous apprend que ces imperfections chez nos ancêtres doivent être comprises comme des étapes naturelles d'une croissance, comme l'expression d'une lutte pour la vie d'hommes pas encore pleinement humains dans une nature toute-puissante et dans une société dont la compréhension leur échappait.

Ce qu'ils créèrent malgré tout de grandiose restera pour l'humanité libérée un symbole de leur faiblesse, mais aussi un souvenir de leur force, et digne d'être conservé avec soin. Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie qui possède tout cela, mais pour nous, c'est la propriété de la collectivité que nous tâcherons de transmettre aussi intacte que possible aux générations futures.

(Ces deux textes d'Anton Pannekoek sont reconnaissables à un astérisque dans la collection Canne-Meijer à l'IISG d'Amsterdam.)



nuellement détruit tant de choses lorsqu'il s'est agi de ses profits, et elle place la valeur-argent au-dessus de tout. Un tel geste touche surtout cette couche plus limitée d'artistes, amateurs de belles choses dont les meilleurs ont souvent des sentiments anti-capitalistes et dont certains (comme William Morris et Herman Gorter) ont combattu aux côtés des ouvriers. Et puis, y a-t-il une raison de se venger de la bourgeoisie ? Celle-ci a-t-elle donc la tâche

d'apporter le socialisme au lieu du capitalisme ?

C'est son rôle de maintenir en place de toutes ses forces le capitalisme ; sa destruction est la tâche des prolétaires. Par conséquent, si quelqu'un peut être rendu responsable du maintien du capitalisme, c'est bien la classe ouvrière elle-même qui ne négligea que trop la lutte. Enfin, à qui enlève-t-on quelque chose par la destruction ? Aux prolétaires victorieux qui seront un jour les maîtres de tout cela.

Bien sûr, toute lutte de classe révolutionnaire, lorsqu'elle prend la forme d'une guerre civile, provoquera toujours des destructions. Détruire les points

d'appui de l'ennemi est nécessaire dans toute guerre. Même si le vainqueur essaie d'éviter trop de destructions, le vaincu sera tenté par pur dépit de provoquer des destructions inutiles. Il faudra donc s'attendre à ce que vers la fin du combat, la bourgeoisie décadente détruise énormément. En revanche, pour la classe ouvrière, classe qui prendra lentement le dessus, les des-

tructions ne seront plus un moyen de lutte. Elle essaiera, au contraire, de transmettre un monde aussi riche et intact que possible à sa descendance, l'humanité future. Cela vaut non seulement pour les moyens techniques qu'elle peut améliorer et perfectionner, mais surtout pour les monuments et les souvenirs des générations passées qui ne peuvent pas être reconstruits.

On peut naturellement objecter que la nouvelle humanité, porteuse d'une liberté

et d'une fraternité inégale, créera des choses bien plus belles et grandioses que celles des siècles passés. De plus, l'humanité à peine libérée voudra faire disparaître les restes du passé qui représentaient son ancien état d'esclavage. C'est ce que fit — ou essaya de faire — également la bourgeoisie révolutionnaire. Pour elle, toute l'histoire du passé n'était que ténèbres d'ignorance et d'esclavage, alors que la révolution avait consacré la raison, la connaissance, la vertu et la liberté. Le prolétariat, en revanche, considère l'histoire des ancêtres tout autrement. Sur la base du marxisme qui voit le développement de la

société comme une suite de formes de production, il y voit une lente et dure annexion de l'humanité sur la base d'un développement du travail, des outils et des formes de travail vers une productivité toujours plus élevée, d'abord à travers la simple société primitive, ensuite à travers les sociétés de classe avec leur lutte des classes, jusqu'au moment où par le communisme, l'homme de-

**La vision
selon laquelle
aujourd'hui encore
un acte personnel
pourrait mettre
les masses
en mouvement
se révèle être
une conception
bourgeoise du chef,
non pas
du dirigeant de parti
élu, mais du chef
qui se désigne
lui-même et qui
entraîne les masses
passives**

QUELQUES DONNÉES SUR LE KOSOVO

◆ **10 877 km²**, à peu près un carré de 100 km x 100 km. Moins que le Nord-Pas de Calais (12 378 km²)

◆ **2 300 000 habitants (en 1997)** dont 1 900 000 d'origine albanaise, 300 000 d'origine serbe (dont le nombre s'était accru récemment par l'installation de réfugiés serbes de la Krajina, après l'abandon aux Croates de cette région peuplée de Serbes). ◆ **Densité de population : 230 au km²**. Il y aurait entre 300 000 et 400 000 Kosovars émigrés à l'étranger.

◆ **L'agriculture est riche mais pas modernisée (région très montagneuse), l'industrie relativement peu développée**, sauf dans le nord de la province où se trouvent des mines de charbon, de bauxite, de plomb, de zinc de manganèse et d'or et quelques usines (aciérie, industrie chimique de base). Sous l'impulsion de l'Etat yougoslave, le Kosovo a développé une industrie minière et de produits semi-finis en décollant, la production d'électricité à partir de la lignite, la construction de routes, de canaux d'irrigation.

◆ **La structure sociale** a peu changé de 1971 à 1996, la population active étant parta-

gée entre l'agriculture (28 %), l'industrie (33 %) et autres (37 %). Récemment, il y aurait 213 000 travailleurs avec emploi et 113 000 chômeurs. C'est une province très pauvre, du moins selon les critères capitalistes qui ne prennent pas en compte l'auto-suffisance alimentaire de pays à forte base agricole où certainement une partie des familles ont un membre dans l'industrie ou l'émigration. La structure familiale est très forte, ce qui autorise l'amalgame populiste entre le « prolétariat et les petits paysans pauvres » prenant un caractère très spécifique et se coulant facilement dans le nationalisme.

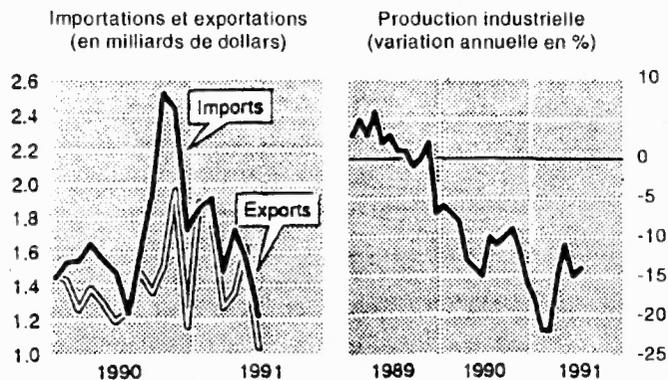
◆ **Le revenu** du Kosovo était le sixième du revenu de la province la plus riche, la Slovénie.

◆ **Administrativement**, c'est une région autonome de la Serbie. L'accroissement de la population d'origine albanaise a accru les tensions autour de la propriété des terres et la pression pour les emplois. Le rattachement administratif à la Serbie a exacerbé un antagonisme historique amplifié par les tensions économiques et sociales, qui a fait que le contenu de l'autonomie a beaucoup varié et a été for-

tement restreint dans les dernières années..

◆ **Les émeutes des années 80, sévèrement réprimées, comportaient un contenu de classe indéniable**, partie d'une vague de grèves de plus de quatre années. Même si au Kosovo elles opposèrent des prolétaires armés aux milices fédérales, elles eurent toujours ce même contenu nationaliste noyant un combat de classe dans l'amalgame d'une révolte populaire, base de la formation d'un parti et d'une armée préfiguration d'un futur mini-Etat. Il semble qu'il y ait eu dès les années 50 un harcèlement réciproque entre communautés serbe et albanaise, peut-être au départ sous-tendu par les espoirs albanais de rattachement à l'Albanie dans une grande fédération yougoslave. Une politique centraliste répressive, puis à la fin des années 80 la pression de nationalistes albanais pour contraindre les Serbes à partir (20 000 l'auraient fait entre 1981 et 1987) ; puis, à la suite des grandes grèves de 1988/89, une répression beaucoup plus dure contre les Albanais, alors que les groupes nationalistes entamaient une sorte de guérilla anti-serbe.

YUGOSLAVIE



Source: Datastream

nale des années 70, l'ouverture — bien que timide — au capital étranger, l'inégalité de développement entre les différentes provinces (9) amenèrent un double mouvement axé d'un côté sur la lutte de classe, de l'autre sur une autonomie plus grande des régions. 1968 est marquée par un imposant mouvement étudiant à Belgrade (10) concomitant mais indépendant de grèves importantes contre le gel des salaires et les inégalités économiques ; d'autres mouvements partis de la même situation s'élargissaient déjà sur une base populaire nationaliste : en novembre 1968 à Pristina

(suite de la page 8)

du pays sur le capital international ne peut être considéré comme déterminante dans cette action, car sur ce point tous les accommodements sont possibles avec les moyens de pression économiques et financiers adéquats. Ce problème de la dette nationale yougoslave vient aussi de loin. Au congrès de l'autogestion en mai 1971, Tito dénonçait le « gaspillage, la concurrence déloyale entre les firmes, la hausse permanente des prix, l'accroissement constant des importations, la frénésie d'investissements injustifiés... qui ont fait perdre au pays des milliards de dinars ».

(9) « En 1984, je soulignais que l'extrême décentralisation provoquait le choc des intérêts économiques entre les régions les plus riches et les plus pauvres ; la politique d'austérité imposée par le FMI et le déclin des idéaux universels menaçaient la You-

goslavie de « rebalkanisation ». Les intérêts ethniques se réaffirmaient... » (In *These Times*, 3 octobre 1994, « The creeping trend to rebalkanisation », Diana Johnstone.

(10) Sur la révolte étudiante, voir « Why did the students revolt in Yugoslavia ? », WRI Publication, août 1968, et *Yugoslavery*, (Summer 90 et Winter 91).

(11) Sur l'autogestion yougoslave, il est facile de trouver maintes études déjà anciennes comme par exemple un numéro spécial d'*Esprit* de février 1950, ou des textes de *Socialisme ou Barbarie* n°5/6 et 8 et d'autres textes mentionnés dans la liste des documents en annexe. Paradoxalement, « l'autogestion yougoslave » donnant le contrôle des entreprises aux bureaucraties nationalistes de chacun des Etats concernés accroissait les inégalités entre Etats riches et pauvres notamment quant aux investissements.

pour une autonomie du Kosovo, en 1971-72 en Croatie. Les dirigeants du parti pensèrent résoudre, sous une pression de la base ouvrière et des bureaucraties économiques et politiques locales, cet amalgame de lutte de classe et de revendications nationales par l'octroi en 1974 d'une nouvelle constitution : celle-ci était plus la concrétisation d'un état de fait que le point de

départ d'une évolution, mais elle devait précipiter ce qui était déjà inscrit dans les rapports sociaux.

La constitution de 1974 transformait la Yougoslavie en une confédération d'Etats souverains avec une politique indépendante, une police indépendante et un droit de veto sur les lois fédérales. Le parti (la Ligue des Communistes) tentait de préserver deux éléments de son pouvoir d'antan : l'armée et le contrôle de l'appareil de production (à travers l'autogestion à la sauce yougoslave (11) qui assurait la présence

prolétarienne n'a rien d'une explosion d'un baril de poudre. Même si le Parti communiste essaie de se convaincre et de convaincre le monde que la révolution peut éclater à tout moment, nous savons que le prolétariat doit encore se former à cette nouvelle façon de combattre comme masse. Dans ces visions perce encore un certain romantisme bourgeois. Dans les révolutions bourgeoises passées, la bourgeoisie montante, et derrière elle le peuple, se trouvait confrontée aux personnes des souverains et à leur oppression arbitraire ; un attentat sur la personne du roi ou d'un ministre pouvait être le signal de la révolte. La vision selon laquelle aujourd'hui encore un acte personnel pourrait mettre les masses en mouvement, se révèle être une conception bourgeoise du chef, non pas du dirigeant de parti élu, mais du chef qui se désigne lui-même et qui par son action entraîne les masses passives. La révolution prolétarienne n'a rien à voir avec ce romantisme désuet du chef ; c'est de la classe, poussée par de massives forces sociales, que doit venir toute initiative.

Mais après tout, la masse se compose aussi de personnes et les actions de masse

recouvrent un certain nombre d'actions personnelles. Certes, et c'est ici que nous touchons à la vraie valeur de l'acte personnel. Séparé d'une action de masse, en tant qu'acte d'individu qui pense pouvoir réaliser seul quelque chose de grand, il est inutile. Mais en tant que partie d'un mouvement de masse, il est de la plus haute importance. La classe en lutte n'est pas un régiment de marionnettes identiques de courage, et rendant de par leurs forces de nature différente, mais toutes concentrées vers le même but, leur mouvement irrésistible. Dans ce cadre, l'audace des plus braves trouve l'occasion de s'exprimer dans des actes personnels de courage, alors que la compréhension claire des autres les dirige vers le but adéquat pour ne pas en perdre les fruits. Et dans un mouvement ascendant également, cette interaction des forces et des actes est de grande valeur, quand elle est dirigée par une compréhension claire de ce qui fait vibrer à ce moment-là les ouvriers, de ce qu'il faut faire et de comment développer leur combativité. Mais dans ce cas, il faudra bien plus de ténacité, d'audace et de courage qu'il n'en fallut pour incendier un Parlement.

LA DESTRUCTION COMME MOYEN DE LUTTE

L'APPRECIATION de l'incendie du Reichstag dans la presse de la gauche communiste nous amène encore à poser d'autres questions. La destruction peut-elle être un moyen de lutte des ouvriers ?

Tout d'abord, il convient de préciser que personne ne pleurera la disparition du Reichstag. C'était un des bâtiments les plus laids de l'Allemagne moderne, image pompeuse de l'Empire de 1871. Mais il

existe d'autres bâtiments plus beaux, et des musées remplis de trésors artistiques. Lorsqu'un prolétaire désespéré, pour se venger de la domination capitaliste, détruit quelque chose de précieux, comment l'apprécier ?

D'un point de vue révolutionnaire, son geste paraît sans valeur et de différents points de vue, on pourrait parler d'un geste négatif. La bourgeoisie n'est pas le moins du monde touchée puisqu'elle a déjà conti-

lieu de concentrer toutes leurs forces sur la propagande au sein des masses travailleuses, les minorités révolutionnaires les gaspilleraient alors dans des actes personnels qui, même lorsqu'ils sont effectués par un groupe dévoué et nombreux, ne sont pas en état de faire vaciller la domination de la classe dominante. En effet, grâce à ses forces de répression considérables, la bourgeoisie pourrait aisément venir à bout d'un tel groupe. Il y eu rarement un groupe révolutionnaire minoritaire effectuant des actions avec plus de dévouement, de sacrifices et d'énergie que les nihilistes russes, il y a un demi-siècle. A certains moments, il sembla même que par une série d'attentats individuels bien organisés, ils réussiraient à renverser le tsarisme, mais un policier français engagé pour prendre en mains la lutte antiterroriste à la place de la police russe incompétente, réussit par son énergie et son organisation toute occidentale à détruire en quelques années le nihilisme. Ce n'est qu'après que se développa le mouvement de masse qui renversa finalement le tsarisme.

Un tel acte n'a-t-il pas néanmoins valeur de protestation contre l'abject électoralisme qui détourne les ouvriers de leur véritable combat ?

Une protestation n'a de la valeur quasi elle fait naître une conviction, en laissant une impression de force, ou, si elle se développe, la conscience. Mais peut-on raisonnablement croire qu'un travailleur qui pensait défendre ses intérêts en votant social-démocrate ou

communiste, va commencer à émettre des doutes sur l'électoralisme, parce qu'on a incendié le Reichstag ? Tout cela est totalement dérisoire, comparé à ce que la bourgeoisie elle-même fait pour guérir les ouvriers de leurs illusions, en rendant le Reichstag complètement impuissant, en décidant de le dissoudre, en l'écartant du processus décisionnel. Des camarades allemands ont dit que cela ne pourrait être que positif puisque

la confiance des ouvriers dans le parlementarisme recevrait ainsi un fameux coup. Sans doute, mais on peut tout de même se demander si ce n'est pas représenter les choses d'une façon quelque peu simpliste. Les illusions démocratiques se répandront alors par une autre voie. Là où il n'y a pas de droit de vote généralisé, là où le Parlement est impuissant, c'est la conquête de la démocratie véritable qui est avancée et les travailleurs s'imaginent qu'ils ne peuvent y arriver que par ce moyen. En fait, une propagande systématique visant à développer à partir de chaque événement une compréhension de la signification réelle du parlement et

de la lutte de classe, ne peut jamais être escamotée et est toujours l'essentiel.

L'acte personnel ne peut-il pas être un signal, un coup de pouce qui met en mouvement cet immense combat par un exemple radical ?

Il est certes courant dans l'histoire que l'action d'un individu dans des moments de tension agisse comme l'étincelle sur un baril de poudre. Oui, mais la révolution

**La vision
selon laquelle
aujourd'hui encore
un acte personnel
pourrait mettre
les masses
en mouvement
se révèle être
une conception
bourgeoise du chef,
non pas
du dirigeant de parti
élu, mais du chef
qui se désigne
lui-même et qui
entraîne les masses
passives**

du parti et du syndicat d'Etat dans les entreprises). L'élément central de cette confédération restait la Serbie (comptant une population égale à celle de l'ensemble des autres Etats) qui incluait trois entités nationales : la Serbie proprement dite, le Kosovo et la Voïvodine ces deux dernières étant érigées en « provinces autonomes » (cette « autonomie » du Kosovo, longtemps revendiquée, concédée, modifiée, reprise au gré des vicissitudes économiques et politiques du pouvoir central yougoslave — mais de plus en plus serbe dans la période récente — va constamment se trouver au centre de tous les problèmes).

Le conflit entre les bureaucrates du parti et les dirigeants de l'économie s'exacerbait d'autant plus que le parti se désintégraît (les bureaucrates politiques et économiques ex-de la Ligue communiste se solidarisant dans l'exercice d'un pouvoir indépendant national propre à chaque Etat) et que l'armée — la seule structure moins ébranlée que les autres restant sous l'autorité du pouvoir de Belgrade — devenait l'organe de la faction la plus forte des nationalistes grand-serbes. Elle trouvait d'autant plus un rôle centralisateur — et pro-serbe — que les forces centrifuges tendaient à lui retirer ce rôle et cette prééminence.

Mais les problèmes économiques restaient dominants et, d'une certaine manière, ils entraînaient, malgré cette autonomisation des Etats de la confédération en raison de l'interdépendance économique, une attitude commune dans une situation catastrophique qui les poussait dans les bras du FMI et de l'économie de marché. Tout le système « socialiste » capitaliste d'Etat devait être aboli, balayant du même coup l'autogestion, la réglementation du travail, poussant à la privatisation des entreprises d'Etat, la libéralisation du système ban-

caire, etc. Bien sûr, comme partout, cela signifiait une attaque contre la classe ouvrière (de 1980 à 1984, le niveau de vie baissera de 40 %).

La réplique ouvrière va courir pendant des années, de 1984 à 1990 particulièrement dans les secteurs les plus industrialisés, Serbie et Croatie (12).

Mais, bien que cette attaque fût générale, elle s'appliqua néanmoins séparément dans les différents Etats définis par la réforme de 1974, dont on peut se demander si elle ne visait pas précisément à diviser les résistances ouvrières — en fait, plus que d'une stratégie délibérée, ce serait le produit d'une situation dialectique dans laquelle les dirigeants des mini-Etats avaient un intérêt spécifique à intégrer dans leur propre système le capital et ses problèmes, y compris la lutte de classe. La répression des grèves qui, pour cette raison, ne parviennent pas à s'unir, est très dure et porte en germe ce qui

(12) Voir le détail de ces luttes dans : *New Democracy*, D. Stratman, 1999 ; « The Macedonian question and the recent war in former Yugoslavia in historical perspective », 1993 (*Yugoslavery*, Summer 1990 et Winter 1991) ; « L'éclatement de la Yougoslavie » (*Démocratie et Révolution*, 1993) ; « L'économie des Balkans à l'heure de la crise du Kosovo » (*Problèmes économiques* n° 2620, 9 juin 1999). Toutes ces luttes poursuivies pendant des années étaient la conséquence des tentatives du pouvoir politique d'aligner l'économie sous les « lois du marché », tentatives plus ou moins avortées par les résistances ouvrières. On peut ainsi se douter de ce qu'était devenu le système économique serbe après la guerre de Bosnie et le blocus des alliés de l'OTAN : la production industrielle avait chuté d'un tiers, les usines tournaient à moitié de leur capacité. Mais l'auto-suffisance de l'agriculture (qui pouvait aussi se permettre d'exporter), l'essor de certaines industries locales favorisées par le manque de concurrence causée par le blocus, la quasi-disparition de l'inflation faisaient qu'avant les derniers bombardements de l'OTAN le régime pouvait se targuer de surmonter ses difficultés, ce qui peut expliquer en partie le tour pris par son intervention au Kosovo et qu'aucune lutte importante des travailleurs serbes n'ait vu le jour.

se déroulera plus tard. Lorsque les mineurs du Kosovo se mettront en grève en 1988, soutenus par l'ensemble de la population albanaise, la revendication centrale sera le statut de république autonome et, dans la répression qui suivit, les principaux dirigeants politiques pro-albanais seront arrêtés.

EN 1990, une tentative de restructuration globale dans le sens voulu par le FMI à l'échelle de toute la confédération, avec l'embauche d'un économiste américain musclé (le même qui a opéré dans d'autres pays de l'Est) échoue, toujours devant la résistance ouvrière. La

classe dominante n'a d'autre voie, pour assurer sa survie en tant que classe, que de s'engager plus avant dans la voie de cette parcellisation, par tous moyens, essentiellement par la répression directe, par l'utilisation de l'inflation et du chômage déjà largement répandus en raison du retard pris dans la solution de l'ensemble des problèmes économique auxquels doit faire face la Yougoslavie depuis plus de dix ans. (13).

Les facteurs qui se sont mis en place durant ces années (semi-autonomie des Etats, intégration de la lutte de classes dans les courants nationalistes envers un pouvoir serbe qui essaie désespérément de

nomiques entre Milosevic et Moscou. Les amitiés tissées entre Soviétiques et Yougoslaves à l'époque communiste ont survécu sous la forme de réseaux de l'ombre ayant partie liée avec les réseaux mafieux qui se sont tissés dans la débâcle de l'Union soviétique. Un accord conclu pour la modernisation des mines avec un groupe grec et un groupe américain leur donnant un certain contrôle sur le complexe minier est interprété par les nationalistes comme une « colonisation ». Lors des dernières grèves particulièrement importantes de 1988/89, les mineurs albanais sont licenciés et remplacés par des Serbes : cet emploi de « travailleurs de remplacement » (des jaunes) en cas de grève est une pratique courante et légale aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ; dans les mines de Treпча, les mineurs étaient albanais parce que 90 % de la population locale était albanaise (en 1988, sur 23 000 travailleurs des mines de Treпча, 80 % étaient albanais) ; il était dans la logique patronale de les remplacer par des « chômeurs serbes » du Kosovo ou de la Serbie proche (en 1998, sur 15 000 mineurs, 10 % seront albanais). La lutte de classe et un conflit entre travailleurs se transforme alors en une discrimination ethnique, pour le plus grand profit des nationalistes albanais. Un article de *The Militant* (groupe trotskyste britannique), sous le titre « Les travailleurs du Kosovo résistent à la privatisation de l'industrie » (19 janvier 1999) reproduit une déclaration de l'Union des syndicats indépendants du Kosovo s'élevant contre la vente par les Serbes des entreprises du Kosovo, dont la mine de Treпча. Ce syndicat proteste contre le licenciement des mineurs albanais, et révèle qu'à son congrès de 1990, il se déclarait pour la privatisation après l'indépendance. Avec cet exemple, on peut mesurer

(13) L'article déjà évoqué de *New Democracy*, après une bonne description de la lutte de classe, développe la thèse selon laquelle l'offensive de l'OTAN avait pour finalité de soutenir Milosevic dans sa lutte contre le prolétariat serbe s'opposant aux projets du FMI, pour que les travailleurs aient la réaction nationaliste d'unité nationale de soutien au régime en place et acceptent alors, écrasés sous les bombes et l'aggravation de leur condition par la destruction de l'appareil de production, de passer sous les fourches caudines du capital international.

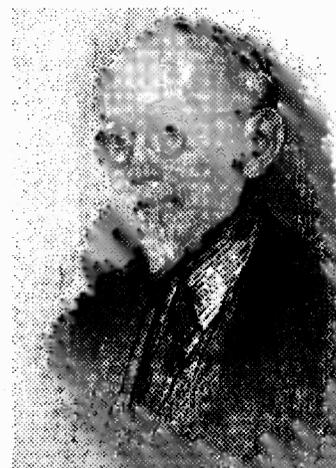
(14) Les pas vers l'économie de marché n'ont pas balayé la singularité du modèle yougoslave fondé sur la propriété sociale. La tendance apparue d'abord d'étatiser la propriété pour briser l'autogestion s'est manifestée partout, mais partout elle s'est heurtée à des formes de résistance des managers « socialistes » soutenus par les salariés. Le nationalisme s'est manifesté dans la volonté de chaque Etat de contrôler le processus de transition vers la « liberté du marché » et de transformation de l'économie, ce contrôle devant assurer la transmission de la propriété au profit de la classe dominante nationale. Un exemple frappant est donné par les mines de Treпча (nord du Kosovo près de la frontière avec la Serbie, pratiquement la seule grande entreprise du Kosovo avec des mines de fer, de bauxite, d'or, une aciérie) qui est devenue dans ledit processus d'étatisation-privatisation la propriété d'une sorte de joint-venture entre la Russie et la Serbie — RMHK — plus précisément entre l'entourage de Milosevic et de Eltsine (*Le Monde* du 8 avril 1999). Cet article « Des mines du Kosovo au Kremlin » souligne les liens politiques et éco-

L'ACTE PERSONNEL

LA DESTRUCTION COMME MOYENS DE LUTTE

deux textes d'Anton Pannekoek

*Les deux textes d'Anton Pannekoek qui suivent, écrits après l'incendie du Reichstag, en 1933, par le communiste de conseil Van der Lubbe, nous ont parus, bien qu'écrits en mars 1933, encore répondre à des questions que peuvent se poser ceux qui cherchent à traduire en actes leur révolte contre un système qui porte en lui et amplifie tous les maux qui ravagent le monde depuis la nuit des temps. Ils furent publiés dans le *Persmaterlaal Van de Groep van Internationale Communisten (P.I.C.) n° 7, mars 1933.**



L'ACTE PERSONNEL

EN ce qui concerne l'incendie du Reichstag par Van der Lubbe, on peut relever les prises de positions les plus divergentes. Dans des organes de la gauche communiste (*Spartacus, De Radencommunist*), on l'approuva comme étant l'acte d'un communiste révolutionnaire. Approuver et,

applaudir un tel acte signifie conseiller sa répétition. C'est pourquoi, il est nécessaire de bien en apprécier l'utilité.

Son sens ne pourrait être que de toucher, d'affaiblir la classe dominante : la bourgeoisie. Il ne peut en être question ici. La bourgeoisie n'a pas été touchée le moins du monde par l'incendie du Reichstag, sa domination n'a en aucune manière été affaiblie. Pour le gouvernement, ce fut au contraire l'occasion de renforcer considérablement sa terreur contre le mouvement ouvrier et les conséquences ultérieures devront encore en être soulignées.

Mais même si un tel acte touchait et affaiblissait effectivement la bourgeoisie, la seule conséquence en serait de développer chez les ouvriers la conviction que seuls de tels actes individuels peuvent les libérer. La grande vérité qu'ils ont à apprendre, que seule l'action de masse de la classe ouvrière toute entière peut vaincre la bourgeoisie, cette vérité élémentaire du communisme révolutionnaire leur serait alors occultée. Cela les éloignerait de l'action autonome en tant que classe. Au

suite de la page 59

les courants de l'ultra-gauche depuis la révolution russe, avec une attention particulière sur les courants britanniques du trotskisme dissident. Suivent des considérations diverses sur l'objectivisme en forme de débat, sujet qui forme finalement le thème central de ce numéro. L'intérêt de l'ensemble mériterait beaucoup plus que ces quelques lignes ; cela permet de relier dans une perspective historico-critique des éléments dispersés dans des publications auxquelles bien peu pouvaient avoir accès sauf à travers une connaissance encyclopédique et une solide pratique d'une méthode d'analyse marxiste. Le souhait qu'on peut formuler, c'est que le débat se poursuive dans ces termes, hors de la langue de bois trop souvent utilisée dans ce type de travail et des pré-occupations organisationnelles sous-jacentes.

◆ *PERSPECTIVE INTERNATIONALISTE*, n° 35, printemps 1999, poursuit sa recherche autour du thème de la « décadence du capitalisme » (Le capitalisme s'enfoncé dans l'impasse — Décadence du ca-

pitalisme et développement des forces productives — Les obstacles idéologiques au développement de la lutte de classe) mais poursuit aussi à l'occasion ses polémiques avec le Courant communiste international (CCI) (« A propos de l'affaire Chénier, débat ou intimidation au sein du milieu révolutionnaire ? » et dans



le compte rendu d'une réunion de discussion sur la décadence du capitalisme). Un échange de lettres pas spécialement amène entre R. C., animateur de *Présence marxiste* (voir le même style polémique dans le n° 89 d'*Echanges*) sur la décadence du capitalisme et Mac Intosh qui essaie de replacer le débat dans un cadre dont il n'aurait pas dû sortir.

◆ *DIE AKTION* (n° 181-185, 1998) donne des ar-

ticles sur différents pays d'Europe autour du thème « Crise et résistance » (en allemand).

◆ *AUTOGESTION DISTRIBUTIVE* n° 15, hiver 1999. Dans la panoplie de ceux qui veulent œuvrer pour une nouvelle société, les disciples de J. Duboin tiennent une place à part mais nous renonçons à éclaircir les divergences entre des frères quelquefois ennemis. *L'UNIVERSALISTE*, organe d'un rassemblement universaliste « contre le système », milite « pour la coopération » et « apprendre à coopérer entre nous et à ne pas nous exclure mutuellement » Même entre ennemis de classe ? Et après ?.

◆ Dans *AGAINST THE CURRENT* n° 79, mars-avril 1999 : « Accumulation et contrôle du travail » de H. Ticklin .

◆ « The Disunity of Theory and Practice » : le mouvement trotskyste en Grande Bretagne depuis 1945, dans *REVOLUTIONARY HISTORY*, vol 6 n° 2/3 (en anglais, copie à *Echanges*).

◆ *The Revolutionary Communist Party and the Shop Stewards*, par Alan Christianson (copie à *Echanges*).

maintenir son autorité d'antan par la fuite en avant, tout conduit à une division économique et politique, d'autant plus que les bureaucraties de la nomenklatura locale se sont emparé, au sens propre du terme, des structures économiques à la manière de ce que l'on peut voir dans les autres ex-pays de l'Est (14). Ils y seront aidés par des interventions extérieures (à la mesure de l'affaiblissement du pouvoir central de plus en plus « serbe ») (15), mais en ordre dispersé, au gré des conflits entre grandes puissances dans cette partie des Balkans : Europe, Etats-Unis et Russie dont nous parlerons plus loin (16).

Au Kosovo, les grèves se succèdent

l'enjeu réel des conflits dans la Yougoslavie, même si le même syndicat indépendant reprenait l'antenne de l'autogestion « Sous le socialisme, la mine appartient aux travailleurs » — ce qu'il faut comprendre par « au parti et au syndicat ».

(15) « Les premières élections multipartis dans la Yougoslavie d'après-guerre tenues en 1990, séparément dans chaque république, renforçaient grandement le pouvoir des élites séparatistes. Assurés du soutien actif de l'Allemagne, de l'Autriche et du Vatican, les leaders de la Slovénie et de la Croatie préparèrent le fait accompli d'une sécession unilatérale non négociée avec le pouvoir central yougoslave proclamée en 1991. Une telle sécession était illégale aux termes de la loi nationale et internationale et ne pouvait que précipiter la guerre. Pour juste que soit cette observation, elle laisse de côté la question des motifs réels d'une telle entorse au droit international, droit dont se parent les alliés de l'OTAN pour justifier leurs interventions en Bosnie et au Kosovo. Le rôle-clé joué par le soutien de l'Allemagne et du Vatican entraîna la reconnaissance des nouvelles républiques indépendantes dans le but de transformer la Yougoslavie en "agresseur" sur son propre territoire. » (D. Johnstone, *Covert Action Quarterly* n° 65, automne 1998). La situation ainsi créée se doubla dans la période qui suivit d'une intense propagande anti-serbe en Allemagne, avec l'assimilation de la domination serbe au bolchevisme et au nazisme, assertion facilitée par le fait que l'armée serbe était la seule organisation unitaire existant en Yougoslavie. L'avancée de l'Allemagne (et de l'Europe) sur ce point soulève la question qui deviendra récurrente, en marge des péripéties du conflit d'une opposition

début 1989 et l'armée intervient (24 assassinés et 700 arrestations). Le cycle infernal nationalistes contre pouvoir central serbe s'amplifie. Belgrade annule le statut d'autonomie, engageant une répression qui ne fit qu'accentuer encore plus l'intégration de la lutte de classe dans les luttes nationalistes : 145 000 Albanais ont été licenciés depuis 1990 dans quelque 200 sites industriels et dans l'administration, sans qu'on puisse savoir s'il s'agissait simplement de remplacer des grévistes par des jaunes — serbes bien sûr — ou d'une discrimination plus directe. Le courant nationaliste en était d'autant plus renforcé.

d'intérêts entre l'Europe et les Etats-Unis. L'article en question démonte minutieusement les montages médiatiques basés sur des faits inexistantes couvrant le monde *via* les Etats-Unis dans l'élaboration de la pensée unique anti-serbe à partir de 1992. Les leaders albanais du Kosovo, forts de l'autonomie développée après la réforme constitutionnelle de 1974, poursuivirent au cours des années une politique séparatiste, bien avant que Milosevic n'engage sa politique de « Grande Serbie », de boycott de tout ce qui pouvait les intégrer à la Serbie (élections, enseignement, santé, etc.) voire d'intimidation ou de meurtre à l'encontre des Albanais qui osaient « collaborer » en participant à la vie politique ou institutionnelle. Ils alimentaient ainsi toute la propagande anti-serbe en faisant des albanais des victimes d'une exclusion en partie organisée par eux-mêmes. Pour une analyse des manipulations des ONG, notamment de Human Rights Watch qui devint ainsi un auxiliaire de l'OTAN, voir l'article de D. Johnstone précité.

(16) Mis à part le bref intermède du « neutralisme » yougoslave après la rupture avec la Russie, la région balkanique a toujours été l'objet de luttes d'influence depuis le démantèlement de l'empire turc, puis de l'empire austro-hongrois où rivalisaient les capitalismes anglais, allemand, français, russe et maintenant américain. D'une certaine manière, hors des visées spécifiques stratégiques plus qu'économiques des Etats-Unis, le conflit actuel ramène les Balkans à une situation proche de l'immédiat après-première-guerre mondiale qui avait endigué l'URSS dans la barrière d'une poussière d'Etats faibles facilement dominés.



George Grosz

L'irruption directe des problèmes généraux du capital dans les conflits locaux

Une situation locale complexe (même si elle se trouve au centre de problèmes internationaux) ne saurait pourtant expliquer (pas plus ici que dans d'autres conflits armés récurrents dans le monde), l'emploi de moyens militaires puissants et l'ampleur des destructions de tous ordres. La guerre actuelle du Kosovo, même si elle n'ose pas dire son nom, est un pur produit de la société capitaliste moderne qui domine le monde sous ses diverses formes, dans le cadre de ses Etats plus ou moins grands, plus ou moins puissants avec un impérialisme dominant omniprésent, celui des Etats-Unis. La puissance économique de cet impérialisme américain, quelque peu malmenée, est assurée d'abord par une écrasante puissance militaire, mais des contradictions internes et externes empêchent cette puissance

d'opérer avec la pleine et redoutable efficacité qu'elle devrait logiquement lui assurer. C'est que la puissance militaire ne résoud en aucune façon les problèmes économiques qui surgissent au sein du système mondial lui-même. Les mutations des différentes formes de ce capitalisme mondial ont provoqué maintes guerres locales dans le dernier demi-siècle : ce qu'on a appelé la décolonisation, c'est-à-dire une redéfinition des zones d'influence et, plus récemment, la dislocation de la zone d'influence de la Russie soviétique. Les guerres balkaniques en sont l'expression. Mais ce ne sont là que des conséquences sur lesquelles nous reviendrons.

Le problème central est celui du profit ou, plus exactement, du taux de profit : le capital sans le profit n'est plus le capital, et plus il existe de capital, plus il faut augmenter le profit global c'est-à-dire accroître le taux d'exploitation du travail par tous les moyens. Sinon, le taux de profit baisse. Plus le montant du capital est

Cette distinction est criante en ce qui concerne l'enseignement ;voici ce que disait Jules Ferry :

"[...] dans une société qui s'est donnée pour tâche de fonder la liberté, il y a une grande nécessité de supprimer les distinctions de classes. Je vous le demande de bonne foi, à vous qui êtes ici et qui avez reçu des degrés d'éducation divers, je vous demande si en réalité, dans la société actuelle, il n'y a plus de distinction de classes ? Je dis qu'il y en a encore ; il y en a une qui est fondamentale, et d'autant plus difficile à déraciner que c'est la distinction entre ceux qui ont reçu l'éducation et ceux qui ne l'ont point reçue. Or, messieurs, je vous défie de faire jamais de ces deux classes une nation égalitaire, une nation animée de cet esprit d'ensemble et de cette confraternité d'idées qui font la force des vraies démocraties, si,

entre ces deux classes, il n'y a pas eu le premier rapprochement, la première fusion qui résulte du mélange des riches et des pauvres sur les bancs de quelque école."

Jules Ferry,
discours
prononcé le 2 juillet 1881.

» Comme nous le constatons, l'idée d'égalité est un produit historique, elle n'a pas le même sens ni le même contenu selon les époques et les classes sociales. Revendiquer actuellement l'égalité en pleine campagne chauvine et guerrière de la démocratie et des droits de l'homme, c'est se placer au niveau de l'égalité juridique et soutenir la juridicialisation du monde. L'abolition des classes, y compris le prolétariat, voilà ce qu'est l'égalité sociale.

G. B.
mai 1999

THÉORIE. PUBLICATIONS

- ◆ Dans *COLLEGAMENTI WOBBLY*, n° 6/7, 1998-1999, un texte ancien (1980) de Ron Rothbart (qui appartient au groupe américain communiste de conseil, aujourd'hui disparu, « Root and Branch » : « Lois économiques et lutte de classe, les limites de l'économie de Mattick ».
- ◆ « L'économie mondiale sous un volcan » dans *LE PROLÉTAIRE* n° 448, février-avril 1999.



- ◆ « Council communism and the critique of bolshevism » (Cajo Brendel) dans *RED AND BLACK NOTES* n° 8, printemps 1999.

- ◆ *THÉORIE COMMUNISTE* n° 15, février 1999 : « Cinq thèses pour une critique de l'alternative. » Mais l'essentiel de ce numéro est consacré à une traduction d'un long article publié dans la revue britannique *AUFHEBEN* « Sur la décadence. Théorie du déclin ou déclin de la théorie » (n° 2, 3 et 4 de 1993, 1994 et 1995) qui est un panorama critique des tous

suite page 60

La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky.

» Saint Léon voulait révéler aux exploités, mes excuses : aux opprimés (1), "la vérité de leur situation", comme si la classe exploitée n'était pas consciente de sa misère. Trotsky veut ouvrir la voie à la révolution par ses vérités comme notre curé les portes du paradis avec ses vérités éternelles. [...]

» Parmi les éternelles vérités, nous avons celle d'égalité, cette égalité revendiquée, par les esclaves, puis dans le catholicisme "égalité négative de tous les hommes devant dieu comme pécheurs", puis directement sous sa forme religieuse pour la première fois dans la guerre des paysans, puis le côté bourgeois de cette égalité formulée par Rousseau, égalité juridique, politique et non sociale. Marx dira de l'égalité qu'elle devait "servir ensuite à de pauvres cervelles pour fabriquer des systèmes" (*Le Capital*, p. 36), c'est-à-dire la justice et la vérité éternelles, puisque cette égalité est entachée de son opposition inégalité, l'égalité que revendique la bourgeoisie c'est l'abolition des privilèges de classes, celle du mouvement

révolutionnaire" doit être entendu de la manière suivante "sans vérité révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire" ainsi est révélée la vérité (à la Heinzen) (2) sur l'idéalisme de nos vendeurs de vérité. Aussi faut-il remettre les choses sur pied et dire, dialectique oblige : " Sans mouvement révolutionnaire, pas de théorie révolutionnaire. "

» Le mouvement est premier, c'est lui qui théorise et ensuite il y a un rapport dialectique entre les deux ; de plus la théorie est toute relative, elle n'est pas autre chose qu'un guide pour l'action. La théorie révolutionnaire ne raisonne pas en bon et mauvais, en bien et mal, en vérité et mensonge. Elle relativise tout et doute, elle est mouvement et conscience de ce mouvement, vu comme auto-libération du prolétariat.

"Dès qu'une classe qui concentre en elle les intérêts révolutionnaires de la société s'est soulevée, elle trouve immédiatement dans sa propre situation le contenu et la matière de son activité révolutionnaire : écraser ses ennemis. Prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte, et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la pousse plus loin. Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur sa propre tâche."

ou telle philosophie, mais toute l'histoire passée et spécialement ses résultats effectifs actuels dans les pays civilisés. Le communisme est le produit de la grande industrie et de ses conséquences, de l'édification du marché mondial, de la concurrence sans entraves qui lui correspond, des crises commerciales toujours plus puissantes et universelles et qui sont déjà devenues de parfaites crises du marché mondial, de la création du prolétariat et de la concentration du capital, de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie qui en découle. Le communisme, dans la mesure où il est théorique, est l'expression théorique de la position du prolétariat dans cette lutte et le résumé théorique des conditions de libération du prolétariat. » (Engels.)

important, plus le taux de profit baisse si le niveau d'extraction de la plus-value, c'est-à-dire le taux d'exploitation, ne change pas. La course aux matières premières dont nous venons de parler, qui accessoirement se double d'une course aux marchés, n'est qu'un aspect de la garantie d'approvisionnement à bas prix qui dépend aussi d'investissements en capital et d'un taux d'exploitation du travail. Si la baisse du taux de profit se poursuit inexorablement, et c'est le cas si le capital augmente constamment par le simple fonctionnement « normal » du système sans que les autres termes d'extraction du profit se modifient, c'est la mort annoncée du capital, du système capitaliste. Le système se défend bien sûr à travers les institutions et les hommes qui essaient d'assurer la pérennité, car c'est la seule condition du maintien de leur pouvoir économique, social et politique. Des contre-tendances apparaissent, soit l'action consciente des dirigeants pour atteindre ce but d'enrayer la baisse du taux de profit, soit plus ou moins objectivement par l'effet des contradictions au sein du système lui-même et des conséquences des mesures prises pour tenter de résoudre ces contradictions. Ces contre-tendances s'ordonnent autour des deux facteurs qui déterminent le taux de profit : l'importance du capital en cause d'une part, le taux d'exploitation du travail de l'autre.

Depuis au moins trois décennies, il est évident que dans le monde entier le capital essaie par tous les moyens d'accroître le taux d'extraction de la plus-value c'est-à-dire d'augmenter la part retenue par le capital pour sa reproduction et son accroissement. Ce que les capitalistes appellent « productivité » est un des maîtres-mots de cette pression mondiale, et il faudrait un vo-

lume complet pour en décrire les manifestations, tant dans l'effondrement de la garantie d'un minimum social aux travailleurs dans tous les systèmes (totalitaires ou démocratiques) que dans les manipulations des transferts industriels vers les zones à faible coût de main-d'œuvre et le développement corrélatif de l'« armée de réserve » des chômeurs. Mais cette voie a des limites déterminées par le niveau des techniques de production, des méthodes d'organisation du travail qui en découlent et la résistance des travailleurs, c'est-à-dire la lutte de classe. Même si elle ne génère pas de conflits ouverts, la lutte de classe détient un potentiel que l'on peut mesurer dans la répression et/ou dans un ensemble de mesures sociales destinées à prévenir des explosions d'autant plus à craindre que l'organisation du procès de production sans cesse modifiée pour accroître la part de plus-value extorquée aux travailleurs rend le système de plus en plus vulnérable.

L'autre voie consiste à réduire le montant de capital en détruisant, sous une forme ou sous une autre, le capital existant. Cela va de l'accumulation des armements, qui est une accumulation de capital non productif dont le coût est prélevé par la voie de la fiscalité (plus sur la part de plus-value attribuée aux travailleurs sous forme de salaires que sur la part de cette plus-value extorquée aux travailleurs pour la rémunération du capital). Ces armements sont détruits soit par obsolescence (songez seulement par exemple à l'énorme coût de la production mondiale de dizaines de milliers de bombes atomiques dont l'utilisation éventuelle est de plus en plus hypothétique), soit consommée dans des guerres, ce qui nécessite alors leur renouvellement c'est-à-dire d'autres inves-

(1) Le terme opprimés n'est pas neutre, il fait toujours référence à la revendication bourgeoise démocratique « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » c'est-à-dire d'une bourgeoisie nationale qui disposera de l'exploitation du prolétariat.

(2) « M. Heinzen s'imagine que le communisme est une certaine doctrine qui partirait d'un principe théorique déterminé — le noyau — dont on tirerait d'ultérieures conséquences.

» M. Heinzen se trompe fort. Le communisme n'est pas une doctrine, mais un mouvement ; il ne part pas de principes, mais de faits.

» Les communistes ont pour présuppositions non telle

tissements en capital improductif. Il s'y ajoute alors à des degrés divers les destructions de matériel, autrement dit de capital constant investi dans les usines et les moyens de transports, ainsi que tous les autres dommages « collatéraux », depuis les destructions d'habitations ou d'infrastructures diverses jusqu'à la stérilisation des sols (17). Les pertes en vies humaines pourvoyeuses de main-d'œuvre et de chair à canon, c'est-à-dire en capital variable, peuvent avoir des conséquences contradictoires : d'un côté, l'état de guerre justifie chez tous les belligérants les sacrifices pour la défense de la patrie, c'est-à-dire un accroissement du taux d'exploitation, ce qui peut être renforcé par les déplacements de population ; d'un autre côté, une destruction trop massive de vies humaines peut obérer la production ul-

térieure de biens, la raréfaction de la main-d'œuvre contraignant le capital à donner un prix plus élevé pour une marchandise-travail raréfiée réduisant d'autant le taux d'extraction de la plus-value. D'autres conséquences peuvent également se faire jour, à la mesure de la désintégration de l'économie capitaliste « normale » par la guerre et ses destructions, notamment dans le développement d'une économie souterraine incontrôlée dont il est difficile de connaître l'impact sur les données traditionnelles de fonctionnement du capitalisme ; ce qui est certain, c'est qu'en gros, l'immense majorité des plus pauvres — éternelles victimes — deviennent encore plus pauvres et que la minorité des plus aisés s'enrichit, l'ensemble créant ainsi, sur un plan local plus ou moins étendu, les conditions même de la reconstitution du ca-

vent qu'unilatéraux, ne concernant qu'un seul des belligérants) apportent des éléments comparatifs. Les « grandes guerres » — Corée, Suez, Vietnam, Palestine/Israël, Afghanistan, Iran/Irak, Falklands, Golfe — « avouent » un total, pour les pays concernés, de 1 500 milliards de dollars, soit la moitié de ce qu'aurait coûté la guerre de 1914-1918 ou le tiers de celle de 1939-1945. Si l'on ajoute les dépenses des « opérations de maintien de la paix » dans cette même période, soit plus d'un milliard de dollars, on approche du coût de la première guerre mondiale. Cela reste pourtant encore loin du compte, car les guerres inavouées sont d'une ampleur au moins aussi conséquente, même si l'on ne prend en considération que les « dépenses militaires ». Les « comptabilisations » ne tiennent pas compte des désastres écologiques, des massacres de vies humaines en morts ou en invalides, des personnes déplacées : les morts dans toutes les parties du monde touchées par ces conflits de haute ou basse intensité se chiffrent par millions, pas très loin sans doute des 50 millions de la seconde guerre mondiale, les personnes déplacées également par millions dont on ne se préoccupe plus guère avec le temps (pensez seulement aux 3 millions et demi de réfugiés palestiniens toujours parqués dans des camps depuis des décennies.) Ce sont ces questions qu'abordent deux textes, l'un contre la guerre de basse intensité générale, l'autre « Guerre et propagande » (par Philippe Godard, mai 1999, disponibles en photocopies à Echanges).

(17) Nous avons pensé établir une liste exhaustive des « coûts » simplement matériels des dépenses d'armement de tous les conflits petits ou grands qui ont ravagé le monde depuis un demi-siècle dans d'inextricables luttes inter-impérialistes en général par « proxies » interposés. Nous nous sommes rendu compte que c'était un travail énorme et impossible. Seules les grandes puissances impliquées directement dans ces conflits livrent — seulement en partie d'ailleurs — les dépenses de leurs engagements militaires. On ne sait pas si toute la logistique — d'autant plus importante que l'opération se déroule loin des bases nationales — est comprise dans ces évaluations. De plus, outre le fait que bien souvent une partie importante de ces coûts est dissimulée dans des dépenses « civiles » (dépenses d'infrastructures notamment) ou dans des dépenses de recherche ou d'expérimentation, il est patent que des réalisations militaires de taille sont sous-estimées et que l'art de la compensation et des reports de crédits est une pratique courante. Comme l'écrit le *Financial Times* (9 avril 1999) : « Le coût d'une guerre soulève des questions comptables compliquées, par exemple celle de savoir si la valeur des munitions stockées doit être comptabilisée à leur coût d'acquisition ou de remplacement » ; (cela peut s'appliquer à tout matériel dont la fonction de la guerre est l'usure ou/et la destruction. Même très incomplets, ces coûts (qui ne sont sou-

avant, deux pas en arrière. On peut penser que R. C., prompt à juste titre à faire rectifier des erreurs que chacun peut faire lorsqu'il écrit de mémoire, pourrait exercer cette même promptitude à ses propres écrits. Mais là n'est pas l'essentiel : la citation de C. Brendel tendait à montrer que Lénine lui-même était bien conscient en 1905 que la révolution à venir en Russie serait une révolution bourgeoise, ce que Pannekoek développa après 1917, alors que Lénine et tous ses suivants parlaient et parlent encore de révolution prolétarienne. La rectification était nécessaire, mais ne devrait pas servir de paravent à une question fondamentale que R. C. ne veut pas ou plus aborder.

* * *

Par ailleurs nous avons reçu le texte suivant :

VÉRITÉS ÉTERNELLES ET ÉTERNELLES VÉRITÉS MILLE FOIS RÉPÉTÉES, À PROPOS DE « SEULE LA VÉRITÉ EST RÉVOLUTIONNAIRE »

« Pour commencer, nous renvoyons nos lecteurs à la critique des vérités éternelles faite par Engels dans *L'Anti-Dühring* dont nous donnons ici un extrait :

« Jusqu'à présent il suffisait d'examiner dans quelle mesure les diverses affirmations de la philosophie du réel avaient une " validité souveraine " et un " droit absolu à la vérité " ; nous arrivons ici à la question de savoir si les produits de la connaissance humaine, et lesquels, peuvent jamais avoir une validité souveraine et un droit absolu à la vérité. »

(Editions sociales, page 117)

» Avant de répondre par oui ou non, Engels va d'abord examiner ce qu'est la pen-

sée humaine et sa souveraineté. Si elle est souveraine, il ne s'agit pas de la pensée d'un individu, mais de celle de milliards d'hommes passés, présents et futurs. Cette pensée est donc l'ensemble des connaissances acquises par l'humanité à ce jour, qui contient sans exception plus de choses susceptibles de correction que de choses exactes ou sans correction possible. Il en résulte que la connaissance, et les vérités de ces connaissances sont toutes relatives.

» Engels en conclut que :

« la pensée est extrêmement peu souveraine, et la connaissance forte d'un droit absolu à la vérité, dans une série d'erreurs relatives ; ni l'une ni l'autre ne peuvent être réalisées complètement sinon par une durée infinie de la vie de l'humanité ; »

(*ibid.*)

« Si jamais l'humanité en arrivait à ne plus opérer qu'avec des vérités éternelles, des résultats de pensée ayant une validité souveraine et un droit absolu à la vérité, cela voudrait dire qu'elle est au point où l'infinité du monde intellectuel est épuisée en acte comme en puissance, et ainsi accomplit le fameux prodige de l'innombrable nombré. »

(*ibid.*, p. 118)

» Les courants léninistes notamment (troskyste, marxiste-léniniste et maoïste) n'en finissent pas de nous servir leurs vérités et ne tarissent pas dans le genre.

» A partir du moment où nous considérons que toute vérité est relative et limitée dans le temps, cela s'applique aussi au slogan éternel "Seule la vérité est révolutionnaire".

« Votre hebdomadaire s'appelle *La Vérité*. On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête.

point pour la lutte des classes, par conséquent : malgré tout, elle reste un spectre qui fait peur ; si jamais elle revenait, plus de "cohésion sociale", plus de "pensée unique" ou de "politiquement correct", mais le fossé s'approfondissant entre les classes, le bordel partout, et à la fin, qui sait ? le communisme qu'on avait cru mort et enterré ! Ce n'est pas un hasard si Chirac s'est fait élire en 1995, avec pour programme la résorption de "la fracture sociale" qui, si elle s'élargissait, risquerait de provoquer une rupture ouvrière. Un tel spectre continue donc de rôder, en tout cas suffisamment pour faire hésiter les bourgeoisies gouvernantes sur la conduite à tenir : comment s'y prendre pour faire passer les "réformes" économiques et sociales nécessaires, sans déclencher une révolte sociale ? Les 12 ou 13 pays de l'U.E. qui ont des gouvernements socio-démocrates sont confrontés à ce problème et ils n'ont pas fini de s'y casser les dents. Allons, la lutte de classe a encore de beaux jours devant elle, pour la bonne et simple raison que c'était une utopie du capital que de vouloir en terminer définitivement avec elle. Quelle forme alors prendra-t-elle ? On peut en effet s'interroger, et là je suis d'accord, vu le nouveau contexte historique où elle évoluera, pour dire qu'elle se transformera par rapport au passé. Mais pour le savoir précisément, seuls les faits seront à même de nous le dire.

Cl. B. »

* *

SUITE ET FIN
DE LA CORRESPONDANCE AVEC R. C.
(Voir *Echanges* n° 89, p 27 et s.).

La lettre suivante de R. C. entend mettre un point final à cet échange, bien que restent en suspens deux réponses, l'une, que nous attendions, de l'auteur des textes joints à

notre lettre du 11 mars 1998 (voir *Echanges* n° 89 p.32), une autre, que nous attendions moins, devant rectifier des inexactitudes dans les faits rapportés par un article de *Présence marxiste* sur Claude Lefort (voir *Echanges* n° 89, p60). Signalons qu'ailleurs dans ce numéro nous évoquons une correspondance de R.C. avec Mac Intosh publiée dans *Perspective internationaliste*, qui permet de se faire une idée de la manière dont R. C. engage des polémiques qui pourraient pourtant présenter un intérêt.

« Je t'envoie ce simple et rapide petit mot pour te remercier de me transmettre les demandes de lecture pour *Présence marxiste* et de faire la présentation de celui-ci dans *Echanges*, même si c'est de façon tendancieuse et superficielle.

» Ayant estimé inutile de poursuivre toute polémique avec toi et surtout avec le camarade C. Brendel qui confond *Deux tactiques de la social-démocratie* avec *Un pas en avant, deux pas en arrière*, les livres de Lénine, à qui la lecture de Cervantès est montée à la tête et qui fait un très mauvais plagiat de *L'Idéologie allemande* de Marx, je n'écrirai plus rien vous concernant.

» Bien entendu, je continuerai à t'adresser toute publication de ce que je crois utile de "publier", de même que le petit bulletin du Cercle Karl-Marx.

Salutations communistes »

Note d'*Echanges* :

R. C. a raison ; la citation de Lénine par Cajo Brendel selon laquelle la révolution en Russie (c'était écrit bien avant 1917, en mai-juillet 1905) serait « une révolution bourgeoise qui devait être accomplie par les ouvriers » est bien extraite de *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* et non de *Un pas en*



pital après guerre dans ce que l'on appelle « reconstruction ».

Par rapport à l'ensemble de ces problèmes, on peut objecter que la guerre du Kosovo n'a pas une dimension telle par rapport au capital mondial qu'elle puisse influencer valablement sur le taux de profit global.

Quelques chiffres permettent d'examiner cette question sous un autre angle. Des chiffres donnés (voir note 17, page 16), il ressort que le coût total des guerres « locales » des cinquante dernières années est comparable au coût des deux guerres mondiales. Et ces chiffres ne tiennent pas compte du coût des destructions de tous ordres en biens matériels (capital constant) et en vies humaines (capital variable). On touche ici à la fonction économique « objective » de la guerre, même si l'on peut poser la question accessoire, moins objective, pour des pays comme le Vietnam, l'Irak ou la Serbie de savoir si le but plus conscient des grandes puissances à la remorque des Etats-Unis ne serait pas de ramener des Etats ayant atteint un cer-

tain degré de développement capitaliste autonome à une situation semi-coloniale (18). Une question qui rejoindrait les destructions pacifiques d'économies en développement à travers des crises comme la crise asiatique, ou les ravages actuels des conflits inter-capitalistes en Afrique. De toute façon, lorsque l'on sait — souvent par hasard — que la dernière attaque sur l'Irak a vu déverser plus de bombes que toute la guerre du Vietnam ou que le seul avion furtif abattu par les Serbes coûtait plus que le PNB de l'Albanie avant que ce pays ne sombre dans le chaos économique, on peut conclure que la guerre actuelle représente une énorme consommation ou destruction de capital, alors même que l'on ne peut chiffrer l'étendue des dommages causés par les « frappes chirurgicales » c'est-à-dire visant précisément les investissements en capital constant (usines et infrastructures). Ainsi, comme toute guerre, la présente, par delà les « nécessités immédiates des politiques économiques et stratégiques » et les justifications circonstanciées des couvertures idéologiques, trouve sa justification profonde dans le mouvement même de défense du capital global. Elle est, comme tous

(18) Bien des commentaires suggèrent que la Yougoslavie se trouve ramenée au mieux à la situation économique juste après la seconde guerre mondiale. Même avant les destructions des 80 jours de guerre, le PIB avait diminué de moitié depuis 1989. L'industrie aurait perdu 70% de sa capacité. Seule l'agriculture serait auto-suffisante mais il faudra tenir compte de l'impossibilité de fournir des accessoires aériens et des destructions dues aux affrontements Kosovars-Serbes dans le Kosovo s'ajoutant à ces dommages directs du conflit signifient que pour longtemps, la Yougoslavie sera dans un état de dépendance totale vis-à-vis du capital mondial.

les autres conflits du même genre, un ballon d'oxygène qui suit de multiples autres depuis plus de cinquante années. La question qu'on peut alors se poser est : ces palliatifs seront-ils suffisants pour produire un effet durable ou bien un conflit étendu sera-t-il nécessaire ? — bien que présentement, on voit mal, étant donné l'immense supériorité militaire des Etats-Unis et le développement mondial dans un proche avenir, où et comment un conflit plus général pourrait surgir (19).

Errements et contradictions soulignent le pragmatisme du capital

En fait, la manière même dont se déroulent ces guerres locales ou d'autres conflits qui n'ont pas atteint ce stade, permet à la fois d'expliquer pourquoi de tels conflits surgissent à des endroits précis et pourquoi ils prennent de tels caractères exprimant une certaine impuissance relative, donnant une impression de grande confusion, d'autant plus que les objectifs réels sont de plus en plus dissimulés derrière des paravents humanitaires qui par ailleurs, ne

sont jamais atteints parce qu'ils ne peuvent être poursuivis avec le maximum de moyens et sont révélateurs d'hypocrisies particulièrement voyantes. Bien que les Etats-Unis, depuis que la course aux armements et la lutte de classe ont fait imploser la zone orientale du capitalisme, n'aient plus d'« ennemi héréditaire » sous la bannière de l'anticommunisme, ils doivent à la fois prévenir ce qui pourrait à terme menacer leur suprématie et résoudre les problèmes posés par la baisse du taux de profit : à l'intérieur par une pression sans égale sur les conditions de travail, à l'extérieur en faisant tout pour s'assurer d'abord l'approvisionnement en matières premières à la fois quant à sa permanence et quant aux prix. Ce n'est pas un des moindres paradoxes de cette situation, alors que le FMI et la Banque mondiale dominés par les Etats-Unis contraignent les Etats à équilibrer leur balance budgétaire et celle du commerce extérieur, que les Etats-Unis eux-mêmes sont un des pays les plus endettés du monde. C'est aussi un autre paradoxe de voir que les pays occupés militairement par les Etats-Unis : le Japon et l'Europe, sont ceux qui paraissent en mesure à plus ou moins long terme capables d'en menacer sérieusement la puissance économique et militaire. Cette menace joue à la fois sur le contrôle des sources de matières premières, sur la capacité autonome de production échappant au contrôle américain et préparant une unification politique et une renaissance militaire. Un des champs d'affrontement est l'Eurafrique, qui explique de nombreuses guerres locales dans ce continent : si l'Europe peut contrôler économiquement le continent africain de la façon dont les Etats-Unis contrôlent le continent sud-américain, elle devient une grande puissance mon-

“ça bougeait” ! Aussi, une simple remarque. Tu me dis qu'il y a des mots (communisme, révolutionnaire) que tu n'utilises pas parce qu'ils ont “tellement été galvaudés”. C'est pareil pour moi en ce qui concerne le terme de lutte de classe...

» Cela dit, si je n'utilise pas — ou guère — le terme de lutte de classe, sachant combien actuellement il sonne faux, je ne pense pas, bien évidemment, que la lutte de classe soit une vieille lune et qu'elle ne reviendra plus, sinon je ne serais plus marxiste. Disons simplement qu'elle est une lune qui a connu une sérieuse éclipse. Mais rien n'est joué. L'évolution actuelle du capitalisme n'est plus à la rigolade, aux “30 glorieuses”. Celui-ci remet les pendules à l'heure, obligé qu'il est de restaurer quelque peu son taux de

profit sérieusement atteint, tandis que la concurrence se fait de plus en plus rude sur le marché. Les entreprises capitalistes sont donc contraintes, afin de se faire plus rentables et plus compétitives, de baisser leurs coûts de production, et par voie de conséquence, de s'attaquer aux salaires, de s'en prendre aux conditions de travail (“flexibilité” oblige !) de remettre en cause le régime des retraites, etc. Mais d'un autre côté, la bourgeoisie qui se retrouve aux commandes de l'Etat craint un retour de la lutte des classes qui ne manquerait pas de se produire si l'ensemble des travailleurs (pour le moment, il n'y a qu'une minorité de chômeurs et de précaires qui prend vraiment sur la gueule) était touché gravement par les “réformes” du capital qui ne sont encore qu'en cours. Un bon

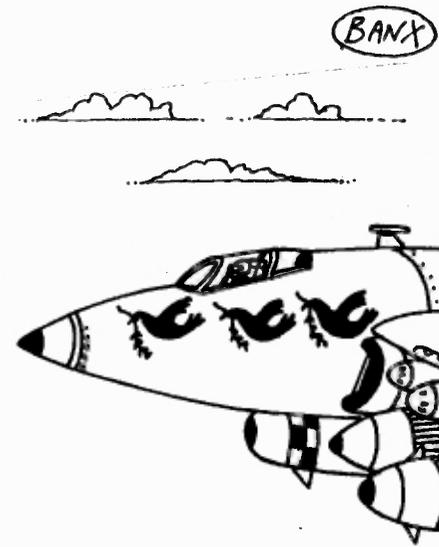
(19) Indépendamment des incidences objectives des problèmes économiques fondamentaux et des causes immédiates, une guerre mondiale dans le genre des deux premières suppose essentiellement deux conditions : d'une part qu'il y ait deux forces antagonistes capables de s'affronter, d'autre part que chacun des deux antagonistes soient capables d'embrigader idéologiquement sa population et particulièrement son prolétariat dans sa croisade contre l'autre. A chacun de juger si ces conditions sont aujourd'hui remplies et de prendre en considération le fait, par exemple, que les Etats-Unis aient dû faire l'impossible sans arriver à vaincre le refus de pertes en vies humaines tout en faisant approuver une guerre « scientifique et technique » n'engageant que du matériel. Un concept de la guerre pour le futur ?



» Il faut regarder les choses en face : avec le capitalisme qui s'est mis en place depuis des décennies, le prolétariat a cessé d'être placé dans les conditions requises pour être une classe antagonique de la société capitaliste. Par voie de conséquence, il n'est plus possible de parler valablement de lutte de classe. Celle-ci n'est plus qu'un simulacre, je veux dire une parodie de l'ancienne. Tu dis que dans les ateliers, les bureaux, sur les chantiers existent des frictions entre le capital et le travail, et que la lutte de classe commence là. Admettons. Mais pour qu'elle devienne un fait que nul ne pourrait contester tant il est visible et évident, il faudrait qu'elle ne s'arrête pas là, en tout cas qu'elle montre son véritable visage quand elle prend une dimension "plus large", au lieu de se faire hésitante, molle, sans véritable détermination.

» Et aujourd'hui, qu'en est-il ? Quelque chose s'est passé : depuis 1975 grosso modo (fin des "30 glorieuses"), le capitalisme s'est mis à entrer dans une nouvelle phase ; la croissance s'est fortement ralentie, les récessions économiques ont refait leur apparition et le chômage de masse, permanent, a fait une entrée fracassante (sur la signification économique de ce changement, je renvoie à mon Enquête sur le capitalisme dit triomphant). Dès lors, à la "satisfaction querrelleuse" des "30 glorieuses", a succédé la peur, le découragement, le pessimisme, et finalement la résignation, l'apathie. Les grèves ont fondu comme neige au soleil, les syndicats se sont vidés de leurs adhérents et les manifestations se sont faites tristounettes. Bref, la "lutte de classe" s'est tellement "transformée" qu'elle s'est pour ainsi dire éteinte ! Pourquoi un tel changement ? Ce n'est pas difficile à comprendre. Avec les millions de chômeurs qui pèsent sur le marché du travail, cela devient problé-

matique de faire grève comme on le faisait autrefois, sans grand risque, lorsqu'il y avait du "grain à moudre" et que c'était le quasi-plein-emploi. L'essentiel est de garder son boulot et de conserver ses avantages sociaux. Il n'y a que les fonctionnaires, ou ceux qui travaillent dans des entreprises publiques comme la SNCF ou EDF, qui peuvent se permettre de faire grève, sûrs qu'on ne pourra pas les virer. Autrement dit, la grève à l'ancienne est devenue un luxe, réservé à certaines "catégories du personnel". Ou alors, on fait la grève par "procuration" ! Comme en novembre-décembre 1995, lorsque les cheminots de l'Etat et quelques autres catégories à statut paratataïque se mirent à cesser le travail, ce qui fait qu'on alla jusqu'à dire qu'ils faisaient grève pour tous les autres ! Un comble ! Comme exemple "d'autonomie et de spontanéité" des travailleurs, on ne fait pas mieux ! A faire pâlir Lénine et son parti dirigeant à qui on reproche d'avoir voulu se substituer aux masses ! Mais puisque j'évoque un tel mouvement de décembre 1995, deux mots à son propos et comment Echanges l'interpréta. De "plans sociaux" en "plans sociaux", le système capitaliste en est même arrivé à s'en prendre aux catégories sociales qu'il avait protégées avec emploi à vie et statuts privilégiés. Certaines d'entre elles se mirent alors en grève, à "descendre dans la rue" et à faire leur cirque avec ballons géants et torches fumigènes, tout en scandant : "Tous ensemble ! Tous ensemble !" Ce fut "le mouvement de décembre 1995". A cette occasion, Echanges publia une brochure qu'il s'empressa d'intituler "La Lutte de classes en France". C'était aller bien vite en besogne, car il s'agissait, en réalité, d'un simple mouvement catégoriel (pour ne pas dire "corporatiste") propre aux aristocraties ouvrières, mais qu'importe,



matique. L'autre pôle est asiatique et, entre autres, la récente crise, par l'écroulement par effet de dominos de l'édifice économique construit autour du Japon a donné un coup d'arrêt à une zone qui tendait à s'autonomiser ; c'est l'évolution globale du capital qui a provoqué cette crise, mais le résultat,

(20) Il est bien difficile de chiffrer l'incidence du coût direct du conflit du Kosovo, tant pour ce qui concerne les dépenses militaires que les dépenses « humanitaires », le coût des troupes d'occupation, des destructions, des bombardements et des dommages « collatéraux » causés par la déstabilisation de toute l'économie de la zone balkanique. Ceci d'autant plus que les Etats impliqués s'appliquent à en dissimuler les effets sur la croissance économique via les charges budgétaires supplémentaires. Certains Etats annoncent une diminution de la progression prévue du PIB entre 0,5 % et 1 %. D'autres chiffres circulent, qu'il est difficile d'apprécier ou de comparer avec d'autres. Pour minimes que soient ces taux, ils ne sauraient être sous-estimés car précisément le taux de profit global s'évalue en quelques % (comparable en cela à la progression du PIB mondial qui ne serait que de 1 %). Un exemple récent de l'effet des variations minimes de

voulu ou non, est un frein à la montée économique de ce pôle asiatique (20).

De ce point de vue, on peut considérer que la guerre balkanique est un frein à l'unification de l'Europe, bien que d'un côté elle en repousse les frontières jusqu'aux limites de la Russie des années 20 et que, d'un autre côté, elle fait prendre conscience au capital européen de la nécessité de mettre en place les structures de domination d'un Etat à cette échelle (21). Ce n'est pas une des moindres contradictions dans la politique des Etats-Unis (tout comme des autres Etats) qui poussent à la conquête des marchés et la protection des intérêts économiques de leurs multinationales en invoquant constamment « l'intérêt national » alors que les interventions pour assurer cette suprématie économique visent d'abord à briser chez les autres les mêmes intérêts nationaux. Ainsi va le pragmatisme du capital qui ne reconnaît d'autre loi que celle du taux de profit. D'autres considérations ont pu jouer. Elles peuvent procéder d'une stratégie politique plus immédiate (par exemple, ce que nous avons développé à propos de la fuite en avant des dirigeants yougoslaves, le dernier en date Milosevic, pour briser les résis-

taux économiques est donné à l'échelle de l'Italie : Romano Prodi, président de la Commission européenne, a déclaré qu'une différence de 1 % dans l'inflation entre les différents pays européens serait catastrophique pour ce pays. Nous rejoignons ici ce qui a été dit à propos de l'incidence sur le taux de profit des conflits de basse intensité.

(21) Voir un article du *Financial Times* (16 avril 1998), signé Hugo Dixon, sur la naissance d'un capitalisme européen. La nouvelle frontière de l'Europe développe « une nouvelle forme de capitalisme européen en train de naître. Les règles n'en sont pas encore établies mais la direction des changements est claire ». Un autre article, du *Monde* (22 avril 1999), « Guerre contre les Serbes ou guerre contre l'Europe ? », développe le thème de la guerre des Balkans comme destinée à briser « le dernier obstacle majeur aux puissances d'argent utilisant le drapeau américain pour empêcher tout espoir d'une planète multipolaire : l'Europe ».

DOCUMENTS

- ◆ *Les Internationalistes en France durant la seconde guerre mondiale*, par P. Lanneret (Acratie, 1995).
- ◆ Sur l'autogestion yougoslave : *Esprit* février 1950, *Socialisme ou Barbarie* n° 5/6 et 8. Articles de G. Lasserre autour de *L'Entreprise socialiste en Yougoslavie* (Editions de Minuit) et série d'articles de A. Meister dans *Le Monde*.
- ◆ *Why did the Student Revolt in Yugoslavia*, a WRI publication, 8/1968.
- ◆ *Thèses sur la Révolution chinoise*, Cajo Brendel, Echanges et Mouvement.
- ◆ *Yugoslavery* n° 1, BM Blob, Summer 1990 ; Winter 1991.
- ◆ *The Macedonian Question and the recent war in former Yugoslavia in historical perspective*, mai 1993.
- ◆ « L'éclatement de la Yougoslavie », X. Rousselin, *Démocratie et Révolution*, 1^{er} octobre 1993. Avec une utile bibliographie.
- ◆ « Seeing Yugoslavia through the dark glass : Politics, Media and the ideology of globalisation », D. Johnstone, 10 août 1998, *Covert Action Quarterly*, n° 65, automne 1998.
- ◆ « Workers in Kosovo resist

sell off of industry », *The Militant*, 18 janvier 1999.

- ◆ « Les Américains ont une politique parfaitement rationnelle en Irak », G. Salamé, *Le Monde*, 2 février 1999.
- ◆ « Naissance d'un nouvel internationalisme », *Le Monde*, 23 avril 1999.
- ◆ Série d'articles du *Monde* et *Libération* sur les désertions dans l'armée yougoslave et les manifestations contre la guerre.



- ◆ « Kosovo, El remedio y la enfermedad », *Hika* n° 99, avril 1999.
- ◆ « Bombing costs present allies with hefty bill », *Financial Times*, 9 avril 1999
- ◆ *Contre la guerre de basse intensité généralisée, et Guerre et Propagande au Kosovo*, P. Godard, avril-mai 1999.
- ◆ *Guerres impérialistes et guérillas sous le règne de la mondialisation du capi-*

tal. Notes et réflexions à propos du conflit yougoslave, mai 1999.

- ◆ *Wildcat Zirkular* n° 50/51 mai-juin 99, série d'articles sur la guerre dans les Balkans.
- ◆ « Why is the US bombing Yugoslavia », Dave Stratman, *New Democracy*, 17 mai 1999.
- ◆ Un numéro 162 de *Notiziario CDP* (mars-avril 1999) est entièrement consacré à des textes et documents sur le conflit du Kosovo et à tout ce qui l'entoure (en italien) : La guerre des étoiles, les bombardements actuels, informations, les Balkans et la guerre, fascisme et nazisme, photographie politique, Paix et guerre, situation internationale.
- ◆ « Sur la guerre dans les Balkans » pratiquement tout le n° 191/194 de *Die Aktion*, dont un article « Crise, guerre de classe et guerre sociale en Yougoslavie et Kosovo » (en allemand).
- ◆ *Mouvement communiste* n° 8, printemps/été 1999.
- ◆ « L'économie des Balkans à l'heure de la crise au Kosovo », *Problèmes économiques*, n° 2620, 4 juin 1999.

DES « HOMMES VÉRITABLES »

la dévalorisation de ce qu'on combat (on devrait au contraire surévaluer l'adversaire, pour tirer plus de gloire du combat !);

3) il n'est pas sûr qu'on puisse parler du « nationalisme chiapanèque » de Marcos. Je n'ai pas spécialement étudié le mouvement du Chiapas. Mais il me semble que si « nationalisme chiapanèque » il y avait, cela voudrait dire « revendication de l'indépendance de l'Etat du Chiapas » ? Or on sait bien, si peu informé que l'on soit, que ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Que si nationalisme il y a dans le mouvement qui a éclaté au Chiapas (un des Etats qui composent l'Etat fédéral du Mexique), ce serait celui d'une « nation indienne ». Il est vrai que plusieurs textes de Marcos dont on a connaissance sont entachés de verbiage patriotique et nationaliste : mais il me semble que lorsque Marcos parle d'« indépendance nationale », concept particulièrement inadéquat, il s'agit en tout état de cause de celle du Mexique face aux Etats-Unis et non de celle du Chiapas. Par ailleurs, *Echanges* a justement toujours critiqué cette rhétorique du drapeau (encore une fois voir le n° 77, p. 50), de l'indépendance nationale, etc. et ne s'est donc en rien renié sur ce point ; on ne comprend pas pourquoi R. C., qui a déjà tant de choses à reprocher à *Echanges*, veut ajouter ce très mauvais procès.

A part ça, j'ai par exemple vu deux films documentaires sur l'EZLN, qui faisaient état d'une importante évolution de cette « guérilla » retirée dans les forêts du Chiapas, au départ effectivement plutôt guevariste, vers le problème indien et

l'abandon de ses positions initiales. Cela avec prudence, puisque d'autres invitent à ne pas croire que la révolte soit un mouvement spécialement indien, d'une part ; et d'autre part à ne pas croire ce qui apparaît, c'est-à-dire que, comme il est notoire, Marcos ne se pose pas en « dirigeant », mais en « porte-parole » des Indiens, et que l'EZLN ne vise pas le pouvoir. Ce qui la démarquerait de tout guevarisme ou castrisme ; pour ce qu'il y a de purement idéologique, voire de mensonger, dans ces discours, pour ce qui est de la nature de l'EZLN et de ses liens avec les Indiens, le débat reste ouvert. Je ne l'engage pas ici ;

4) pour nous en tenir au livre *Les Hommes véritables*, il suffit de lire le sous-titre : « Paroles et témoignages des Tojolabales, Indiens du Chiapas », et la première phrase du prologue : « Dans ce livre, nous voulons présenter, même si c'est de façon concise, la globalité de la cosmovision d'un peuple à partir de sa langue, notamment dans sa structure et dans quelques particularités de sa sémantique », pour constater qu'il s'agit d'autre chose que d'un « livre acquis au nationalisme chiapanèque de Marcos ». Mais apparemment R. C. n'en est pas à ça près. Si criticable que soit le livre de Carlos Lenkersdorf, et il l'est, il a au moins le mérite d'être un témoignage de première main sur un peuple indien du Chiapas auprès duquel l'auteur a séjourné, et non un livre de militant, et c'est à ce titre que Ludd l'a publié.

F. M.

À PROPOS

Nous avons également reçu d'un camarade participant aux éditions Ludd la lettre suivante :

« **C'**EST avec surprise que j'ai pu lire dans le dernier numéro d'*Echanges*, dans la correspondance, un paragraphe relatif au livre *Les Hommes véritables*, édité voilà un an par Ludd, et dont *Echanges* avait effectivement publié le bulletin de souscription : « H. Simon, écrit "R. C.", laisse publier dans *Echanges* des articulets favorables au "soulèvement" de l'EZLN, insère des placards publicitaires pour des livres acquis au nationalisme chiapanèque de Marcos, tout aussi infâme que celui de Castro et de Mao. Il oublie que A. Pannekoek s'est toujours battu pour maintenir au sein du mouvement ouvrier l'exigence internationaliste. »

Il y a plusieurs attaques dans cette seule phrase, plusieurs niveaux dans l'attaque plutôt, qu'il convient de démêler et d'analyser, afin de répondre à chacun d'entre eux :

1) Je ne sache pas qu'*Echanges* ait jamais publié des articulets favorables au « soulèvement » de l'EZLN ; bien au contraire, les rares fois où il a été question du Chiapas, ç'a été d'une façon plutôt critique à l'égard de l'EZLN : voir *Echanges* n° 77 (juin 1994), page 50, et 82 (décembre 1996), pages 54-55 ;

2) il paraît bien injuste de parler du soulèvement de 1994, quoi qu'on pense de cette action militaire, de ce qu'elle représente, de sa réussite ou de son échec, avec des guillemets ; comme si l'expression d'un désaccord devait passer par

tu dis, comme en mai-juin 1968. Mais penser qu'elles pourraient, "éventuellement", déboucher sur "des perspectives d'une société communiste", c'est se bercer d'illusions, c'est ne pas avoir conscience de la période dans laquelle on est entré à partir des années 30. Il s'agit là de mouvements revendicatifs de plus grandes ampleurs, mais que la société capitaliste est parfaitement capable de gérer et de négocier. Et comme les faits l'ont bien montré, aussi bien en 1936 qu'en 1968.

» La vérité est que, entre les ouvriers qui autrefois luttaient, je ne dis pas "pour faire la révolution", mais pour leur pain, et ceux qui durant la grève de mai 1968 se précipitèrent sur les pompes à essence aussitôt qu'elles furent ouvertes, afin d'aller faire un tour avec leurs bagnoles, il y a un gouffre. Les millions de grévistes avaient goûté à la "société de consommation" ; il étaient encore des exploités, certes (pas au sens fort du terme, avec des salaires de misère, mais des exploités quand même), mais ils étaient devenus quelque chose de plus : des "consommateurs", eux aussi ! Certes, les jeunes ouvriers en avaient marre de l'usine, des cadences infernales, des petits chefs ; eux n'étaient pas comme les anciens qui avaient encore connu, lors de la période de reconstruction d'après 1945, la pénurie et les tickets de rationnement ; aussi, ils voulaient autre chose qu'une augmentation de salaire, mais quoi ? Ne plus rentrer dans les boîtes et voir la sale gueule des petits chefs. A l'instar de la jeunesse bourgeoise et petite-bourgeoise de l'époque qui s'était répandue dans les rues du Quartier Latin, ils voulaient faire la fête, "s'éclater", "vivre sans temps mort et jouer sans entraves", comme disait le slogan situationniste. Cela s'arrêtait là. Leur révolte n'était que celle d'une classe d'âge.

tances ouvrières se faisant, objectivement ou pas, les auxiliaires d'actions de stabilisation sociale dans la reconquête par le capital mondial des ex-pays « socialistes » ; de ce point de vue l'écrasement de toute résistance ouvrière autonome pouvant servir d'exemple pour tout le glacis oriental est aussi important (voir par exemple l'élimination par

La stratégie pétrolière propre des Etats-Unis

Une des bases de la politique mondiale américaine est le contrôle des ressources pétrolières mondiales, particulièrement celles, primordiales, du Moyen-Orient. Le pétrole à bas coût est vital pour les Etats-Unis, pas seulement du point de vue des trusts pétroliers, mais aussi d'une garantie de paix sociale dans une économie basée sur l'utilisation intensive de l'automobile et des transports aériens et de la suprématie militaire. La zone du Moyen-Orient est ainsi ceinturée d'un cordon d'Etats où la présence américaine se montre indispensable. Israël, la Turquie, la Grèce, l'Egypte, le Pakistan font partie de ce cordon ; la guerre d'Irak, les conflits avec l'Iran, l'Afghanistan sont les pôles « faibles » de cette politique. La dislocation du bloc soviétique a conduit les Etats-Unis à jeter les bases d'une sorte de

la force de la résistance toute récente des mineurs roumains). Elles peuvent aussi procéder de l'action plus directe des trusts mondiaux pour une revalorisation du prix des matières premières, mais là nous retompons dans les pratiques des contre-tendances visant à enrayer la baisse du taux de profit. (22).

deuxième ligne de protection, d'autant que certains des Etats caucasiens et le Kazakhstan étaient aussi des Etats pétroliers : d'où une implantation précoce des Etats-Unis en Bulgarie et en Albanie (23).

Les guerres dans l'ex-Yougoslavie visent à élargir cette zone de protection ; en même temps la dernière, celle du Kosovo, tend à éliminer ce qui reste d'influence russe dans cette région (24) et à bloquer la tendance à la création d'une Europe unifiée autonome.

Derrière l'apparente unité des Alliés sous la bannière de l'OTAN se profilent des non-dits de conflits entre une puissance qui peut encore imposer sa présence, les Etats-Unis, et une autre qui ne peut s'affirmer que par la bande à propos de questions en apparence secondaires mais qui, tout comme la guerre économique qui s'affirme

de la Mer Caspienne concerne le contrôle de l'énergie aux Etats-Unis. Il ressort aussi de la protection des routes stratégiques contre ceux qui ne partagent pas nos valeurs. Nous avons suivi une politique d'investissements substantiels dans la région de la Mer Caspienne et il est très important pour nous que le tracé des pipelines et la politique aillent de concert. » Quant on suit le tracé éventuel de ces pipelines autour des énormes ressources pétrolières du centre Asie, vers le sud, l'ouest ou l'est on retrouve le champ des affrontements guerriers des vingt dernières années depuis l'Afghanistan, la Tchétchénie, le Caucase, le Xinjiang (Ouest de la Chine), et les Balkans.

(24) La marine militaire russe avait encore récemment l'utilisation privilégiée de certains ports du Monténégro.

(22) Depuis le début de la guerre du Kosovo, le prix du baril de pétrole, qui s'était effondré antérieurement, a doublé, alors que le prix des composants de matériel de guerre atteignait des sommets. Par exemple celui du cobalt, qui entre dans la composition des alliages servant à fabriquer les ailes des avions militaires.

(23) Voir un article de Ghassou Salamé, dans *Le Monde* du 2 février 1999 : « Les Américains ont une politique parfaitement rationnelle en Irak... Ils ont en permanence 25 000 hommes dans le Golfe... Cette politique se donne également pour objectif de peser à terme sur les consommateurs de pétrole en Europe et en Asie. » Ce qu'on peut illustrer par cette déclaration de Bill Richardson, secrétaire d'Etat américain à l'énergie, en novembre 1998 : « Le sort de la région

sur des points spécifiques, sont révélatrices des tendances vers un conflit majeur. Il est difficile de dire ce que contient la nouvelle formulation du rôle de l'OTAN dans la « protection » de l'intégrité des Etats européens ; mais cette formulation pourrait autoriser l'intervention armée dans des Etats dont l'insertion dans un monde capitaliste serait contestée par un mouvement révolutionnaire : l'ennemi du système devient ainsi bien défini, c'est la classe des tra-

vailleurs qui seule, par sa lutte, peut mettre en danger des structures étatiques et qui mériterait alors une intervention préventive d'une contagion à toute la sphère capitaliste mondiale.

Ce qui oblige les « généraux » élaborant des stratégies révolutionnaires dans la conception classique de l'assaut contre l'Etat lors du Grand Jour à considérer la réalité de la lutte de classe révolutionnaire d'un autre œil.

Le seul internationalisme, c'est la lutte de classe partout où elle peut être menée

Ceci nous ramène par une voie apparemment détournée à la question essentielle que nous posons au début de cet article à propos de tous ceux que la guerre révolte mais qui ne veulent pas s'inféoder à un camp ou à un autre, ou hésitent à s'associer à une action quelconque par crainte de se trouver indirectement aux côtés des partisans d'un des camps qui ne manqueraient pas d'exploiter dans leur propre intérêt l'hétérogénéité des résistances à la guerre. Ce ne sont pas les options politiques passées ou présentes qui doivent guider une action de classe, pas plus que les raisons humanitaires : la solidarité avec la misère du monde, pour noble, souhaitable et utile qu'elle puisse paraître, outre qu'elle est aussi intégrée dans les manipulations de la pensée unique, ne fait qu'entériner les conséquences de la guerre. Il ne faut ni se tromper d'ennemi, ni se tromper de solidarité. La guerre coûte cher, même menée à cette dimension, et ce sont les travailleurs qui paieront la facture, soit par l'augmentation des impôts, soit par l'inflation, soit par des blocages de salaires et des indemnités de toutes sortes, soit par le report de promesses engageant les dépenses publiques : on peut faire confiance aux di-

rigeants pour parvenir à faire supporter ainsi le coût de la guerre pas par des mesures brutales (ils savent qu'une majorité y sont hostiles, en témoigne l'appel à l'humanitaire sous toutes ses formes notamment avec cette solidarité avec les réfugiés qui amène, sous couvert de l'émotion, à financer volontairement les conséquences d'une guerre capitaliste, ce que chacun refuserait si cela se faisait sous forme d'une imposition supplémentaire par exemple), mais par des voies détournées. (25)

Il faut profiter de la situation, alors que les dirigeants s'emmêlent les pinceaux et requièrent un soutien. Pas seulement refuser de se laisser émouvoir par les appels pleurnichards à la solidarité orientée organisée (qui n'est qu'une des astuces pour faire accepter un impôt volontaire), mais surtout se dé-

(25) Sous cet angle « humanitaire », on peut voir la campagne exemplaire médiatique qui fit affluer des dons en nature et en espèces : une sorte d'impôt volontaire, bien dans la ligne de toutes les campagnes du même genre, destinées à soulager l'Etat de sa prise en charge d'une part des dépenses publiques, et de « soulager » les bourses individuelles d'un peu de leur part de plus-value, par d'autres canaux indolores que les impôts officiels directs ou indirects.

» Voyons les choses d'une manière un peu historique. Suite à la guerre de 1914 qui entraîna des troubles révolutionnaires en 1918-19 dans une partie de l'Europe, et à la crise économique catastrophique de 1929, la bourgeoisie mondiale comprit une chose : il lui fallait éviter un choc frontal avec le prolétariat qui l'aurait entraînée dans une guerre sociale risquant à la fin de déboucher sur une remise en cause globale de son mode de production. En conséquence, il devenait nécessaire de mettre en place un système de domination et d'exploitation qui aurait pour effet de rendre la situation du prolétariat plus supportable comparée à celle passée, et qui permettrait une acceptation beaucoup plus grande de sa part du système capitaliste. Si la lutte de classe, en tout cas sa menace, a pu influencer le cours du capitalisme, c'est bien à ce moment-là : il fallait la refouler et la « transformer », de telle manière qu'elle devienne inoffensive. Autrement dit, comme l'a écrit Paul Mattick, désormais « le système capitaliste se trouve contraint d'améliorer de jour en jour la condition des classes laborieuses, faute de quoi une opposition efficace ne manquerait pas de surgir » (voir *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, éd. EDI, p. 149). Je ne vais pas me lancer dans l'explication économique d'une telle évolution du capitalisme. Pour cela, je renvoie aux analyses de ce même Paul Mattick qui s'employa à décrypter ce que signifiait le « néo-capitalisme » de type keynésien. Disons simplement que sa viabilité tenait au fait qu'il n'affectait pas trop le taux de profit, l'augmentation des salaires et des niveaux de vie étant compensée par les « gains de productivité », tandis qu'un tel système avait pour avantage, en élevant la capacité de consommation des masses (la fameuse « société de consommation »), de stimuler le marché.

» Dans ces conditions, avec un prolétariat ayant de bons vêtements, une télé, une voiture, un frigo bien rempli, et tout le reste, que pouvait-il advenir de la lutte de classe ? De fait, elle s'est « transformée », comme tu dis. Mais il faudrait préciser. Un sociologue bourgeois, Raymond Aron, (qu'on me pardonne cette référence, mais il est parfois bon de lire de tels analystes qui ne disent pas que des conneries, la vérité sortant parfois de la bouche de l'adversaire de classe) a très bien défini le sens de sa transformation : elle correspondait désormais à une « satisfaction querelleuse ». En disant cela, il voulait signifier que tout en acceptant le système capitaliste, il y avait en même temps parmi les masses, un désir d'obtenir de lui « toujours plus » en faisant pression, d'où « l'intensification des revendications » et, parallèlement, « l'affaiblissement des mouvements révolutionnaires et de la propension à la violence » (voir *La Lutte de classes*, « Idées » Gallimard, p. 226). Certes, la société capitaliste toute modernisée qu'elle soit, étant donné qu'elle reste une société de classe, ne pouvait espérer en finir avec toute conflictualité, mais il y a conflits et conflits. Jetons un coup d'œil sur les nouveaux.

» Effectivement, désormais plus guère de propension à la violence, plus de haines de classe, mais des grèves se passant dans le calme, des conflits beaucoup plus « civilisés », des manifestations bien ordonnées, histoire de marquer le coup avant que les syndicats ne se précipitent à la table des négociations. Certes, quelques « grèves sauvages » ici et là, quelques « mouvements de mauvaise humeur » venant de la « base » vis à vis des leaders syndicaux, en un mot quelques « bavures », mais dans l'ensemble rien de grave, tout rentrant rapidement dans l'ordre. Parfois même des « luttes plus larges », comme

l'on considère les mouvements "plus larges" qui ont eu lieu, disons depuis 1945, on serait bien en peine de trouver un seul exemple qui va dans le sens que tu dis, si l'on excepte les bavardages de type situationniste en mai 68 et un peu après à propos du "communisme" qui serait "la fin du travail" grâce à "l'automation généralisée et autres perspectives d'avenir radieux". Je vais donc te donner mon point de vue sur la lutte de classe, ce qui permettra de mesurer ce qui nous sépare.

» "Dans quel sens considères-tu qu'une lutte est révolutionnaire ?" me demandes-tu, faisant semblant de ne pas savoir ce que c'est. En fait, là où tu veux m'amener, c'est à me faire dire qu'il n'y a de lutte de classe que lorsque la révolution est à l'ordre du jour. Evidemment, si je pensais cela, je serais totalement irréaliste. Comme si une révolution pouvait éclater brusquement, tel un orage dans un ciel serein, sans qu'elle soit précédée de toute une série d'affrontements partiels, d'escarmouches, c'est-à-dire d'une lutte de classe qui révèle que l'opposition capital-travail prend de l'ampleur, sans que pour autant on puisse déjà dire qu'elle va aller jusqu'au choc frontal et décisif de la révolution. Mais allons plus loin. Si je pensais également qu'il n'y a de lutte de classe que lorsqu'elle est animée par une perspective révolutionnaire, je serais, là aussi, à côté de la plaque. C'est cette idée que très explicitement tu me prêtes : "Tu as décidé qu'une lutte qui n'aurait pas de "perspective révolutionnaire" ne vaut pas la peine d'être prise en considération." Aussi, je précise. Bien sûr qu'il existe une lutte de classe "ordinaire", qui a simplement pour objectif de résister à l'exploitation, aux empiètements quotidiens du capital sur le travail. Mais comment se présente une telle lutte de classe ? Ce qui permet de la nommer

ainsi, c'est que, bien qu'elle ne soit animée par aucun projet révolutionnaire, elle n'en exprime pas moins le fait qu'il continue d'exister une franche hostilité entre la classe bourgeoise et la classe prolétarienne, cette opposition se traduisant par des grèves dures, des conflits qui prennent l'allure, pas toujours mais bien souvent, d'affrontements violents avec le patronat, la police, qui parfois donnent lieu à des émeutes, des fusillades, l'armée tirant sur les grévistes — comme à Villeneuve-Saint-Georges, Draveil, avant 1914 —. Tout cela révèle qu'un climat de guerre sociale demeure, prêt à se manifester d'un moment à l'autre. Certes, la classe prolétarienne pose des revendications qui ne visent qu'à rendre dans l'immédiat un peu plus supportable son sort, mais avec une telle lutte de classe "ordinaire", c'est comme si le spectre de la révolution continuait à se profiler à travers chaque grève. Et c'est cette dramatisation, plus ou moins grande, qui permet de parler à bon escient de lutte de classe.

» Aussi, je te pose la question : est-ce cela qui se passe, je ne te dis pas aujourd'hui, mais depuis des décennies, dans les sociétés du capitalisme avancé ? Tu me signales que "la société capitaliste se transforme dans ses structures de domination et ses méthodes d'exploitation", et que, par conséquent, "les conditions de la lutte de classe se transforment également". De fait, la société capitaliste s'est transformée, mais dans quel sens ? Dans le sens que ses méthodes d'exploitation se sont renforcées au point de placer le prolétariat dans une situation de plus en plus intolérable, ce qui a eu pour effet de le pousser à la lutte de classe, si ce terme a encore un sens ? A moins de s'aveugler, force est de constater que ce n'est pas ce qui s'est passé.

fendre contre toute aggravation des conditions de travail, notamment sur les salaires, revendiquer, précisément parce qu'ils sont un peu plus vulnérables et peuvent avoir plus besoin d'un « effort ». La lutte de classe, ce n'est pas par des proclamations de solidarité avec les travailleurs de tel ou tel camp entre lesquels nous nous refusons de choisir (26), c'est ici même, sur notre propre lieu de travail. Pas seulement dans des gesticulations, des proclamations, des manifestations. Cette lutte, elle passe par tous les moyens adaptés à chaque situation (toutes formes de sabotage, d'insoumission, etc. (27)) individuelles ou collective, dirigée contre ceux qui nous exploitent et sur les conditions mêmes de notre exploitation, car c'est là que le capital attend notre soumission qui lui permet d'accomplir ses desseins. Il n'est même pas question de la lier au conflit en cours, parce que les grands appels idéologiques ne sont pas ou plus de mise, mais tout simplement de refuser l'aggravation des conditions de travail et d'existence qui seront

(26) Voir en annexe (p. 24) les différentes prises de positions parfois bien embarrassées ou alambiquées pour relier l'impossible à des positions théoriques ou à des engagements antérieurs sur des questions similaires, mais, cette fois, pour s'en différencier. Voir par exemple les soutiens à certaines revendications nationales diverses qui se trouvent au pied du mur du Kosovo.

(27) Il est difficile de savoir quelle fut la dimension réelle de l'insoumission et des mutineries dans l'armée serbe ainsi que des manifestations anti-guerre dans des zones de Serbie proches du Kosovo. Entre les silences du pouvoir serbe et l'exploitation médiatique de ces faits réels par les alliés de l'OTAN, nous n'avons aucun moyen de contrôler ce qu'il en fut réellement. Il est possible que l'accélération du processus de paix ait été due à ces réactions « intolérables » tant pour les Serbes que pour les alliés (la même crainte d'une contagion dans les Balkans — en Roumanie, lors de la grève des mineurs, certains éléments des forces de l'ordre avaient levé la crosse en l'air). Il est certain qu'aucune armée du monde ne peut admettre qu'un militaire se comporte ainsi — fût-

inévitablement les conséquences de l'engagement dans la guerre (28).

Notre ennemi est ici, chez ceux qui commandent notre vie. Les petites choses du quotidien sont celles qui seront d'abord mises en cause : c'est là que nous devons résister et attaquer partout où nous le pouvons. Il n'est pas de petits moyens, tout commence à notre échelle individuelle et se transforme par une simple accumulation de faits individuels ou/et par une prise de conscience collective en une contestation plus globale. Nous pourrions conclure par cette phrase de Paul Mattick : « Arrivé à l'apogée de sa puissance, le capitalisme est aussi arrivé au plus haut point de sa vulnérabilité ; il ne débouche nulle part ailleurs que sur la mort. Si faibles que soient les chances de révolte, c'est moins que jamais le moment de renoncer au combat. » Tous les moyens sont bons et c'est à chacun de nous de définir à son niveau les formes et les modalités de ce combat.

H. S.

juin 1999

il l'adversaire. Un général serbe a pu déclarer : « On va garder les balles des fusils pour les salopards de déserteurs. » Qu'il se rassure, les alliés de l'OTAN lui fourniront ce qu'il faut pour fusiller « ses » déserteurs (voir ce qui s'est passé avec les déserteurs allemands à la fin de la seconde guerre mondiale) et aucune organisation humanitaire ne les accusera de « crimes contre l'humanité ». Certains pays comme la Grande-Bretagne et la France ont déjà déclaré officiellement qu'ils n'accepteraient pas comme réfugiés les déserteurs de l'armée serbe. Comme dans toutes les guerres, les déserteurs de tous les camps doivent faire bien attention et ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur une solidarité hélas bien limitée.

(28) Le ralentissement de la croissance dont nous avons parlé risque de se prolonger, avec des conséquences immédiates (prélèvements fiscaux divers, inflation, reports ou annulation de crédits, etc.) ou à plus long terme par le canal du crédit, un ralentissement des investissements et/ou une ponction supplémentaire sur la plus-value, ce qui de toute façon se traduira par une intensification de l'exploitation (voir par exemple les 35 heures).

FACE À LA GUERRE : LEURS POSITIONS

Le courant anarchiste et libertaire

◆ **FÉDÉRATION ANARCHISTE** : l'hebdomadaire *Le Monde libertaire* a pris plusieurs fois position « Contre la guerre ». On peut relever l'éditorial du n° du 3 juin, titré « Déserteurs de tous les pays, unissons-nous » :

« C'est un fait, ce qui se passe au Kosovo et en Serbie est intolérable. Difficile, en effet, d'accepter qu'un national-communiste fou épaulé par quelques bandes de soudards en mal de croisades d'une autre époque déporte, assassine, brûle, viole... des populations entières.

» Difficile, également, d'accepter qu'une autre population, prise en otage par ce même national-communiste fou et ses sbires, se fasse bombarder hardi tiens bon au motif que ce dictateur lui a mis la patte dessus.

» Tellement difficile qu'on nous somme de tous côtés de prendre parti ou de soutenir un nationalisme (le serbe ou le grand albanais) contre l'autre. Une religion (l'orthodoxe ou l'islamiste) contre l'autre. Un Etat existant (le yougoslave) contre un

autre à venir (le kosovar), ou l'inverse. Une démocratie nationale-communiste mauvaise élève d'un capitalisme émergeant contre une démocratie bourgeoise à la pointe de la sauvagerie libérale, ou l'inverse. [...] Ben tiens !

» [...] Contre la guerre, contre toutes les guerres, [...] il n'y aura jamais d'autres solutions que celles de la révolution sociale et de la guerre sans merci aux patrons, aux curés, aux Etats, aux pouvoirs et à l'exploitation et à l'oppression de l'être humain par l'être humain.

» En attendant [...] il faut avoir le courage de l'humilité. Celui de regarder en face la réalité de notre impuissance à peser sur les événements du monde. Celui également d'un refus de tous les instants de céder à la tentation de chevaucher le premier cheval borgne de l'urgence qui passe en jetant aux orties nos espoirs de liberté, d'égalité et de fraternité. celui, enfin, de promouvoir et de soutenir de toutes nos forces l'insoumission et la désertion devant tous les intolérables.

» Actuellement des réservistes serbes et monténé-

grins s'insoumettent, refusent de partir ou de retourner à la guerre et gardent leurs armes. Des déserteurs serbes rentrent chez eux avec leurs armes. Des familles de ces insoumis et déserteurs manifestent et lapident les autorités. Des réfugiés kosovars fuient l'enrôlement de force par l'UCK. Des militaires américains, français, italiens... s'interrogent sur le bien-fondé de leur action...

» Nous nous devons d'aider tous ces gens. De nous battre pour que les frontières leur soient ouvertes et pour qu'ils bénéficient du statut de réfugiés politiques. Les maîtres du monde, qui savent que l'insoumission et la désertion sont à même de faire exploser en vol l'obéissance aveugle qui est le ciment de toutes les armées et de constituer le prélude à l'insurrection du peuple, ne nous feront pas de cadeaux.

» A chacun, donc, de choisir son camp ! »

◆ **ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE (OCL)** : l'éditorial du n° de mai de *Courant alternatif*, organe de l'OCL, indique : « Le présent édito ne reflète que la pensée des militants

cordant un rôle plus central à l'autonomie et à la spontanéité ». Je te ferai remarquer que ses *Cinq thèses...*, dans lesquelles il évoque le rôle du parti, ont été écrites par lui en 1947, c'est-à-dire à une époque où il avait déjà pas mal évolué et qui correspondait à la fin de sa vie. Quant à son texte de 1952, que tu cites et que tu présentes « comme la dernière formulation de sa pensée », il ne me paraît pas très explicite concernant « le rejet plus marqué de la forme parti ». Quoi qu'il en soit, il faudrait que tu définisses ce qu'il faut entendre exactement par « accorder un rôle plus central à l'autonomie et à la spontanéité ». Cela signifie-t-il qu'une telle

autonomie et une telle spontanéité seront tellement grandes qu'elles en arriveront à rendre inutile le rôle du parti et finalement son existence ? Tu ne précises pas. Mais si tu penses cela, alors je considère que ta position participe de l'idéologie spontanéiste, je dis « idéologie », car évidemment le spontanéisme c'est tout autre chose que l'élément spontané révolutionnaire qu'on peut rencontrer dans la classe, ce n'est encore qu'une « idée », pas une praxis réelle. Enfin, tu me dis que Serge Bricianer spécifiait que pour Pannekoek, le « parti » (mis entre guillemets par Bricianer) était « expressément conçu comme un ensemble articulé de « groupes de travail » ».

C'est possible, et je ne discuterai pas cette interprétation de Bricianer. Pour ma part, je me garde de dire à l'avance la forme du parti, celle-ci ne pouvant être définie précisément que lorsque le problème de sa constitution se posera réellement dans les faits.

*

» J'en viens maintenant à la lutte de classe dont nous n'avons manifestement pas la même perception, et cela, précises-tu, « nous divise profondément ». Selon toi, une telle lutte est une donnée permanente, car elle « commence dès que l'on subit l'exploitation du travail ». Et, ajoutes-tu, « c'est de ces affrontements quotidiens que naissent des luttes plus larges, plus importantes et qu'éventuellement, dans cet élargissement, on voit se développer une conscience d'autres méthodes de luttes, des perspectives d'une société communiste ». Au fait, pourquoi « éventuellement » ? Tu sembles n'en être pas très sûr. Et de fait, si



Gravure de Frans Masereel (tirée de *L'Idée*)

forces à obscurcir, abrutir l'esprit des masses (en 1999 beaucoup plus qu'en 1848, car elle dispose de beaucoup plus de moyens ; pour s'en rendre compte, il suffit de voir l'industrie des divertissements qu'elle a mise au point, avec par exemple les spectacles télévisés des rencontres du football qui passionnent les foules et leur font tout oublier) de manière à ce qu'elles n'aient aucune perspective d'avenir. Ces considérations étant faites, on peut alors modifier ainsi la thèse de Lénine : sans théorie révolutionnaire non pas, pas de mouvement révolutionnaire, mais pas de mouvement révolutionnaire capable de viser juste et d'atteindre le but.

» C'est pourquoi, dans ma lettre, j'avais insisté sur l'importance de la théorie ; théorie qui n'est pas achevée, mais toujours incomplète, qu'il faut donc améliorer, rendre plus précise, ne serait-ce qu'en fonction de l'évolution du capitalisme (ainsi, pour prendre un exemple, il serait bon de réfléchir sur le travail et les besoins dans une société communiste, le capitalisme moderne tendant à rendre inessentiel ou artificiel le premier et à développer inconsiderablement les seconds). En conséquence, j'avais cité Pannekoek qui, dans ses *Cinq thèses sur la lutte de classe* soulignait fortement sa nécessité, le parti selon lui, ayant pour fonction de la reformuler si besoin est et de la diffuser afin "d'éclairer l'esprit des masses au moyen de la propagande". La seule chose que j'ajouterai, c'est qu'une telle diffusion n'est vraiment possible que lorsque les masses sont en ébullition plus ou moins révolutionnaire : il faut que les ouvriers luttent pour comprendre, sinon la théorie ne les intéresse pas, son processus d'assimilation n'étant pas séparable de l'action qu'ils entreprennent, de l'activité subversive qu'ils mènent — la

tâche du parti ne saurait donc s'identifier à un "éducationnisme" visant à "conscientiser" la classe, alors que celle-ci est inerte, et comme s'escrimèrent à le faire, en pure perte, toutes sortes de groupes prétendument "révolutionnaires".

» Tu peux donc constater que si j'introduis, effectivement, la nécessité d'un parti, c'est, non pas — comme tu le penses, m'assimilant "à ce qu'écrivait Lénine" — parce qu'il n'y aurait aucune spontanéité révolutionnaire parmi le prolétariat, mais au contraire, parce que cette spontanéité existe — encore une fois dans des conditions données — et que le devoir impérieux du parti est de l'éclairer, de la rendre plus consciente, afin qu'elle se fasse efficace et atteigne le but. A mon avis, il faudrait en finir avec cette espèce de pensée réductrice qui consiste à dire : "léninisme !" aussitôt qu'on avance l'idée d'un parti. Lénine n'a pas inventé une telle idée, il en avait simplement une certaine idée, propre aux conditions russes de l'époque, mais désormais périmée ; sa fonction — et je suis d'accord là-dessus avec Pannekoek — est "d'élaborer la puissance spirituelle" du prolétariat, activité, précise-t-il, "indispensable à l'auto-émancipation de la classe ouvrière", comme il l'écrit dans ses *Cinq thèses sur la lutte de classe*. Car, évidemment, il ne sert à rien de répéter à l'infini que la classe ouvrière doit penser elle-même, décider elle-même, si elle n'en a pas les moyens ; c'est parler en l'air. Ces moyens sont l'expérience qu'elle tire de ses luttes et le savoir théorique que lui transmet le parti.

» A propos du parti, tu me signales que Pannekoek avait évolué "du communisme de conseil comprenant une certaine idée du parti révolutionnaire, puis au rejet plus marqué de la forme parti, impliquant d'ac-



qui assurent le suivi de la Commission journal de Toulouse, c'est-à-dire essentiellement l'OCL de Toulouse. Nous n'avons pas eu, pour notre part, de problèmes pour arrêter une position commune. Notre opposition de principe à toute guerre n'est pas remise en cause par la situation actuelle. » Pourtant, quelques lignes plus loin, on s'interroge : « La question de l'UCK ne peut être évacuée aussi rapidement que celle du soutien aux frappes. Entièrement composée de Kosovars, constitue-t-elle une force de libération nationale entrant dans le cadre de celles que

l'OCL soutient traditionnellement ? » et page 5 un texte dont il est spécifié qu'il n'engage que l'auteur se termine sur ces mots : « Nous n'avons d'autres alternatives aujourd'hui que d'exiger une intervention terrestre subordonnée à l'armement de l'UCK, à la reconnaissance de sa résistance et enfin, au droit à l'indépendance de ce peuple. Tout le reste ce ne sont que des mots pour nous dédouaner de notre apathie complice. » Dans le numéro suivant, l'OCL se démarque nettement de ce texte.

◆ CNT-AIT

Combat syndicaliste, n° 201, juin 1999 : « Nous ne nous

contentons pas de l'incantation, ni de signer au bas d'un tract ou d'un appel !

» Concrètement, nous mettons en place un convoi syndical de matériel scolaire, afin de renouer les liens avec les syndicalistes et les ouvriers des Balkans. »

Ensuite l'article met l'accent sur la solidarité syndicale.

◆ Une lettre aux amis albanais venant de 22 organisations de Serbie est publiée, la même lettre est aussi publiée par le syndicat **FORCE OUVRIÈRE** dans *FO-Hebdo* (n° 2436).

◆ Le Syndicat intercorporatif (CNT) de Besançon publie une très intéressante brochure, sous le titre *Derrière les discours humanitaires, une sale guerre entre classes dirigeantes*. Les mots d'ordre en fin de brochure sont les suivants : « Guerre à la guerre ! Arrêt immédiat des bombardements — Solidarité avec tous les peuples victimes de cette guerre, soutien aux déserteurs, pacifistes et antimilitaristes des Balkans — Ouverture des frontières ! Droit d'asile pour les réfugiés de cette sale guerre ! — Lutte intransigeante contre le militarisme, le nationalisme, contre le capitalisme responsable de ces barbaries ! »

QUI EST L'UCK ?

◆ Dans *Le Monde diplomatique* de mai 1999 : « Aux origines de l'Armée de libération du Kosovo ».

◆ REGROUPEMENT COMMUNISTE, n° 57, avril 1999 : « Mais qui est exactement l'UCK ? »

«...Il existe quatre UCK, qui n'ont jamais eu un commandement unifié. Mais toutes sont dominées par le nationalisme extrémiste. La société albanaise du Kosovo est restée très clanique : le chef du village a tout pouvoir. Et les rivalités sont très fortes.

A présent, ils se tuent aussi entre eux. »

Ceci expliquerait-il le récent assassinat, à Tirana, d'Ahmet Krasnici ? « Absolument : il était le chef des FARK (Forces armées de la République du Kosovo), un nouveau groupe émanant de la tendance Rugova (président autoproclamé du Kosovo), il avait commencé à attirer des chefs locaux, aussi l'UCK l'a liquidé. » « A Pristina même, paraît le journal de tendance UCK (l'Armée de libération du Kosovo), le *KoXa Ditore* (financé par le milliardaire américain George Soros), qui ne cesse de réclamer des bombardements » (Témoignage recueilli à Pristina le 5 octobre 1998). Le journal *Regroupement communiste* indique que l'UCK est armée par la RFA.

◆ COURANT ALTERNATIF, mai 1999 : « Créée par l'Albanie prochinoise d'Enver Hodja, forgée dans les années de haines, est-elle susceptible de porter l'espoir ? » (p. 4).

◆ LA FORGE, n° 385, avril 1999 : cette organisation (pro-albanaise stalinienne) reproduit sur une page entière des extraits d'un rapport sur l'UCK paru dans *Jane's Intelligence Review*, d'avril 1999. Et des extraits de *Clirimi* (« Libération »), organe du Mouvement national pour la libération du Kosovo, du 25 mars 1979.



Le courant se réclamant du conseillisme et gauche germano-hollandaise).

◆ CCI : COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL. *REVUE INTERNATIONALE* 2^e trimestre 1999.

« Le véritable responsable de la guerre actuelle n'est pas à chercher à Belgrade, ou même à Washington, c'est le capitalisme comme un tout qui est responsable de la guerre ; et la barbarie guerrière (...) ne connaîtra de terme qu'avec le renversement de ce système par la classe ouvrière mondiale. Sinon, le capitalisme agonisant risque d'entraîner dans sa mort l'ensemble de la société.

» Face à la guerre impérialiste et à toutes ses atrocités, les communistes ont un devoir de solidarité. Mais cette solidarité ne va pas à telle ou telle nation ou ethnie, dans lesquelles on retrouve pêle-mêle, exploités et exploités, victimes et bourreaux, que ces derniers aient le visage de Milosevic ou de la clique nationaliste de l'UCK qui déjà enrôle de force les hommes valides dans les colonnes de réfugiés. La solidarité des communistes est une solidarité de classe qui va aux ouvriers et aux exploi-

révolutionnaire. Je vais d'abord préciser mon point de vue sur la spontanéité.

» Lénine, dans son *Que faire ?* considérait que les luttes spontanées du prolétariat ne pouvaient dépasser le niveau "trade-unioniste" ou, si l'on préfère, syndicaliste, c'est-à-dire la lutte pour les salaires et de meilleures conditions de travail. Autrement dit, il assimilait le mouvement spontané à un simple mouvement pour des réformes. D'où sa thèse : "sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire." Je n'adhère pas à cette thèse telle qu'elle est énoncée.

» Voyons d'abord cette thèse de Lénine sous l'angle théorique. En fait, si le prolétariat ne peut dans son mouvement spontané aller au-delà du "trade-unionisme", cela équivaut à nier le rôle historico-révolutionnaire que Marx lui avait attribué. Or, un tel rôle, Marx ne l'avait pas imaginé et inventé de toute pièce dans sa tête pensante. C'est parce qu'il avait vu dans la réalité sociale une classe, le prolétariat, qui par son opposition, sa lutte, tendait à remettre en cause l'état de choses existant, se faisait le négatif à l'œuvre au sein de la société bourgeoise. Pour être plus exacte, la thèse de Lénine devrait donc être renversée : sans mouvement révolutionnaire, pas de théorie révolutionnaire ; autrement dit, sans prolétariat subversif agissant aux alentours des années 1840, pas de Marx écrivant le Manifeste du parti communiste, pas de théorie marxiste de la lutte de classe prolétarienne.

» A la décharge de Lénine, il faut cependant considérer ce fait : quand il parle dans son *Que faire ?* de "Trade-unionisme", il fait allusion au prolétariat anglais de son époque (1902) qui, lui, effectivement, ne dépassait pas un tel niveau. On avait donc affaire là à un prolétariat bien différent

de celui, révolutionnaire, que Marx avait pu observer dans les années 1840. Des changements économiques et sociaux, du moins en Angleterre, étaient intervenus, qui avaient eu pour effet de faire apparaître le prolétariat comme n'étant plus en franche opposition à la société capitaliste, son mouvement ne tendant plus que vers des réformes. Le tort de Lénine, c'est de s'appuyer sur cet exemple anglais pour l'appliquer à la situation russe qui était, elle, bien différente, ce que l'histoire allait rapidement montrer avec les événements révolutionnaires de 1905, apportant un démenti à sa vision de la spontanéité des masses. Mais allons plus loin.

» Les masses prolétaires, dans des conditions données, sont spontanément révolutionnaires, mais cela ne signifie pas qu'elles sont du même coup clairement conscientes de leur "mission", comme disait Marx. Ainsi, en juin 1848, elles se soulèvent spontanément et se battent sur les barricades, mais leur vision du socialisme, c'est la "république démocratique et sociale", c'est-à-dire une version un peu améliorée de la démocratie bourgeoise républicaine qui, en février, avait pris le pouvoir. Les ouvriers n'ont pas la théorie de leur pratique. On touche là la limite de la spontanéité. La lutte, si intense soit-elle, si elle n'est éclairée, guidée par la théorie, n'est pas à même de déboucher sur le socialisme. Certes, en 1848, les conditions objectives de celui-ci étaient loin d'être réunies. Mais malgré mon "objectivisme" ou mon "hyper-déterminisme" que certains me prêtent, je n'ai jamais pensé que les travailleurs, à la faveur d'une crise finale du capitalisme, se dirigeraient automatiquement et spontanément dans la direction du communisme. Jamais la société capitaliste ne nous fera un tel cadeau. Au contraire, elle s'emploie de toutes ses

17 pages en 1990 — et un “stalinien” pour les anars, pour moi donc, les idées ne sont pas ce qui va irrémédiablement décider d’une rupture ou d’une alliance. Car seul compte, pour moi encore, le but — en l’occurrence la fin de toute forme de production autre que vitale ou “jouissive”, par exemple faire de la musique ou de la marche — et que les moyens dont l’on se dote soient d’ores et déjà des justifications de la fin que l’on se propose. Ainsi, le parti est un instrument totalitaire et il porte donc en lui la société totalitaire à l’avènement de laquelle il œuvre, même s’il prétend le contraire, et une polémique du type de celle relatée dans *Echanges* porte déjà en elle — très clairement du côté de ceux qui manient l’insulte et travestissent les positions — le pouvoir du discours abrutissant, parce que perclus d’insultes et de mensonges... »

* * *

Malgré tout, puisque le vin est tiré, il faut le boire. Cl. B. (à ne pas confondre avec le camarade hollandais C. Br., auteur de la critique « Et si les insurrections ne mouraient pas ? » de la page 54 du n° 89) nous a fait parvenir le texte ci-après pour bien marquer ses divergences avec les positions de R. C.

* * *

Paris, le 12 avril 1999

« PRÉCISIONS

» Je réponds à ta lettre datée du 2 mai 1998, publiée dans *Echanges* n° 89 (hiver 1998-99) sous le titre “Positions et divergences”. J’apporte certaines précisions concernant la spontanéité et la lutte de classe. Il s’agit là

d’une façon de poursuivre le débat et j’espère qu’on comprendra que je le fais dans l’esprit d’une véritable discussion où les points de vue, tout en divergeant, ne donnent pas lieu à des invectives et à des dénigrements systématiques comme, à juste raison, tu le réclames.

*

» Parce que j’estime qu’Echanges sur-estime les luttes actuelles, tu m’écris : “Je te laisse l’assimilation que tu fais tout au long de ta lettre, de l’intérêt qu’Echanges apporte aux luttes et à l’analyse qui en est faite, à du syndicalisme “baptisé lutte de classe”. Ton attitude sur ce point fait inévitablement penser à ce qu’écrivait Lénine sur la spontanéité pour introduire la nécessité du parti



Gravure de Frans Masereel (tirée de *L'Idée*)

tés serbes et albanais, aux ouvriers en uniforme de tous les pays qui se font tuer ou qu’on transforme en assassins au nom de la “Patrie” ou de la “Démocratie”. Cette solidarité de classe, c’est en premier lieu aux bataillons les plus importants du prolétariat mondial de la manifester, les ouvriers d’Europe et d’Amérique du Nord, non pas en marchant derrière les banderoles du pacifisme mais en développant leurs luttes contre le capitalisme, contre ceux qui les exploitent dans leur pays. »

Le courant trotskyste

◆ **LUTTE OUVRIÈRE** : « A bas la guerre des puissances impérialistes contre les peuples des Balkans ! » titre *L.O.* n° 1608, qui mobilise les militants de ce parti pour que la France accueille 100 000 réfugiés.

◆ Nous avons reçu un compte-rendu d’une brochure de la « fraction L’Étincelle, fraction oppositionnelle de Lutte ouvrière » (*sic*). Selon ce compte rendu, cette brochure de 52 pages (que nous n’avons pas vue) porte sur sa couverture : « On ne libère pas les peuples en les bombardant ! Autodétermination de tous les peuples des balkans ! Droit à l’indé-

pendance du Kosovo ! Non à la sale guerre de l’OTAN contre les peuples de Yougoslavie » et précise : « Notre solidarité avec le peuple kosovar ne signifie pas un soutien politique à ses dirigeants, ni à Ibrahim Rugova le leader modéré, ni à l’UCK, l’armée de libération du Kosovo. Ni l’un ni l’autre n’ont cherché à s’adresser aux minorités nationales du Kosovo, car dans cette région il n’y a pas que des Serbes et des Kosovars même si ce sont les plus nombreux. Il y a aussi des Tsiganes, des Turcs, des Juifs et des Croates. Les dirigeants kosovars sont des nationalistes (...) et rien ne prouve que vivre au Kosovo avec de tels dirigeants soit une garantie de plus de démocratie pour ne pas dire de moins d’exploitation et d’oppression. »

◆ **ROUGE (LCR)** :

la Ligue communiste révolutionnaire milite pour « donner aux Kosovars les armes nécessaires pour se défendre » (tract LCR distribué le 1^{er} mai).

◆ **INFORMATION OUVRIÈRE (PCI Lambertiste)** : Dans un tract du 5 juin : « l’occupation ; la servitude pour tous ; la négation du droit de tous les peuples à disposer d’eux-mêmes,

Serbes et Albanais du Kosovo ; la poursuite de la guerre pour les privations-destructions, une guerre contre le travail, contre la jeunesse, contre toute la civilisation. »

◆ **CARRÉ ROUGE** : « Les frappes font partie d’une politique qui veut instaurer, pas après pas, un ordre politique et militaire mondial fondé sur les exigences d’un capitalisme dominé par les fonds de pension et de placement financier. »

» Les bombardements de la Serbie par l’OTAN s’inscrivent dans le cadre d’une politique fondée sur l’intégrité des frontières et la récusation du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, à commencer par celui des Kosovars, dont la revendication d’indépendance est totalement justifiée. » (Tract, 1^{er} mai 1999.)

Carré rouge, mai 1999, n° 11. un article « Du droit de la nation kosovare à disposer d’elle-même » avec un sous-titre « construire le “troisième camp” des travailleurs et des opprimés », dont nous donnons un extrait : « ...le “troisième camp” qui aujourd’hui n’existe pas, le camp opposé aussi résolument aux puissances impérialistes qu’à la dictature génocidaire de Milosevic. Pour cela, la plus

grande clarté est nécessaire. Il est inadmissible de manifester "contre la guerre" dans un front commun avec les partisans de la purification ethnique et autres nostalgiques du titisme. »

Le courant marxiste-léniniste (maoïste)

◆ LA FORGE (PCOF).

Après avoir écrit que s'il s'agissait d'une guerre de libération nationale, d'une lutte d'un peuple pour se libérer de la tutelle du colonialisme... comme par exemple celle du peuple palestinien, le PCOF serait au côté des Kosovars, un tract diffusé le 1^{er} mai ajoute : « Mais cette guerre n'a rien à voir avec cela, même si ses instigateurs essaient de la justifier par la défense des droits nationaux des Kosovars. Cette guerre s'inscrit dans la lutte d'ensemble que se livrent, sur fond de crise exacerbée, les puissances impérialistes pour dominer les marchés, pour se tailler des sphères d'influence exclusives. Ce sont les mêmes ressorts qui sous-tendent les autres guerres qui se mènent partout dans un monde soumis aux lois du capital. Ce qui change, ce sont les formes que peuvent prendre ces guerres et les justifications

prises en avant : ici, ce sera la "défense des droits de l'homme" ou "le devoir d'ingérence humanitaire", ailleurs, ce seront des "différences ethniques", des "guerres de religion". »

◆ Dans le n° 385 d'avril 1999 de *La Forge*, un article sur les enjeux économiques de cette guerre.

◆ REGROUPEMENT COMMUNISTE

Regroupement communiste titre dans son n° 57 : « Les Etats-Unis atteignent leur objectif : une guerre en Europe. »

« Non à l'Europe atlantique de surexploitation et de guerre ! » et « "Verts kaki" et "Verts-de-gris" », article contre les Verts dont nous donnons un extrait :

« Les médias ont d'emblée accordé à Cohn-Bendit, tête de liste [des Verts], un statut de vedette, censée symboliser le rapprochement franco-allemand. Le rappel de son bref passé anticapitaliste permet de mieux mettre en relief son ralliement au "libéralisme" et son image "moderne". Dans l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie, il joue les poussa-crime et appelle à l'engagement terrestre. »

DIVERS

◆ L'OUVRIER (BP 64-

94202 Ivry-sur-Seine); extrait d'un tract du 1^{er} mai 1999 : « Les bombardements visent finalement bien plus à détruire l'économie tout entière de la Yougoslavie, que sa seule armée, comme on nous le disait. L'usine de chauffage central de Belgrade, l'usine de fabrication automobile Zastava où travaillaient 10 000 ouvriers, d'autres usines de chimie, des zones industrielles, sans parler des ponts des chemins de fer. Comme elle a du mal à viser les objectifs militaires, l'OTAN a décidé, selon l'un de ses stratèges, de ramener l'économie "à son état supposé du temps du Moyen Age". Mais qui va en souffrir ? Et qui devra payer, plus tard, les reconstructions ? Encore une fois, la population. Et qui a à y gagner ? Les entreprises des pays riches, et la France en a un certain nombre déjà installées dans la région. Voici des noms pour qu'on comprenne bien que la guerre est une bonne affaire pour certains. En Albanie : Les Ciments français, les ciments Lafarge, Scétauroute. En Slovénie : Renault, la Seita. En Croatie : Bouygues, la BNP, la Sté Générale, le Club Méditerranée. En Serbie : Alcatel, Alstom, Bull, Moulinex, Schneider, Société Générale. »

THÉORIE

CORRESPONDANCE (SUITE) UN DÉBAT QUI CONTINUE — ET CONTINUERA

Dans Echanges n° 89, sous le titre « Correspondance — positions et divergences » figure (de la page 20 à la page 52) un ensemble de lettres touchant les positions d'Echanges. Cette correspondance a suscité des réactions.

ALORS que certains anciens pensent que c'est du rabâchage, d'autres — plus jeunes — y trouvent quelque intérêt. « ... J'ai bien apprécié la publication de la correspondance : c'est très instructif », écrit l'un.

Un autre développe : « ... Sur le long échange de lettres du dernier numéro, je dois dire, tout d'abord, que je vous trouve courageux (?) ou admirables (!?) de répondre encore à des individus — que je ne connais certes pas — qui ne peuvent s'empêcher, au détour d'une phrase, de manier l'insulte. Pour ma part, c'est très précisément en 1993 que j'ai répondu pour la dernière fois à une lettre de ce type...

» Certes, vos arguments sont très proches, sinon identiques pour la plupart, à ceux que j'aurais moi-même employés si ces lettres m'avaient été adressées et si j'avais jugé utile d'y répondre.

» Sur le fond, je trouve ce genre de débats inutiles — ça c'est évident — et je

ne veux pas développer ici les raisons, juste les mentionner : l'une ou l'autre des parties a toujours recours à l'insulte ; les positions sont simplifiées, c'est presque toujours non-dialectique et ça ne débouche sur rien d'autre que la condescendance ou le mépris.

» Mais de plus, je trouve ça nuisible, et c'est un point que je veux développer. D'abord, parce que ça ne fait que dégoûter ceux qui — notamment les jeunes — ne sont pas rompus aux pratiques — par ailleurs critiquables, voire minables carrément, et je pense à toute cette myriade de groupuscules trotsko-stalino-anarcho-machinose qui passent leur temps à s'invectiver — du mouvement, moi, je dirais du "Milieu" (par référence explicite à la Mafia) auto-proclamé révolutionnaire. Je suis contre le prosélytisme, mais je suis tout aussi contre le fait de donner une image repoussante du "militant" (?) révolutionnaire (???). Or, pour moi, ce type de polémique est, globalement, repoussante.

» Ensuite, c'est nuisible parce qu'il y a à la base une confusion entre le rôle joué par les "idées", les "théories", les "représentations", voire les "programmes" dans nos têtes et dans la lutte concrète. Pour moi, et je sais que je ne suis qu'un "petit-bourgeois anarchisant" pour les maoïstes, un "mouvementiste" pour F. Oriach — qui m'a envoyé une lettre d'insultes de

le même programme et la même formule. Si vous voulez en savoir plus reportez-vous à différents numéros d'*Echanges*, nous en avons parlé à différentes reprises, notamment lors de sa disparition — provisoire.

London Class War, PO Box 467, London E83QX.

◆ **Des organismes génétiquement modifiés et du citoyen — Notes sur la démente technologique moderne et la mystification citoyenne** (Paris, janvier 1999), plaquette dont le titre donne le contenu. (Association contre la technologie et son monde c/o ACNM, BP 178, 75967 Paris Cedex 20.)

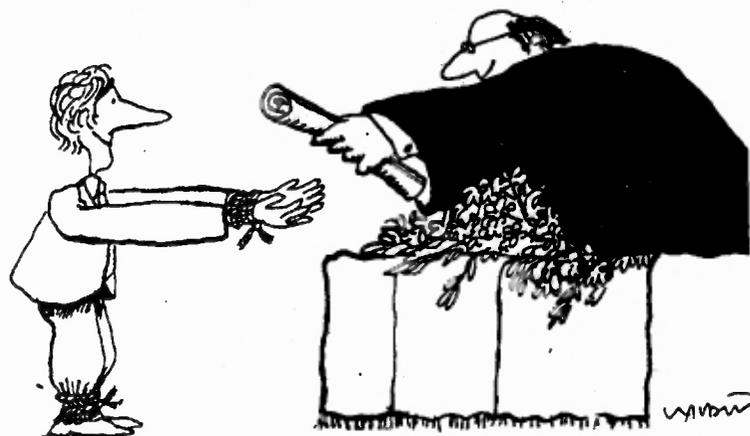
◆ **Golfech — Le Nucléaire, implantations et résis-**

tances : c'est un ouvrage très complet et très détaillé sur les luttes anti-nucléaires, autour plus spécialement des protestations contre l'implantation de la centrale atomique de Golfech (Haute-Garonne). (CRAS, Collectif La Rotonde, BP 492, 31100 Toulouse Cedex 06.)

◆ Encore et toujours le négationnisme : **L'Affranchi** n° 16, printemps/été 1999, reprend l'ensemble de ce dossier depuis le début, dans les méandres de ses différents protagonistes jusqu'à aujourd'hui. Assez complet mais avec quelques oublis (comme par exemple le P. I. C. et la Jeune Taupe, Le Frondeur, etc.) et peu d'explications sur les raisons qui ont fait

glisser volontairement toute une frange de l'extrême gauche sur cette pente dangereuse, certains ayant sauté *in extremis* lorsqu'ils virent où cela les menait, mais pas assez tôt pour ne pas en avoir gardé la marque et n'ayant jamais vraiment analysé pourquoi l'activisme et l'idéologie avait pu les conduire dans cette voie.

◆ **Hommage à Jeanine Morel** : nous avons parlé de ce projet d'une plaquette enfin parue sur cette militante qui participa à ICO et à *Echanges*. Disponible à *Echanges* (contre 10 F en timbres) ou auprès de Paolo Casciola, CP 154, 50100 Firenze, Italie.



HONGRIE

POURQUOI « LETTERS FROM HUNGARY » CESSE DE PARAÎTRE

A plusieurs reprises, nous avons parlé de ce pays dans *Echanges* *, et notamment d'un petit noyau de militants publiant un bulletin en anglais, Newsletter From Hungary. Nous donnons ci-après la traduction du dernier numéro de ce bulletin (automne 98) **

C'EST le dernier numéro de *Newsletter from Hungary*. Nous y mettons fin sous cette forme parce que nous ne pouvons plus poursuivre le but que nous nous étions assigné.

Le but de ce dernier numéro est la critique de notre activité jusqu'à maintenant, d'en tirer les leçons et d'essayer d'aller en avant. De plus, nous ne voulons pas disparaître sans laisser une trace dans la marche de la vie quotidienne de la société capitaliste, comme ont pu le faire d'innombrables autres publications. Au contraire, alors que nous pensons nécessaire de rompre avec quelques illusions et l'approche idéaliste de notre petit groupe, nous voulons insister sur la nécessité d'une telle rupture dans le mouvement prolétarien mondial. Bien qu'il puisse paraître quelque peu étrange qu'un tel petit groupe d'ici — en Hongrie — propose une vision à grande échelle internationale, ce n'est pas « nous » qui le suggérons, mais la nécessité historique de notre classe, ce que le développement du prolétariat rend inévitable. Nous, en tant que communistes révolutionnaires (anarchistes), nous sommes juste une concrétisation de cette nécessité historique, une concrétisation de notre classe. Par suite, en tant que mili-

tants prolétaires internationalistes, nous sentons qu'il est important de ne pas garder pour nous ces ruptures comme une seule partie de notre propre histoire, mais de les discuter internationalement, spécialement parce que la principale raison de celles-ci fut un combat contre le manque d'internationalisme dans notre groupe. Nous ne voulons pas encore parler de notre isolement : c'est une foutue période de paix sociale dans laquelle le prolétariat lui-même est isolé et même son existence est niée par l'idéologie bourgeoise.

Mais nous avons à combattre contre ces murailles qui nous isolent, y compris en nous-mêmes, pour centraliser notre activité internationalement, pour discuter et analyser la présente situation de notre classe, pour agir ensemble pour transformer cette situation... Nous n'avons pas de « respect » pour les « organisations plus anciennes et plus grandes », car nous voyons « notre » organisation comme un moment de l'histoire de la lutte de classe — juste comme « tous les autres ». Nous ne voulons

* Voir *Echanges* n° 81 p. 42 et 83 p. 44 et 47.

** Sur la Hongrie, voir aussi *Courant Alternatif* n° 83 et 84.

pas dire que les choses sur lesquelles nous voulons insister représentent quelque chose de nouveau. Elles appartiennent à la nature communiste (anarchiste) de notre classe, à la nécessité dictatoriale d'abolir la dictature de la valeur sur les êtres humains. Mais nous avons franchi ce pas juste maintenant et nous voulons mettre l'accent sur ce point.

NOUS avons commencé à publier cette « newsletter » il y a quatre ans. Notre but était d'établir des contacts avec d'autres organisations de lutte et des militants. Nous ne souhaitons pas limiter ces contacts à l'échange d'informations, mais parvenir à une sorte d'activité commune contre le système capitaliste, car nous pensons que le combat contre le système capitaliste est seulement possible si nous organisons nos forces. Ce n'est pas un produit de notre imagination, mais la voie historique de la dictature de notre classe. Nous devons reconnaître que notre activité nous a conduits dans une direction totalement différente de celle où nous pensions aller. La forme en elle-même commença à déterminer le contenu et le contenu se trouva exprimer son contraire. Voyant cela, nous devions décider de rompre avec cette sorte d'activité et de tirer les leçons de ce développement.

Il y a plusieurs raisons qui expliquent pourquoi nous ne poursuivons pas notre activité sous cette forme.

La méthode d'envoyer quelques informations avec un très bref commentaire — en fait très interne — c'est seulement donner à mâcher du chewing-gum à un mode démocratique de fonctionnement : nous donnons quelques matériaux, nous dirons quelques outils ; c'est à celui qui les reçoit de les utiliser comme il le désire. Considérant que l'information « neutre » appartient à

l'idéologie bourgeoise qui essaie de nous convaincre que dans sa société un tas de choses sont neutres : l'information (les médias), l'Etat, la science, l'art, etc... Mais en réalité, dans la société de la lutte entre deux classes, rien n'est neutre. L'information elle-même est une information de la bourgeoisie, pas seulement par ses sources, mais aussi bien par son contenu, sa forme, nous pouvons dire sa nature, et nous devons la retourner totalement, attaquer l'information bourgeoise pour la transformer en notre arme propre, aussi neutre pour notre camp qu'elle pouvait l'être pour l'autre auparavant. Ce n'est pas notre tâche d'un groupe ou d'un autre en tant que collectif d'individus, mais c'est celle de la classe elle-même en tant qu'acte centralisé et organisé.

Nous ne voulons plus participer à ce bazar démocratique de l'information pour exhiber notre militantisme d'une manière spectaculaire, là où chaque groupe participe à la « farce révolutionnaire ». Le milieu — à l'Est comme à l'Ouest — organisé autour de cette sorte de show-biz n'est rien d'autre qu'une alternative possible de choix dans les auxiliaires politiques de la bourgeoisie et une trappe pour l'angoisse prolétarienne — un milieu sectaire typique (chaque groupe a son propre projet, ses propres sources d'information, un échange démocratique avec les autres), frontiste (membre de la Sainte-Famille), démocrate, une approche social-démocrate (un programme bourgeois utilisant la terminologie prolétarienne).

L'ÉCHANGE d'information est passif en lui-même, et dans sa passivité il accepte ce que l'idéologie bourgeoise en attend. Mais dès que nous utilisons cette information, elle cesse d'être simplement de l'information et devient une arme, l'arme de la

Sous le titre « La politique : à l'impossible, nous sommes tous tenus », différents auteurs tentent de faire leur propre bilan (« Là où nous en sommes ») et en passant par « L'existence du capital » constatent le jeu de « La politique contre la morale » (au fait, quelle morale ?). Sous le titre « Construire un échange équilibré avec la nature » différents auteurs reprennent en polémique avec d'autres théoriciens de la Nature, les thèmes de « l'être humain » et de la « communauté humaine » (en route pour un nouveau réformisme ?, voir dans *Théorie communiste* n° 15 une « critique de l'alternative » qui répond aux « embrouilleurs de *Temps Critiques* »). En passant, on y trouve des considérations sur le mouvement lycéen (voir *Echanges* n° 88 p. 3) qui aurait apporté « un souffle nouveau à la critique de la société » et, ailleurs, sur le mouvement zapatiste qui donnerait « l'exemple » et « remet Marx à jour » Une critique plus approfondie prendrait du temps et de l'espace, il peut s'y mettre (voir dans

le n° 80 d'*Echanges*, p. 42, une critique des positions de *Temps critiques* sur « la valeur sans le travail »). Une anthologie en deux volumes de *Temps critiques* vient d'être publiée aux éditions L'Harmattan : tome 1 *L'Individu et la communauté humaine* et tome 2 *La Valeur sans le travail*.



◆ Puisque le zapatisme relégué dans l'oubli par d'autres activités capitalistes guerrières passe encore de temps à autre le mur du silence médiatique, signalons un article de *Wildcat-Zirkular* n° 46/47, février 1999 : « Eine Schublade für die Zapatistas », un commentaire sur la brochure de Sylvie Deneuve, Charles Reeve et Marc Geoffroy : *Au-delà des passe-montagnes du Sud-Est mexicain* (Ab Irato, juin 1996).

◆ *Wildcat Zirkular* n° 46-47, février 1999, publie la traduction en allemand de la

brochure de L. Goldner : *Amedeo Bordiga aujourd'hui* publiée antérieurement aux Etats-Unis par *Collective Action Notes*.

◆ Encore sur *Socialisme ou Barbarie* dans *Collegamenti Wobbly* n° 6/7, 1998-1999, avec un texte de Daniel Blanchard : « Un regard sur le parcours de *Socialisme ou Barbarie* » et un bref historique du groupe (en italien).

◆ *Info Rezo* n° 17, mai-juin 1999, contient un document sur le KKRS, mouvement de paysans en Inde contre la mainmise des multinationales sur l'agriculture articulé autour de « républicains de villages » auto-organisés et dont les moyens d'action sont la désobéissance civile pacifique et l'action directe. Le même numéro expose ce qu'est le mouvement britannique « Reclaim the streets » (« Récupérons les rues »). PO Box 9656, London N4JY ; <http://www.ac.uk/campaigns/rts.html>
◆ *Class War* reparait (n° 76, hiver 1998/99) avec

PUBLICATIONS

◆ *Bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires*, n° 1 : suite à la mention de ce bulletin dans *Echanges* (n° 88, p. 65) nous avons reçu une lettre d'un de ses responsables, qui nous précise que le contenu du premier numéro devrait permettre de cerner un peu plus ses objectifs : « Sans exclure l'utilité que notre travail peut avoir dans le cadre de la lutte des classes, nous visons dans ce cadre précis à une réflexion portant prioritairement sur l'étude et l'analyse des mouvements révolutionnaires. C'est ce qui explique que nous soyons tous de sympathies politiques diverses. » Le n° 1 (12/98) traite de différents sujets historiques (c'est toujours un peu gênant de se voir traiter comme sujets de l'Histoire). C'est peut être bien que quelques universitaires (professionnels ou amateurs) « spécialistes » se soient mis en commun pour ce travail de recensement de ce qui se veut « histoire de l'extrême gauche » car, effectivement, « isolé, aucun spécialiste ne comprendra ja-

mais rien qu'à demi face à son propre champ d'études ». Passons sur l'ambiguïté de l'étiquette « mouvements révolutionnaires », alors qu'il s'agit avant tout des écrits de/sur les groupes dits révolutionnaires (ainsi auto-proclamés). C'est ce qui peut précisément faire la faiblesse, parfois l'inexactitude, des reconstitutions ou analyses basées principalement sur des écrits dont il est bien difficile d'apprécier la réalité et la relativité ; l'autre faiblesse est la difficulté de relier ces « histoires de groupes » à l'évolution du capital et de la lutte de classe. Le fait d'être issu de courants distincts voire opposés peut effectivement ouvrir certaines perspectives, mais n'est pas forcément une garantie ni d'objectivité, ni de cohérence d'analyse. A chacun d'apprécier ce premier numéro et de voir si les suivants éviteront ces écueils.



◆ *Alternative Press Index* vol 30, n° 3, juillet/septembre 1998, donne des informations détaillées sur les mouvements, les bulletins, théories et politiques — en anglais ; très différent du Bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires dont nous avons parlé ci-dessus.

◆ *Bulletin du Cira* (Centre international de recherches sur l'anarchisme) n° 55, mars 1999 : recensement des livres, brochures et documents de la bibliothèque du centre de 1994 à 1998.

◆ *The Agitator* : un recensement des groupes autonomes non hiérarchiques et autres en Grande-Bretagne et Irlande, septembre 1998, Haringey Solidarity Group, PO Box 2474, London N8.

◆ *Unity Rockers*, n° 20, mai 1999 : un peu l'équivalent de *Cette Semaine* pour les informations sur l'action de groupes divers mais côté rock.

C/o Crash Disques, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

◆ *Temps critiques*, n° 11, hiver 1999, toujours à la recherche politique de « l'impossible », propose de « construire un échange équilibré avec la nature ».

lutte de classe. Ce n'est plus une information dans son essence, elle perd sa « neutralité » utopique et fictive.

Ainsi, pour pouvoir briser le cercle vicieux de la passivité (et passivité signifie en fait contre-révolution), nous devons placer cette sorte d'activité dans un autre contexte. Cela signifie que nous avons à nous organiser, et dans ce processus pour briser le fétiche de l'échange d'information, et rechercher des contacts dans le monde entier est une des tâches d'une organisation internationaliste.

L'ÉCHANGE d'information n'est pas seulement passif, il est même dangereux. Ceux qui entreprennent seulement cette activité — qui veulent seulement être des « chroniqueurs des luttes » — se séparent eux-mêmes du mouvement du prolétariat. Selon cette idéologie, on doit avoir quelques spectateurs à l'esprit froid hors de la classe, qui soient capables de synthétiser la nourriture intellectuelle pour les masses. C'est sans importance qu'ils se déclarent eux-mêmes les leaders de ces « masses » (comme les bolcheviks : le successeur du Comintern dans les années 50 fut baptisé Cominform...) ou au contraire qu'ils se présentent eux-mêmes comme de quelconques outsiders dans leur crainte « de devenir des leaders » (comme quelques ouvriéristes). C'est du pareil au même : la séparation entre la classe et son leadership, l'idée d'apporter la conscience au reste, tout cela est contre-révolutionnaire dans ses racines - indépendamment des motivations individuelles de ses adeptes. Le prolétariat, pourtant, n'a pas besoin de tels chroniqueurs. Ce dont il a réellement besoin, c'est d'un lien organique entre prolétaires du monde entier qui, entre autre, racontent les événements de la région où ils vivent aux prolétaires des autres régions.

Nous faisons passer des informations sur l'état de l'économie en Hongrie et reportons les événements seulement pour ce pays. Limiter l'information à reporter les événements d'une petite région du monde favorise le fédéralisme et porte en lui-même l'affaiblissement de la perspective de la globalité (juste un exemple : lors des luttes des prolétaires d'Albanie, notre Newsletter parlait seulement pour en faire la critique de quelques grèves syndicales parce qu'alors, il n'y avait rien d'autre en Hongrie. Quelle sérieuse entorse à la globalité !). Le capitalisme est global, le prolétariat est global, le combat contre le capitalisme doit aussi être global ou bien il échoue. Toute sorte de division est notre faiblesse et sert seulement les intérêts de la bourgeoisie.

Naturellement, nous devons analyser les rapports entre les classes, mais ceci ne signifie pas un particularisme. L'endroit où nous sommes n'est pas une place distincte pour la lutte mais une concrétisation d'une tendance globale. Dans cette voie, il n'y a pas de doute qu'une réponse prolétarienne au niveau de l'Albanie (avec toutes ses faiblesses désastreuses) est beaucoup plus importante, même « localement » que la comédie locale d'une grève syndicale. La crise du capitalisme est mondiale, la situation du prolétariat vu globalement de pire en pire. En donner quelques exemples locaux est inutile. Le principal problème est que notre classe est encore dans une position de défaite à l'échelle mondiale. Cette défaite est partout. Cependant le combat de classe reste sous-jacent aux soulèvements, révoltes, guerres civiles qui se développent dans le monde (Los Angeles, Kurdistan, Albanie, Indonésie, pour ne citer que quelques exemples).

Le désastre, dans ce problème, c'est que ces luttes prolétariennes sont isolées à

la fois géographiquement et historiquement (peut-être n'est-ce pas entièrement vrai pour le Kurdistan), même lorsque la lutte atteint son plus haut degré. Cet isolement n'est pas notre faute, mais le symptôme de la situation générale de notre classe : l'isolement quotidien des prolétaires les uns des autres, de leur classe et de sa signification internationale, de l'histoire de leur classe, de leur propre humanité aussi, ... La tâche d'une organisation révolutionnaire est de combattre cet isolement qui s'affirme quotidiennement, de ne pas reproduire l'enfermement localiste dans sa propre activité dans le zoo des frontières nationales.

Notre but est d'affirmer la situation globale du capitalisme, de la lutte globale de notre classe. Les particularités existantes sont juste quelques concrétisations du même système capitaliste mondial.

Les contrées ex-stalinistes de l'Europe orientale n'ont rien de spécial, pas plus qu'elles n'étaient une forme spéciale du capital (soit sous l'appellation tautologique « capitalisme d'Etat », ou bien pire, dans celle antagonique « d'Etat socialiste »). Elles ne sont que la vie quotidienne normale du

mode de production capitaliste avec travail salarié, capital, exploitation, échange et valeur. Politiquement, elles n'étaient naturellement ni la « dictature du prolétariat » (comme elles s'intitulaient), ni même la dictature du parti, mais la dictature démocratique du capital. Par suite, parler de spécificités, de particularités, etc... c'est seulement stérile si nous pouvons les ranger dans le cadre global du capitalisme mondial.

Voici, camarades, les raisons essentielles de la cessation de nos activités dans la forme du bulletin *Newsletter from Hungary*. Mais d'autre part, comme nous l'avons résumé ci-dessus, nous cherchons des contacts prolétaires partout, pas pour « jouer ensemble à la révolution », mais pour briser l'isolement de notre classe, pour trouver le moyen d'organiser l'activité de notre classe — en tant que groupe communiste (anarchiste) — qui ne soit rien d'autre que la concrétisation du mouvement dans son ensemble - et dans cette voie de combattre le règne de l'approche sectaire, de centraliser nos actions internationalement.

Tout ceci ne signifie pas que nous ne donnerons plus d'informations sur la contrée où nous vivons. Mais nous mettons l'accent sur les discussions, analyses, activités organisées et centralisées.

(Automne 98)

Note d'Echanges : Ce texte nous a paru suffisamment intéressant et soulevant divers problèmes, y compris des critiques, pour que nous le publions in extenso et souhaitons qu'il soulève des débats. En le lisant, on ne doit pas perdre de vue qu'il vient d'un pays dominé près de cinquante années par le stalinisme et où les mots et idées peuvent prendre parfois un sens différent de celui que nous leur accordons ici.

DOCUMENT

◆ **La République des Conseils en Hongrie (1919)**, une brochure de R. Camoin, (mai 1999) dans laquelle il manque une bibliographie (demander à *Echanges*). Un épisode oublié des luttes qui ont suivi les révolutions russes et allemandes dans l'après première guerre mondiale. Nous ne possédons par ailleurs qu'une ancienne brochure, **La Commune Hongroise et les anarchistes (21 mars 1919-7 août 1919)**, de A. Dauphin-Meunier (1926), dont nous pouvons adresser une photocopie contre 20 F en timbres.

économiques définies par le capital) ou bien la sempiternelle « défense du service public » (comme si l'exploitation cessait à la porte de l'entreprise publique).

On peut soupçonner une activité de groupuscule qui essaierait de se faire une place au soleil syndical ou politique (dans le style des feuilles d'entreprise *Lutte ouvrière*), mais jouant la démocratie ouvrière totale dans des assemblées de base (les facteurs étant certainement considérés comme les « prolos » de la poste). On peut s'interroger aussi sur le sens d'appels dans les mêmes publications aux syndicats « fortement conviés à être là avec les facteurs », comme si les syndicats patentés accepteraient d'aller au suicide dans des assemblées organisées en dehors d'eux et de leur contrôle.

◆ « La lutte des chômeurs et des précaires de l'hiver 1997-1998 dans *Théorie communiste* n° 15, février 1999 (voir sur ce sujet *Echanges* n° 86 p. 30 et d'autres références dans les numéros suivants). Pour juste que soit cette analyse théorique, elle reste quand même bien li-

mitée eu égard au caractère activiste très réduit d'un mouvement qui a surtout fait du bruit par sa quelque peu équivoque médiatisation).

Sur le même sujet, dans *L'Affranchi* n° 16, printemps-été 1999 « Les chômeurs sont toujours en colère ».



AGRICULTURE

◆ **Feuille paysanne**, « Bulletin de liaison du mouvement Droit Paysan, droit à la ruralité et à l'espace d'existence » : Michel Ot, Coppéré, 42830 Saint-Priest-la-Prugne.

ENSEIGNEMENT

GRÈCE

◆ **Heavy Burden on Young Shoulders**, brochure en anglais sur le mouvement d'occupation des écoles en Grèce en 1998-1999., contenant une chronologie

des actions diverses et une analyse portant en exergue : « Ce n'est pas de livres ou de bonnes notes que nous manquons, mais de vie » (copie à *Echanges*).

FRANCE

◆ « Ça tourne à l'aigre — Précarisation et exclusion sont-elles les deux marmelles du démantèlement de l'enseignement public ? » (dans *Le Coquelicot* n° 21).

◆ Dans *Drapeau noir* n° 15, printemps 1999, un texte sur une grève à la faculté de Besançon : « U3M : un plan fantôme pour une fac en grève ».

◆ Dans *Courant alternatif* n° 88, avril 1999 : « L'école, labo du libéralisme » avec une rétrospective des différents mouvements qui ont secoué le système éducatif en 1998 et 1999.

ITALIE

◆ « A la mémoire de Paulo Freire (éducation et pédagogie de la libération) », Notizario del Centro di Documentazione di Pistoia n° 161, janvier-février 1999.



RUSSIE

◆ « La faillite du "mouvement ouvrier" officiel » dans *Wildcat-Zirkular* (n° 46-47, février 1999).

◆ « Lutttes syndicales en Russie. Du nouveau ? » dans *L'Affranchi* n° 16, printemps-été 1999.

◆ Dans *Aujourd'hui* n° 38 sur la grève de janvier 1999 et l'organisation de la lutte à l'usine métallurgique de Yasnogorsk (dont nous parlerons mais dont on n'a plus guère entendu parler) (voir *Dans le Monde une classe en lutte*, mars-avril 1999).

EUROPE

◆ Un numéro spécial, hors série, mars 1999, de *Courant alternatif* sur le contrôle et la répression de l'émigration en Europe : « Au-delà des frontières, résistons à la forteresse Europe ».

ITALIE

◆ Dans *Collegamenti Wobbly* n° 6-7, 1998-

1999, différents textes sur l'organisation du travail et les luttes en Italie. Ces questions sont plus amplement développées par l'examen de cas concrets de luttes d'entreprises autour d'expériences syndicales autonomes dans le n° 8 de *Sindicalismo de base* (action directe pour l'auto-organisation) chez Lancia, les tramways de Turin, les chemins de fer, Olivetti, Telecom, Beloit, etc. sur les dockers australiens.

◆ Dans *Le Proletaire* n° 448, février-avril 1999 : « Problèmes du mouvement des chômeurs à Naples. »

SUÈDE

◆ *SAC International Newsletter*, n° 01, 1999 : informations sur le SAC (syndicat suédois anarcho-sindicaliste) et ses activités en Suède (en anglais) SAC : Box 6507, S-113.83 Stockholm (Suède).

TRAVAIL, LUTTES ET SYNDICATS

FRANCE

◆ *Le Journal des Facteurs* (6 numéros parus fin mai, sans adresse) : c'est une publication, distribuée dans les postes, qui se déclare l'émanation de « comités de facteurs » de différents bureaux parisiens. Sans aucun doute, ce journal reprend les revendications de base contre les restructurations dont le but est de faire baisser les coûts de fonctionnement (modifications des tournées, suppressions de postes, changements d'horaires, emploi intensif d'intérimaires, etc.) et les luttes au coup par coup. Ce (ces) comité(s) semble(nt) extra-syndical (caux) et fonde(nt) leur action sur la tenue d'assemblées générales de base par bureau ou plus larges, avec des mots d'ordre parfois bizarres comme les charges contre les « directeurs de gauche » (comme si un directeur avait une autre politique que de diriger, c'est-à-dire de faire exécuter des ordres se référant à des orientations

VIET NAM

LA NOMENKLATURA (suite)

La nomenklatura, formée au Vietnam au fil de trente années de guerre, n'englobe évidemment pas les deux millions de membres du parti officiel. Elle est formée des privilégiés qui détiennent le pouvoir du Parti-Etat, et englobe les cadres du Parti, de l'Etat, de l'armée, de la police et ceux des organisations sociales, syndicales, économiques

Il me semble que les masques arborés dans les années passées sont tombés et que les gens ont révélé leurs véritables visages horribles. Tant de sang versé et d'os répandus, pourquoi ?

Bao Ninh, *Le Chagrin de la guerre*

SUR 75 millions d'habitants, le Parti — dont les rangs ont grossi, évidemment, à partir de 1954 au Nord et de 1975 au Sud — compte environ 2 millions d'adhérents. Les conditions de vie des membres de la base diffèrent peu de celles de la population ouvrière et paysanne. La nomenklatura, elle, en formation au fil des trente années de guerre, caste de privilégiés qui détient le pouvoir du Parti-Etat, englobe les cadres du Parti, de l'Etat, de l'armée, de la police et ceux des organisations sociales, syndicales, économiques... connexes du pouvoir, à tous les échelons de la hiérarchie, des villes au fin fond des campagnes. Elle constitue le noyau de la nouvelle classe dominante à la place des bourgeois et propriétaires fonciers d'antan dans l'exploitation de la classe ouvrière et la paysannerie. A l'inverse des anciennes classes possédantes, qui accédaient au pouvoir par la propriété, les nouveaux manda-

rins arrivent à la propriété par le pouvoir...

Les relations de parenté constituent le ciment essentiel de la nomenklatura, suivant le dicton populaire « *Nhut 'thân, nhi' quen, tam quyen' tu' chê'* » : « En premier la parenté, en second les connaissances, en troisième le pouvoir, en quatrième le régime... » La cupidité de ces parvenus, rampante à partir de 1986 au cours de la période dite de « Rénovation » *Dôi moi*, s'étale au grand jour avec l'« économie de marché à tendance socialiste » et l'arrivée des investisseurs étrangers dans les années 90. Accaparements, népotisme, corruption, concussion, à tous les échelons du pouvoir sur un fond de déchéance sociale inconnue jusqu'alors. Les mafias, la prostitution, le trafic de drogues gangrènent la société tout entière.

A l'intérieur de la caste, règne une lutte sans merci pour le pouvoir, pour l'enrichissement rapide par tous les moyens. Sporadiquement éclatent des affaires scandaleuses, inavouées, inavouables. Sous couvert de la moralité publique, la mafia règle ses comptes, quelques têtes tombent, quelques comparses sont jetés en prison. Parmi eux, des membres du Parti plus ou moins bien placés dans l'appareil d'Etat, dans



la finance, l'armée, la police... dénoncés par d'autres tout aussi corrompus, dans une lutte de féroce rivalité.

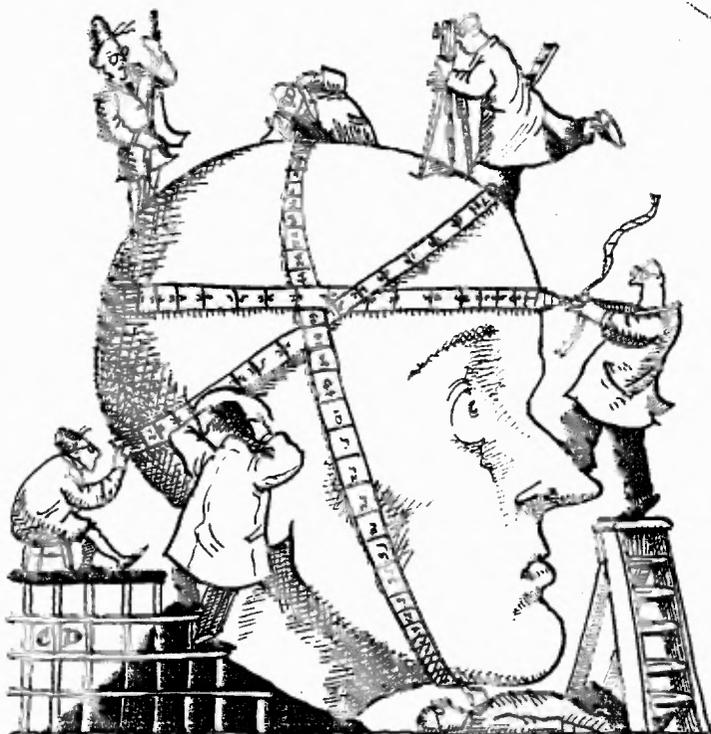
*

En 1957-1958, à Hanoï, l'Etat détient le monopole du riz. Un magasin spécial livre à domicile du riz de rare qualité aux familles des membres du Bureau politique, du Comité central, tandis que la population est rationnée à raison de 13 kilos par adulte et 7 kilos par enfant à partir de six ans. Dans nombre de familles le riz s'épuise avant la fin du mois. Des files d'attente se forment devant les points de vente à partir de 2 à 3 heures du matin jusqu'à l'ouverture à 8 heures. Parmi la foule en at-

tente, il y a des scènes de bousculade, des disputes... La vendeuse, souvent parente d'un bureaucrate, ne manque pas d'arnaquer les rationnés à sa guise, ces derniers n'ayant aucun recours contre la fraude à la pesée et la mauvaise qualité du riz.

A Hanoï, la nomenclatura se ravitaille dans des magasins spéciaux. La distribution des tickets a lieu régulièrement à la Maison des assemblées, place Ba Dinh. La rareté de la viande n'empêche pas ces haut placés de s'en empiffrer à leur aise dans de multiples réceptions et banquets. Hiérarchie oblige aussi dans les privilèges: les membres du Comité central ont droit par mois à 4 kilos de viande, les membres du Bureau politique à 6 kilos ...

Un comité spécial s'occupe de la santé du secrétaire général, des membres du Bureau politique et du Comité central. Ce monde et leur progéniture se font soigner à l'hôpital Viêt-Sô[viétique] doté d'un équipement médical moderne, de bons spécialistes et de médicaments en abondance. Ils disposent de maisons de repos à Quang Ba, à côté du lac de l'Ouest à Ha Noi, au bord de la mer à Dô Son, Tam Dao, Nha Trang, Da Lat, Vung Tàu...



et les réformistes syndicaux (Teamsters for Democratic Union) sous l'arbitrage du pouvoir capitaliste via le gouvernement américain.



Against the Current n° 79, mars-avril 1999, reprend ce même sujet : « Regards en arrière et en avant sur la lutte des réformistes chez les Teamsters : Pourquoi Hoffa a-t-il gagné ? et que va-t-il se passer maintenant ? » Aussi dans THE NATION, 4 janvier 1999 : « Les Teamsters, le prochain chapitre », Jim Larkin (en anglais, copie à *Echanges*).

◆ Les lois sur l'immigration ramènent les conditions d'exploitations des « sweatshops » (*Labor Notes*, novembre 1998) article qu'on peut compléter par « le code des "Sweatshops" adopté malgré les objections des syndicats » dans *The People*, décembre 1998.

SUR LES PRISONS AMÉRICAINES

◆ « Le complexe industriel des prisons américaines, la nouvelle classe ouvrière » est un entretien (en anglais) avec un ex-Black Panther qui donne un aperçu de la situation présente du prolétariat noir dans une Amérique dont on vante à l'envi les réussites économiques capitalistes. Dans *New Socialist* n° 1, février 1999.

◆ Une vision similaire est donnée dans une plaquette éditée par la Russel Saga Foundation (n° 4, 1999) autour d'un ouvrage *No Shame in my Game : the Working Poor in the Inner City*, de A. Knopf, publié par cette fondation (copie à *Echanges*). Russel Saga Foundation : 112 East 64th Street, New York, NY 10021 — <http://www.russellsage.org>

◆ *The Insurgent* : sur les prisons américaines (University of Oregon, Eugene, OR 97403 - 1228, Etats-Unis).

◆ « Avec la liberté pour quelques-uns, 500 années d'emprisonnement en Amérique », article de Scott Christlanson dans *The Economist Review*, 13 février 1999 (copie à *Echanges*).

◆ « Comment les prisons affectent un voisinage. La frustration avec la vague de crimes et les criminels conduit à un énorme programme de construction de nouvelles prisons », dans le *Wall Street Journal* du 27 octobre 1998, en anglais, copie à *Echanges*.

◆ Un article du *Washington Post* (8 février 1999) voit une société américaine en décomposition dans le fait qu'il est impossible aux Etats-Unis de trouver des jurés qui n'aient pas de sympathie pour les accusés et refusent de condamner ceux dont la culpabilité est évidente. Une association « Fully Informed Jury Association », qui encourage les jurés à agir selon leur propre code moral, compterait 6 000 membres. Dans 15 % à 20 % des procès impliquant des jurés, trois fois plus d'entre eux qu'en 1991, ne pouvant refuser l'application automatique de la loi, contestent la culpabilité (en anglais, copie à *Echanges*).

CHINE

◆ Des matériaux détaillés sur la pauvreté à Hong Kong dans les quatre pages de *Poverty Watch* (1998) publié par la Hong Kong Social Security Society (copie à *Echanges*). Hong Kong Social Security Society : Flat B, 16/F, Park Lok Mansion, 322 Nathan Road, Kowloon, Hong Kong.

ASIE DU SUD-EST

◆ « L'Exploitation dans le Sud-Est asiatique » : *Asia Labour Update* (septembre-décembre 1998) (en anglais) : Les droits du travail au XXI^e siècle ; La globalisation et la législation du travail en Chine ; La réforme des lois du travail en Indonésie (servant les intérêts des corporations multinationales) et d'autres textes sur les conditions de travail en Nouvelle Zélande, Philippines, Malaisie et Pakistan.

◆ *Aujourd'hui* n° 37 évoque les mêmes horreurs de l'exploitation dans les usines textiles d'Asie, d'Amérique du Sud et les Pays de l'Est.

IRAN

◆ « La classe ouvrière et les libertés politiques » (en

français dans *Contre-courant*, bulletin de l'organisation des Fedayin-minorité — à l'évidence léninistes et parlant dans leur programme de l'instauration en Iran d'un « Etat soviétique » qui « préparera le chemin des évolutions socialistes et passera au socialisme » — des débats presque centenaires et ne tenant guère compte des réalités historiques. Malgré tout, l'intérêt de cette publication, qui édite une feuille d'infos *Flash Info Mensuel* est d'apporter des précisions que l'on ne trouve nulle part ailleurs sur la lutte de classe en Iran.



CANADA

◆ « Off the job in Canada » dans *Red and Black Notes* n° 8, printemps 1999, sur les luttes et le chômage au Canada.

◆ Dans le même numéro, une critique du livre *Labour of Love* écrit par un des leaders du syndicat

Canadian Auto Workers (CAW) Buzz Hargrove, d'abord autobiographique jusqu'à son ascension comme président du CAW, exposant ensuite ses théories d'un « syndicalisme social », pour en venir à ses rapports avec la politique à travers le New Democratic Party (NDP). (Le même article, publié avec des coupures, dans *New Socialist*, n° 1 février-mars 1999).

POLOGNE

◆ Le fanzine *Totalitizm* n° 9 et un supplément n° 3 sont consacrés pour partie aux luttes passées dans la Pologne sous la botte de la démocratie populaire. Dans ce même numéro, quelques pages de la suite sur l'anarchisme en Bulgarie.

ÉTATS-UNIS

◆ « Les licenciements grimpent à des chiffres records », dans *The People* n° 11, février 1999.

◆ Dans *New Socialist* n° 1 février-mars 1999 : « Les Teamsters : Hoffa a gagné, mais le combat pour la réforme continue » (en anglais). Une suite en quelque sorte de la saga d'un combat entre la mafia

Les hauts cadres reçoivent pour leurs déplacements des billets d'avion, ceux des échelons inférieurs des billets de train ou d'autre transport en commun.

Le bureau du Comité central dispose d'un impressionnant parc de voitures, Pobeda, Lada, Moskovich, les *command-cars* russes. Les ministres ou vice-ministres circulent avec les vitres latérales voilées. Les membres du Comité central se déplacent avec en plus la vitre de l'arrière voilée. Les membres du Bureau politique et du secrétariat voyagent en Volga noires. Le chef suprême et le secrétaire général disposent d'imposantes Tsaïka, et apparaissent en public en Zil blindée avec vitres pare-balle. Parfaite singerie des mœurs de leurs congénères moscovites sous Staline et ses successeurs. Certains parmi eux disposent de plus d'une voiture pour trimballer leur famille en promenade, en week-end et en vacances d'été.

L'« Aviation à l'usage du peuple » (*Hàng Không Dân Dung*) compte une vingtaine d'avions russes, dont des hélicoptères M16, M18, des avions cargos YAK 40, IL18, ainsi que des petits et grands TU. Le secrétaire général, le chef de l'Etat, le président de l'Assemblée nationale, chacun des membres du Bureau politique, du Secrétariat mobilisent des avions *chuyên co'* — spécialement affectés au déplacement des hauts dignitaires — pour se rendre à Đà Nẵng, Nha Trang, Saïgon (Hô Chi Minh ville), Vung Tàu. Même pour leurs vacances d'été à la station climatique de Da Lat, leurs week-ends à la plage de Dô Son à 120 km à vol d'oiseau de Hanoï, ces potentats n'hésitent pas à prendre l'avion.

La confiance règne parmi ce beau monde. Ces sommités du pouvoir exigent du quartier général de l'armée de l'air la présence du chef ou sous-chef d'état-major

dans l'avion, à côté de leur précieuse personne. Un deuxième avion avec son équipage accompagne le premier pour parer à toute éventualité.

*

La ville de Hanoï, de 400 000 habitants en 1954 sous les Français, est passée à 2 millions. Durant les années de guerre ont afflué les réfugiés des zones rurales environnantes et même des provinces plus lointaines de Thanh Hoa, Nghe An, Ha Tinh. L'habitat, problème crucial de la population de Hanoï jusqu'à nos jours, n'est pas un souci pour la nomenklatura. La bureaucratie du Parti-Etat s'est installée dans les palais et édifices évacués par les Français, les leaders occupent les villas et les immeubles des bourgeois en fuite vers le Sud.

Le secrétaire général Lê Duân* occupait une maison bourgeoise rue Hoàng Diêu, à plusieurs reprises retapée, agrandie. Sa légitime habitait un grand bâtiment à trois étages rue Trần Quốc Toan. Sa seconde femme, native du Mékong, occupe une maison notable au chef-lieu d'An Giang (Long Xuyên) après la chute de Saïgon en avril 1975. Membre du comité provincial du Parti, elle fut promue sous-rédactrice-en-chef du journal *Sai Gon Giai Phong* (*Libération de Sai Gon*), bien qu'elle n'ait jamais fait du journalisme.

Exemple parmi tant d'autres : les rejets de Ong Tông (Monsieur [le secrétaire] général) ont fait leurs études en URSS. Thành, le garçon, à l'école technique d'aéronautique militaire en compagnie du fils du général Vo Nguyễn Giap, tandis

*Lê Duân (1908-1986), originaire de Quang Tri, au PC depuis 1930. En prison de 1931 à 1936, à Poulo Condore de 1940 à 1945, secrétaire général de 1976 à 1986.

que l'une de ses sœurs était étudiante à Moscou. Promu général de la défense aérienne, Thành fut affecté à Hô Chi Minh Ville comme sous-chef d'état-major. Saïgon a connu le même envahissement de réfugiés que Hanoï, des gens dorment toujours sur les trottoirs et dans les cimetières. Le fils de son père se fit attribuer en priorité une maison à trois étages au milieu d'un grand jardin. En 1992, il déboursa 16 taëls d'or pour obtenir le titre de propriété de la villa qu'il recédera aux investisseurs étrangers pour 120 taëls d'or.

Lê Duc Tho, le Berla Viet

Lê Duc Tho, membre du Bureau politique, devient le Beria du régime à partir des années 1960. ** (C'est aussi l'homme qui a signé avec Kissinger le traité de Paris de 1973, marquant le retrait des Américains du Viet Nam.)

L'un de ses frères cadets, Dinh Duc Thiên, endosse l'uniforme de général bien qu'il n'ait jamais été dans l'armée. Dénué de toute culture technique et d'expérience, il devient ministre de la métallurgie, puis chargé de l'édification des aciéries de Thai Nguyen.

Après la chute de Saïgon en avril 1975, Lê Duc Tho y envoya son autre frangin, Mai Chi Tho — promu général de la Sécurité — dans le Sud pour prendre en main les postes-clés, au grand dam des cadres locaux de la résistance.

A Saïgon rebaptisée Hô Chi Minh Ville, Mai Chi Tho dirige un certain temps la Sécurité publique, le Công an, puis préside le comité populaire de HCM Ville. Les pots-de-vin que lui versent les riches Chinois — frappés par la campagne d'expropriation des bourgeois capitalistes menée par le fanatique maoïste Dô Muoi*** — lui ont permis de mener un

train de vie seigneurial. Il agrémenta sa villa cossue au milieu d'un vaste domaine boisé, d'un élevage de gibbons, de boas...

Mai Chi Tho n'aurait pas été étranger à la réalisation du plan 2 (*phuong an 2*), appelé aussi plan B au ministère de l'Intérieur, visant soi-disant à faire rentrer de l'or dans les caisses de l'Etat. Car les candidats au saut de la mort vers l'océan sont légion. Moyennant les uns quelques taëls d'or, les autres vingt ou trente cây (bâton = taël), ces futurs *boat-people* peuvent tacitement construire des embarcations pour « franchir la frontière », *vuot bien*, ou être pris en charge par des passeurs chinois qui organisent ouvertement le trafic en tacite connivence avec les agents de la Sécurité.

A l'époque, la condamnation à mort de Muoi Vân — chef du *công an* de la province de Đông Nai, qui supervisait les départs de *boat-people* — n'a été qu'un règlement de compte de la mafia officielle. Il s'était sans doute taillé la part du lion sur l'or extorqué aux fuyards au détriment de ses supérieurs.

Les cadres frustrés essaieront de ne pas louper l'occase de faire rabattre sa superbe à Mai Chi Tho. Mais en vain, bien qu'il soit arrivé une fois que le tribunal de la ville le convoque à comparaître comme témoin au procès d'un négociant chinois. ****

Dernières nouvelles

Le *Financial Times* du 26 mars 1999 relate qu'à Hô Chi Minh Ville s'est ou-

**Lê Duc Tho, de son vrai nom Phan Dinh Khai (1911-1990), au PC depuis 1930. En prison à Son La en 1939-1944. Dans la résistance dans le Sud à partir de 1946, où l'on le surnomme Sa'u Bu'a (Marteau le Sixième).

*** Voir N°87, été 1998, p.46 sq.

**** Cf. Bui Tin', Mat. that. (En réalité) California, 1993, et Vu Thu Hiên, *Dêm giữa ban ngày* (La nuit en plein jour), California 1997. En vietnamien.

vert la veille, le procès d'une grosse affaire de fraude.

Parmi les 74 accusés déferés devant le tribunal populaire, le commandant de la brigade anti-contrebande Phung Long That et trente et un autres douaniers ainsi que dix-sept fonctionnaires en service dans les affaires entreprises par les unités de l'armée et de la police de la ville, dont les magasins ont servi de lieu de stockage des marchandises frauduleuses.

Leur coïnculpé, Tran Dam, directeur d'une compagnie d'import-export, présidée par le ministre de la Sécurité publique, est accusé d'avoir organisé la fraude, entre 1994 et 1997, de plus de 900 containers de marchandises d'une valeur de 70 millions de dollars, et avoir offert en pot-de-vin aux douaniers 93 000 dollars, une fortune dans un pays où le revenu moyen par tête est de 300 dollars par an.

Le procès paraît insolite. Il met en cause les compagnies opérant sous les auspices concurremment du ministère de la Défense et du ministère de la Sécurité qui contrôlent les véhicules et le domaine du port et ses environs.

Phung Long That et Tran Dam furent condamnés à mort.

Le journal ne dit mot du ministre de la Sécurité signalé parmi les trois principaux accusés passibles de la peine de mort.

Le *Financial Times* du 30 avril 1999 rapporte un autre procès monstre contre soixante-dix-sept accusés pour corruption et fraude. Parmi eux des directeurs de banque d'Etat, des managers du groupe Minh Phung-Epco, l'une des plus grosses compagnies privées de Hô Chi Minh Ville avec une participation de l'Etat. Suite à l'échec sur la spéculation immobilière et de denrées de base, la banqueroute retentissante du groupe survient dans le début de 1997, accusant 280 millions de dollars de dettes envers les banques d'Etat. Après l'arrestation des managers de Minh Phung-Epco, le directeur financier d'Epco fut trouvé pendu sous le toit de l'agence de HCM Ville de l'Incombank, banque d'Etat. Un banquier de second rang mourut sous les tortures infligées par les *công an* durant l'interrogatoire.

(A suivre.)

